

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'EXPERTISE
EN MATIÈRE CRIMINELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 23 mars 1901, à 1 heure

PAR

ANDRÉ DEHESDIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LE POITTEVIN.

*Suffragants : { MM. LÉVEILLÉ, } professeurs.
GARÇON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

18 11 1882
FACULTÉ
JAN 1883

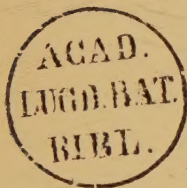
UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'EXPERTISE
EN MATIÈRE CRIMINELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 23 mars 1901, à 1 heure



PAR

ANDRÉ DEHESDIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : { MM. LÉVEILLÉ,
GARÇON, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

DE L'EXPERTISE

EN MATIÈRE CRIMINELLE

INTRODUCTION

Dans toute question soumise à une juridiction, en matière civile comme en matière criminelle, les magistrats qui doivent rendre une sentence ont à distinguer deux points : le point de fait, et le point de droit. Dans le premier, ils doivent répondre à la question suivante : Est-il prouvé que tel fait s'est passé (1) ? Dans le second, ils doivent, en supposant que cette première réponse soit positive, appliquer une disposition de la loi au fait qu'ils viennent de déclarer constant.

Si leurs connaissances juridiques sont nécessaires pour résoudre la deuxième question, ils n'ont guère besoin, dans la première partie de leur tâche, que de se servir du jugement que tout homme possède à un degré plus ou moins éminent, du bon sens, qui peut tou-

(1) En matière criminelle, ce premier point n'est pas toujours tranché par les magistrats qui rendent la sentence.

tefois se trouver plus développé chez eux, grâce à leurs habitudes professionnelles.

Pour résoudre la première question, pour savoir exactement ce qui s'est passé, les magistrats ont à leur disposition des moyens de preuve, dont la loi règle l'exercice, c'est-à-dire des moyens, directs ou indirects, d'arriver à la connaissance des faits. Parmi ces moyens de preuve, ou simplement ces preuves, il faut dégager tout d'abord la preuve directe, que l'on peut considérer comme n'étant pas véritablement une preuve. Il est certains faits que nous percevons immédiatement, sans aucun intermédiaire ; d'autres, au contraire, auxquels nous n'arrivons que par l'intermédiaire d'autres faits précédemment perçus, par la voie du raisonnement, qui nous conduit du connu à l'inconnu. Le premier constitue la preuve directe ; c'est lui qui entre en jeu lorsque les magistrats font un constat, une descente sur les lieux ; les seconds sont les modes de preuve proprement dits ; ce sont par exemple le témoignage, la preuve par écrit.

Il est certaines données qui, bien que soumises immédiatement à l'action de nos sens, ne sauraient être appréciées par celui qui ne possède pas de lumières spéciales sur le point qu'il s'agit de vérifier. Supposons qu'un magistrat instructeur se trouve en face du cadavre d'un homme dont le décès est survenu sans témoins, subitement, dans des conditions mystérieuses ou en tout cas inconnues. Le magistrat veut connaître les

causes de la mort, et il ne possède pas, ou est présumé ne pas posséder les connaissances qui lui seraient nécessaires pour lui apprendre quelles sont ces causes. Alors, de même que l'on se sert d'instruments d'optique pour suppléer à l'imperfection de l'organe de la vue, le magistrat supplée aussi à l'insuffisance de ses perceptions à l'aide d'instruments, d'auxiliaires scientifiques. Il se fait remplacer dans ses constatations par un homme qui fera l'autopsie du cadavre et saura, de ses observations, déduire les conséquences qu'elles comportent ; il prolonge en quelque sorte ses sens par les sens plus affinés d'un médecin légiste ; seulement, de même qu'il doit se défier de lui-même, des raisonnements qu'il fait, des conséquences qu'il déduit de ses observations personnelles, de l'impression que produit sur son propre esprit un événement ou une attitude, de même aussi il doit se défier des raisonnements, des impressions de son auxiliaire ; aussi n'est-il jamais forcé d'adopter les conclusions de l'expert qu'il a chargé de l'éclairer.

Il n'en est pas moins vrai que l'expertise est un mode de preuve particulier, que l'on ne doit pas confondre avec les modes de preuve proprement dits. Bonnier (1) la rattache à l'expérimentation personnelle, dont elle est le complément indispensable ; il ajoute toutefois qu'elle a aussi une analogie avec ces autres modes de

(1) *Traité des preuves*, 5^e édition, revue par Larnaude.

preuve, puisqu'elle repose sur la foi due aux experts, foi qui suppose un mérite présumé à raison des garanties qu'offrent les connaissances de l'auxiliaire appelé par le juge.

Il en résulte que les experts, eux aussi, ont une fonction particulière qui ne doit être confondue, ni avec celle des juges, dont ils ne sont que les auxiliaires, ni surtout avec celle des témoins. Leur rôle aurait plutôt une certaine analogie avec celui des jurés de la Cour d'assises ; comme eux, ils ont à rendre un jugement sur une question préjudicielle ; mais ce jugement ne s'impose jamais à l'autorité chargée d'appliquer la loi, alors que le verdict du jury décide définitivement de la question de culpabilité.

Quant aux témoins, ils en diffèrent totalement, bien qu'on ait cherché longtemps, et qu'on cherche encore à les confondre avec eux, et à leur appliquer les mêmes dispositions de la loi. C'est l'occasion seule qui crée le témoin, c'est sa présence fortuite sur le lieu où le fait en litige s'est passé, ce sont ses relations avec l'une des parties qui lui imposent le devoir de venir à la barre déposer sur les événements dont il peut avoir eu connaissance. Mais il n'a qu'un devoir unique : dire ce qu'il a vu ou entendu ; il n'est aucunement obligé de faire part des réflexions que lui ont suggérées les faits auxquels il a assisté, des déductions qu'il en a tirées ; il n'a aucun jugement à porter.

L'expert, au contraire ne tire pas sa mission des cir-

constances et du hasard, car la plupart du temps il n'a eu connaissance de l'affaire que par sa nomination ; cette mission lui est confiée à cause de ses connaissances spéciales, à cause du pouvoir qu'elles lui donnent d'éclaircir des points qui, sans lui, resteraient obscurs. Il est donc l'objet d'un choix, et sa mission est double ; elle ne se borne pas à faire les constatations que le juge serait dans l'impossibilité de bien faire lui-même ; il doit de plus donner une appréciation, tirer des déductions de ces constatations ; il doit faire connaître au juge son opinion personnelle ; il porte un véritable jugement (1).

Il ne faudrait pas en conclure que les experts exercent une fonction du juge. Si, dans le for de leur conscience, ils rendent un jugement, parce qu'ils apportent une solution à la difficulté qui leur est soumise, ce jugement, au point de vue judiciaire, n'a que le caractère et la force d'un simple avis ; sans doute leur opinion, étant celle de gens instruits et spécialisés, aura une au-

(1) Cette distinction entre les témoins et les experts est fondamentale ; la loi en a tiré, en matière criminelle, des conséquences, dont une partie ne semblaient d'ailleurs pas du tout forcées. Ainsi les témoins et les experts ne prêtent pas le même serment ; les témoins sont responsables de leurs dépositions et peuvent encourir les peines du faux témoignage s'ils altèrent la vérité ; rien de tel pour les experts, qui ne sont responsables de leurs dépositions que dans le for de leur conscience : si elles ne sont pas sincères, ils ne sont passibles d'aucune peine. Enfin les témoins, quand ils sont proches parents d'une des parties, sont reprochables ; les experts, du moins en matière criminelle, ne sont en France sujets à aucun reproche, à aucune récusation.

torité considérable, car elle échappe par ce fait même à l'examen des juges ; mais ceux-ci sont toujours libres, et c'est un devoir pour eux, de l'examiner, de la discuter, de se servir de leur bon sens pour en contrôler les déductions ; ils ne sont aucunement liés.

L'expertise criminelle ne diffère pas, quant à son objet, de l'expertise civile ; toutes deux ont le même but, qui est d'éclairer pour le juge des points qui lui resteraient obscurs s'il n'avait pour les examiner des yeux plus clairvoyants que les siens. A mesure que les connaissances humaines s'étendent, chacun se trouve forcé de se spécialiser de plus en plus dans une sphère déterminée. Les bornes des sciences reculant de jour en jour, et l'intelligence humaine n'étant pas infinie, il faut bien se restreindre et parcourir un terrain moins large, si l'on veut avoir le temps de le parcourir jusqu'au bout. Aussi les sciences se partagent-elles en un nombre infini de subdivisions. Il y a quelques siècles, tout médecin était doublé d'un physicien et d'un chimiste ; aujourd'hui il se subdivise lui-même en chirurgien, aliéniste, accoucheur, etc... ; on s'adresse donc à des hommes différents pour faire des expertises sur les diverses branches de la médecine. D'autre part, chaque science devenant plus approfondie, on se montre plus difficile, plus rigoureux sur l'opportunité d'une expertise. Un juge d'instruction qui, autrefois, se serait contenté de ses constatations et de ses opinions personnelles dans un cas déterminé, se montre aujourd'hui plus

sévère ; sachant que des hommes ont fait sur la question qui l'occupe des études spéciales, il les juge plus compétents que lui et leur confie une expertise. C'est ainsi que les expertises, tout en devenant plus nombreuses et plus complexes, deviennent aussi plus rigoureuses et plus exactes ; la justice, et en particulier l'instruction des faits délictueux, a donc en main un instrument qui se perfectionne chaque jour, et par lequel elle doit être de moins en moins exposée à l'erreur.

Ce travail sera divisé en deux parties. La première comprendra, outre de courtes notions historiques, l'étude de l'expertise criminelle telle qu'elle existe en l'état actuel de notre législation. Dans la seconde, nous passerons en revue les diverses propositions qui ont été émises afin de donner à l'expertise un caractère plus en harmonie avec les idées nouvelles, déjà introduites dans une partie de l'instruction : organisation des droits de l'inculpé ; introduction d'une surveillance, ou d'une coopération de la défense à l'expertise.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE.

SECTION I. — Ordonnance de 1670. — I. Expertise de médecine. —
II. Expertise d'écriture.

SECTION II. — Droit intermédiaire.

SECTION I. — Ordonnance de 1670.

Du jour où une juridiction, civile ou criminelle, a été établie, l'on peut dire que l'expertise a existé ; rien n'est plus naturel en effet de la part d'un juge, que l'idée de s'en remettre, pour l'examen des questions de fait qu'il a à résoudre, à des personnes plus compétentes que lui. Aussi trouve-t-on trace de l'expertise dans toutes les législations. Le droit romain la connaissait (1), ainsi que l'ancien droit français. On retrouve des traces d'expertises médicales dans de nombreuses coutumes de la procédure accusatoire ; mais c'est surtout avec le droit canonique et la procédure inquisitoire qu'elle prend une

(1) La nouvelle 64 tend à réprimer l'abus que les jardiniers experts de Constantinople faisaient de leur ministère, pour favoriser leurs confrères aux dépens du propriétaire du sol, lorsqu'ils étaient chargés, à la fin d'un bail, d'évaluer les améliorations faites sur le fonds par un jardinier-locataire.

plus grande importance ; c'est qu'alors, en effet, le juge, mettant en œuvre tous les moyens d'arriver à la découverte de la vérité, s'en sert d'une façon usuelle, et peut le faire d'autant plus utilement, que la science se développe et se dégage enfin des ténèbres où elle avait été plongée pendant le moyen âge.

L'ordonnance criminelle d'août 1670, qui est le terme le plus développé de la législation inquisitoriale, ne réglemeute pas l'expertise d'une manière générale ; elle procède par dispositions spéciales.

Au titre V, trois articles réglementent l'expertise médicale. L'expertise d'écriture se trouve réglée par les titres VIII et IX.

I. — Voici quelles sont les dispositions du titre V :

ART. 1^{er}. — Les personnes blessées pourront se faire visiter par médecins et chirurgiens qui affirmeront leur rapport véritable : ce qui aura lieu à l'égard des personnes qui agiront pour ceux qui seront décédés, et sera le rapport joint au procès.

ART. 2. — Pourront néanmoins les juges ordonner une seconde visite par médecins et chirurgiens nommés d'office, lesquels prêteront le serment dont sera expédié acte, et, après leur visite, en dresseront et signeront sur le champ leur rapport pour être remis au greffe et joint au procès, sans qu'il puisse être dressé aucun procès-verbal à peine de cent livres d'amende contre les juges, moitié vers nous, moitié vers la partie.

ART. 3. — Voulons qu'à tous les rapports qui seront ordonnés en justice, assiste au moins un des chirurgiens commis de notre premier médecin, ès-lieux où il y en a, à peine de nullité des rapports.

On voit qu'en matière médicale il peut exister deux rapports différents. Le premier, appelé rapport denuntiatif, n'est pas ordonné par le juge ; l'expert est choisi par la partie lésée, qui fait examiner par lui ses blessures. Ce rapport a une importance considérable, car il intervient immédiatement ; c'est ce premier expert, choisi par la partie lésée, qui fait les premières observations et examine le corps du délit, dont l'existence est si importante à constater, puisque c'est d'elle que dépendent toute la marche et le succès de la procédure. Le deuxième rapport, qui sera plus tard ordonné par le juge, n'aura bien souvent pour base que les premières constatations contenues au rapport denuntiatif.

Mais, si l'inculpé n'est aucunement représenté à cette première expertise, si l'urgence exige même que l'expert soit choisi par la partie lésée, quelques garanties sont-elles au moins accordées à la défense, au double point de vue de l'honorabilité et du savoir de l'homme de l'art ?

Ces garanties se réduisent à fort peu de chose. Il résulte de la discussion qui eut lieu à propos de l'article 1^{er} que les parties pouvaient librement choisir les médecins ou chirurgiens qu'elles chargeaient de dresser ce rapport denuntiatif. L'ordonnance de 1670 repoussait donc

sur ce point les prétentions des chirurgiens commis par le premier médecin du Roi. Celui-ci avait en effet, depuis une ordonnance de janvier 1606, le droit de commettre des chirurgiens dans les villes, lieux et bourgs du royaume pour faire les visites et rapports des malades et des blessés ; depuis cette époque, un dissentiment s'était élevé entre ces chirurgiens commis, et les autres chirurgiens du royaume, les uns soutenant qu'ils avaient un privilège et le monopole de tous rapports en justice, les autres repoussant cette prétention. Le premier médecin du roi, qui tirait profit de ces nominations, défendait énergiquement ce privilège, mais la jurisprudence ne le reconnaissait généralement pas.

La seule garantie donnée à l'inculpé fut le serment imposé aux experts ; il ne l'était pas dans le projet primitif, ce qui n'avait pas d'inconvénient à Paris, où tous les chirurgiens prêtaient serment devant le lieutenant criminel lors de leur réception, mais ce qui en aurait eu de graves en province, où seuls les chirurgiens commis prêtaient ce serment. En établissant la nécessité d'affirmer le rapport denuntiatif, la Commission, tout en établissant une garantie, rejetait le prétendu monopole des chirurgiens commis par le premier médecin du Roi.

Il paraîtrait d'ailleurs que le droit de récusation était alors accordé à l'inculpé dans une mesure beaucoup plus large que pour les autres rapports. S'il y avait lieu de croire que le plaignant s'était adressé à des chirur-

giens suspects, l'accusé pouvait demander une seconde visite par experts commis par le juge, ressource qui pouvait d'ailleurs être bien illusoire.

Cette seconde visite est réglée par l'article 3, qui donne une satisfaction partielle au premier médecin du Roi, en prescrivant qu'à toute visite ordonnée en justice doit assister au moins un des chirurgiens commis.

L'ordonnance de 1670 ne fit d'ailleurs pas cesser la querelle ; celle-ci ne prit fin que par un édit de février 1692, qui créa des offices de chirurgiens et médecins experts. Eux seuls avaient le droit de faire, « à l'exclusion de tous autres chirurgiens conjointement ou séparément, les rapports des visitations qui seront faites tant d'ordonnance de justice, que denuntiatives, des corps morts, blessés, noyés, mutilés, prisonniers ou autrement ».

En résultait-il que ces maîtres chirurgiens, véritables fonctionnaires, donnaient une sécurité plus grande quant à leur savoir et à leur moralité ? Aucunement ; ce n'avait d'ailleurs pas été là le but de l'institution ; comme toute création d'offices, elle avait répondu à des préoccupations budgétaires ; pour devenir expert près des tribunaux, il suffisait de payer cher une charge de chirurgien juré.

Aussi les résultats furent-ils désastreux ; les experts n'avaient aucune des capacités nécessaires à leurs fonctions. Un édit de 1723 remit en vigueur l'ancien système de la désignation par le premier chirurgien du

roi et supprima le monopole. La jurisprudence maintint de nouveau aux parties le droit de se faire visiter par les médecins et chirurgiens de leur choix (1).

Ainsi donc, les droits de l'inculpé dans l'ordonnance de 1670 se réduisaient à fort peu de chose en matière d'expertise médicale. Pour les rapports denuntiatifs, il pouvait, s'il avait des motifs de suspicion légitime contre les experts, demander un second rapport par experts nommés d'office. Quant aux experts nommés par le juge, il avait le droit de les récuser. Ce droit n'était pas réglé par l'ordonnance de 1670 ; il paraît qu'il était admis dans une large mesure, et que, pour que l'inculpé eût la possibilité de l'exercer, on lui accordait toujours la communication du rapport, ou tout au moins la connaissance des noms et des qualités des experts. Les motifs de récusation et de reproche étaient les mêmes vis-à-vis des experts qu'à l'égard des juges et des témoins (2).

II. — C'est dans les titres VIII et IX que l'on trouve les règles relatives aux faux et aux expertises d'écriture. Le titre IX traite à la fois du faux principal et du faux incident civil : les experts sont toujours nommés d'office par le juge, même au cas de faux incident civil, car l'affaire peut toujours prendre un caractère crimi-

(1) Arrêt du parlement de Paris du 20 mars 1728.

(2) Prévot, *Principes de jurisprudence sur les rapports*.

nel (1). Ils sont choisis le plus souvent sur une liste de maîtres écrivains jurés, mais l'ordonnance permet aussi au juge d'exercer son choix en dehors de cette liste.

Si, dans une affaire civile, une pièce produite par l'une des parties est prétendue fausse par l'autre partie, cette dernière adresse au juge une requête tendant à demander au défendeur s'il compte se servir de la pièce (2). Si celui-ci déclare s'en servir, la pièce est déposée au greffe ; les moyens du faux sont eux aussi déposés dans les trois jours (3). Un jugement intervient pour déclarer si les moyens sont pertinents et admissibles. Les pièces sont soumises à des experts, que le défendeur a le droit de récuser ; jusqu'ici tout s'est passé comme dans une affaire civile : le défendeur a eu connaissance de la procédure, il a pu proposer ses pièces de comparaison, récuser les experts.

Mais la procédure change de nature et devient criminelle, à partir du moment où le procureur intervient et poursuit l'affaire extraordinairement ; le défendeur devient inculpé, aucune communication ne lui est faite, il subit l'instruction, et la procédure suit son cours comme si l'affaire était un faux principal.

Dans celui-ci, l'accusé n'a aucun des droits qui lui appartiennent dans le faux incident ; il n'est reçu à la preuve d'aucun fait, ne peut fournir de pièces de com-

(1) Titre VIII, article 9.

(2) Titre IX, article 7.

(3) Titre IX, article 10.

paraison, ne peut récuser les experts ; ce n'est que lors de la confrontation qu'il pourra les reprocher, ou combattre leur rapport ; il devra le faire immédiatement, privé d'un conseil. Car les experts sont alors assimilés à des témoins ; ils ne font pas de rapport, ils sont ouïs, récolés et confrontés séparément, ainsi que les autres témoins (1).

Ainsi, dans le faux principal comme dans le faux incident civil (au moins dès que celui-ci est soumis à la procédure criminelle) l'inculpé n'a que la ressource de la confrontation pour combattre les experts ; ressource illusoire, puisqu'on met en demeure de présenter immédiatement ses objections, un homme ignorant de ses droits, privé d'un conseil, déprimé et influencé par la prison préventive et par l'appareil judiciaire qui l'entoure. Cependant une garantie lui est accordée, qu'il n'a pas dans l'expertise médicale ; l'expert est toujours choisi par le juge, et non par le plaignant.

Une ordonnance de juillet 1737 a amélioré le sort de l'accusé dans la procédure du faux ; elle lui permet de fournir, dans certains cas, des pièces de comparaison, refuse toute valeur aux écritures privées non reconnues par lui, enfin lui accorde le droit de demander une contre-expertise comme fait justificatif.

(1) Titre VIII, article 12.

SECTION II. — Droit intermédiaire.

Le droit intermédiaire ne réglementa pas l'expertise d'une manière générale. Mais le sort de l'inculpé se trouva amélioré par les principes nouveaux qui dirigèrent toute l'instruction criminelle : assistance d'un conseil, publicité de la procédure. La loi des 16-29 septembre 1791 (1) déclare simplement :

« Dans le cas de meurtre ou de mort dont la cause est inconnue ou suspecte, l'inhumation ne pourra être faite qu'après que l'officier de police se sera rendu sur les lieux, accompagné d'un chirurgien ou homme de l'art, et aura dressé un procès-verbal détaillé du cadavre et de toutes les circonstances, en présence de deux citoyens actifs, lesquels, ainsi que le chirurgien ou homme de l'art, signeront l'acte avec lui. »

Les textes du Code des délits et peines du 3 brumaire an IV relatifs à l'expertise, ont été, à peu de chose près, reproduits par le Code de 1808. Ils portent :

ART. 103. — Le juge de paix se fait au besoin accompagner d'une ou deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature ou les circonstances du délit.

ART. 104. — S'il s'agit de meurtre ou d'une mort dont la cause est inconnue ou suspecte, le juge de paix doit se faire assister d'un ou deux officiers de santé.

(1) Première partie, titre III, article 2.

CHAPITRE II

DU DROIT D'ORDONNER UNE EXPERTISE.

SECTION I. — Fondement du droit. Silence du Code.

SECTION II. — Différents cas dans lesquels il y a lieu de nommer des experts.

SECTION III. — Droit d'appréciation des tribunaux sur les demandes d'expertises.

SECTION IV. — Cas particulier. Article 44, I. C.

SECTION V. — Qui a le droit d'ordonner une expertise.

SECTION I. — **Fondement du droit. Silence du Code.**

La première question qui se présente à l'esprit, lorsqu'on aborde l'étude de l'expertise en matière criminelle, est la suivante : Où le magistrat instructeur — et par ce mot de magistrat, nous voulons entendre toute juridiction chargée d'une instruction, aussi bien le membre du Parquet en cas de flagrant délit, que le juge ou le conseiller instructeur (1), ou le président des assises (2), en un mot tout personnage de l'ordre judiciaire appelé à faire des actes d'instruction — en vertu de quels principes, ce magistrat puisera-t-il le droit de

(1) Article 236, I. C.

(2) Article 303, I. C.

nommer des experts ? Trouvons-nous, au Code d'instruction criminelle, des articles analogues aux articles 302 à 324 du Code de procédure civile, où l'expertise est prévue et complètement réglementée ? ou encore des articles faisant pour l'expertise ce que font les articles 83 et suivants du Code d'instruction criminelle pour les commissions rogatoires ?

Nulle part le Code d'instruction criminelle ne règle l'expertise d'une manière générale et complète. Elle est cependant universellement employée ; il est assez rare aujourd'hui que dans une affaire criminelle, et même dans une affaire correctionnelle de quelque importance et soumise à l'instruction, nous ne voyions au moins une nomination d'experts. Il ne peut guère en être autrement, car l'utilité des experts pour éclairer les recherches de l'instruction est incontestable ; leur ministère est nécessaire non seulement pour la solution des questions toujours très difficiles de médecine légale, mais pour la vérification de quantité de faits qui ne peuvent être appréciés qu'à l'aide de notions scientifiques ou pratiques étrangères aux études des magistrats. Pour ne citer qu'un seul exemple, le ministère d'un médecin légiste semble absolument indispensable dans les cas de coups et blessures. En cette matière, la déclaration des gens de l'art est extrêmement importante, puisque, suivant que l'incapacité de travail qui en aura résulté aura été plus ou moins longue, non seulement la peine à appliquer, mais la qualification

même de l'infraction sera différente (1). Il faudra bien, à moins d'attendre la guérison du blessé avant de poursuivre le coupable, s'en remettre à la déclaration d'un médecin sur la durée probable de la maladie. Sans doute, son assertion pourra se trouver contredite par la durée réelle, et les juges ou les jurés seront autorisés à dire si, en leur âme et conscience, la circonstance caractéristique du crime a existé ou non ; mais, dans la plupart des cas, la déclaration du médecin aura une influence décisive sur l'instruction et sur le résultat de la procédure.

On a cherché la justification de ce droit de nommer des experts dans la raison historique. Sans doute, l'ordonnance de 1670 prévoit l'expertise et plusieurs de ses titres lui sont consacrés. Mais c'est au Code d'instruction criminelle lui-même que nous trouverons cette justification. Notre Code ne s'occupe de l'expertise que d'une façon accidentelle, à l'occasion des flagrants délits. Les articles 43 et 44 portent :

ART. 43. — Le Procureur du Roi se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit.

ART. 44. — S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le Procureur du Roi se fera assister d'un ou de deux officiers

(1) Articles 309 et 311 du Code pénal.

de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

Les personnes appelées dans le cas du présent article et de l'article précédent prêteront, devant le Procureur du Roi, le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

Ces deux articles, rendus communs au juge d'instruction par l'article 59, placent évidemment l'expertise, en l'appliquant dans le cas de flagrant délit, au nombre des moyens ordinaires de l'instruction. Ils n'établissent pas le principe d'une manière générale, mais ils le supposent établi; ils ne prévoient qu'un seul cas d'application, mais cette application doit nécessairement s'étendre à tous les cas analogues. Au reste, le juge d'instruction, alors même que la loi n'en aurait pas parlé spécialement, eût trouvé le droit d'employer cette mesure dans le droit général que lui confère l'article 61 de procéder à tous les actes qui peuvent conduire à la manifestation de la vérité. Une expertise est un acte d'instruction, puisqu'elle a pour objet d'apporter un élément à la preuve du fait incriminé; elle rentre donc nécessairement dans la classe des moyens ordinaires dont l'emploi appartient à la justice (1).

Pourquoi le Code, supposant ainsi le principe établi, n'est-il pas appesanti davantage sur l'expertise? Pour-

(1) « Les articles 43 et 44 ne s'appliquent pas seulement au cas de flagrant délit, déclare une circulaire du Garde des Sceaux de 1867, mais leurs indications ont un caractère général. »

quoi n'en parle-t-il qu'à propos d'un point particulier, les flagrants délits ? La question paraît assez complexe. Si le législateur considère le droit de nommer des experts comme reconnu, et s'il n'édicte pas de règles sur l'expertise en matière criminelle, cela tient, semble-t-il, à deux causes distinctes. D'une part, il a considéré l'expertise comme un mode de procédure de droit commun, existant déjà depuis longtemps, pour l'emploi duquel une autorisation expresse de la loi n'était pas nécessaire ; il s'est reporté par la pensée au Code de procédure civile, promulgué depuis deux ans déjà, où tout le titre quatorzième est consacré au développement des règles de l'expertise en matière civile. Car si, à la vérité, l'expertise criminelle n'est pas régie, sous bien des rapports, par les mêmes règles que l'expertise civile, il n'en est pas moins vrai qu'elle a le même but et les mêmes caractères généraux, et que chaque fois qu'une disposition régissant l'expertise civile sera compatible avec les principes qui dirigent les matières criminelles, cette disposition trouvera naturellement son application à l'expertise que nous étudions.

D'autre part, l'expertise, si employée aujourd'hui, était, il y a un siècle, beaucoup moins fréquente. Il n'y avait guère à cette époque, à part les expertises d'écriture, qui intervenaient le plus souvent dans une affaire civile, et étaient alors réglées par les articles 232 et 236 du Code de procédure, que des médecins qui fussent nommés experts, et c'était presque toujours dans le cas

prévu par les articles 43 et 44. Aussi le législateur n'a-t-il pas cru devoir consacrer un chapitre spécial à ce moyen d'instruction, estimant que la plupart des principes posés au Code de procédure civile seraient suffisants pour diriger d'une façon générale toutes les expertises.

SECTION II. — Différents cas dans lesquels il y a lieu de nommer des experts.

Il serait bien impossible de faire une énumération complète de tous les cas, aussi nombreux que variés, dans lesquels le juge peut avoir à recourir à l'aide des gens de l'art. Dans la plupart des attentats contre les personnes, aux cas de coups et blessures, d'empoisonnement, de viol, d'homicide, le médecin expert, par l'examen des blessures, de la position du cadavre, donnera aux magistrats les indices les plus précieux. Mais, même en faisant abstraction de toutes ces espèces, qui ont donné naissance à une science spéciale, la médecine légale, le juge pourra, dans quantité d'affaires telles que le faux en écriture, la fabrication de fausse monnaie, le vol avec ou sans effraction, consulter des hommes plus compétents que lui-même sur chacune de ces questions, experts en écritures, chimistes, armuriers, architectes, ouvriers maçons ou serruriers. La variété des expertises possibles est infinie, et le magistrat instructeur a la plus grande latitude pour se faire rensei-

gner par des hommes qui se sont spécialisés dans chacune des branches des connaissances humaines.

Est-ce à dire qu'une expertise pourra toujours être ordonnée? Evidemment non. Elle ne pourra l'être que dans les cas où les autres preuves seraient admissibles. Ainsi, s'il existe, en matière de contravention — nous verrons que le juge de paix peut ordonner une expertise — un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire, et si cette preuve n'est pas proposée, le juge, pas plus qu'il ne pourrait appeler des témoins qui viendraient dénier les faits constatés au procès-verbal, ne peut ordonner une expertise dans le même but. C'est ce que décide un arrêt de la Cour de cassation du 4 juin 1852 (1). Il s'agissait dans l'espèce de viandes malsaines saisies chez un boucher; le commissaire de police les avait déclarées insalubres; le fait n'étant pas dénié, la contravention se trouvait bien établie. La Cour de cassation a décidé que le tribunal de simple police, en ordonnant une expertise avant-faire-droit, avait commis un excès de pouvoir et violé l'article 154, I. C.

Il y a lieu cependant d'apporter une réserve à la règle posée par cet arrêt. Toutes les fois en effet que le procès-verbal est rédigé dans des termes tels que la contravention ne fasse pas de doute, toutes les fois que l'expertise ordonnée porterait sur les faits matériels dont le procès-verbal fait foi, la règle énoncée dans l'arrêt

(1) Bulletin Cass. crim., n° 181.

est rigoureusement exacte. Mais il n'en est plus de même, lorsque l'expertise s'applique à des points qui constituent, non plus les faits matériels énoncés, mais une appréciation de l'auteur du procès-verbal ; ou encore si son objet est d'éclairer des faits que l'on ne peut juger, à cause de l'obscurité du procès-verbal. C'est ainsi qu'un autre arrêt de la Cour de cassation décide que le procès-verbal d'un commissaire de police ne peut faire foi en justice sur la question de savoir si certaines eaux répandent de leur nature des exhalaisons insalubres, question dont la solution suppose un examen et des recherches spéciales ; tandis qu'un procès-verbal n'est destiné par sa nature qu'à constater l'existence d'un fait actuel et dont les circonstances mêmes frappent les sens. Dans ce dernier cas, le juge pourrait donc bien ordonner une expertise afin de constater si réellement l'insalubrité existe (1).

Une autre restriction, qui se retrouve dans les auteurs ainsi que dans les circulaires ministérielles, et sur laquelle il n'est pas besoin d'insister, car elle est commandée autant par le bon sens lui-même que par la raison d'économie, toujours prédominante dans les circulaires, est la suivante : Il faut réserver les rapports d'experts pour les cas véritablement douteux ; et, même en faisant usage de ce moyen, le ministère public, ainsi que le juge d'instruction, manqueraient à leur devoir,

1) Cassation, 29 août 1825 ; rapporté par Faustin Hélie.

s'ils renonçaient à faire emploi de leur bon sens personnel.

« Il ne convient, déclare sur un point particulier la circulaire du 23 février 1887, de commettre un homme de l'art que si un doute est réellement possible sur l'état mental et si l'examen médical présente une sérieuse utilité... » Et plus loin : « ... D'autre part les juges d'instruction useront de l'expertise avec la plus grande modération possible et examineront en eux-mêmes les opérations qui n'exigent pas de connaissances spéciales ».

SECTION III. — Droit d'appréciation des tribunaux sur les demandes d'expertises.

L'expertise est d'ailleurs toujours facultative pour le juge (1). Sans doute il est du devoir du juge, magistrat instructeur ou Tribunal statuant au fond, de s'éclairer le plus complètement possible afin de juger en pleine connaissance de cause ; mais sa conscience seule doit lui indiquer l'instant où il se trouve suffisamment éclairé ; si sa conviction est établie par les autres circonstances du procès, il peut fort bien ne pas ordonner d'expertise, repousser même la demande qui lui en est faite, et ce refus échappe entièrement au contrôle de la Cour de cassation. De nombreux arrêts le déclarent,

(1) Sauf une restriction commandée par l'article 44, I. C.

portant sur des faits analogues et rédigés en termes presque identiques (1). Nous ne citerons que le plus récent, en date du 24 juillet 1897 (2), intervenu dans une demande de dommages-intérêts basée sur l'envoi d'une lettre anonyme. Le demandeur, en appel, avait déposé des conclusions tendant à ce qu'une expertise fût ordonnée :

Attendu, déclare la Cour de cassation, que l'arrêt attaqué a rejeté ces conclusions en constatant qu'il résultait d'ores et déjà des documents de la cause que X. n'était pas l'auteur de la lettre anonyme invoquée par Y., et que ce moyen nouveau n'avait d'autre but que de retarder la solution du procès..

Attendu que ces motifs répondent explicitement aux conclusions prises par Y.

Attendu d'ailleurs que les tribunaux, en matière criminelle, apprécient souverainement la nécessité ou l'opportunité d'une expertise sollicitée, que cette appréciation échappe au contrôle de la Cour de cassation.

La Cour rejette.

De même, un arrêt de la Cour de cassation du 21 juin 1850 (3) déclare que la Cour d'assises peut, sans porter atteinte aux droits de la défense, refuser d'ordonner une expertise nouvelle demandée par l'accusé, comme étant inutile et frustratoire.

(1) Cassation, 1^{er} mai 1863, *Bull.*, n° 136 ; 26 janvier 1867, *Bull.*, n° 18 ; 3 avril 1868, *Bull.*, n° 90 ; 10 juillet 1868, *Bull.*, n° 161.

(2) *Bull.*, n° 259.

(3) D. P. 1850, 5, n° 113.

La même règle s'applique en matière correctionnelle : un autre arrêt (1) déclare que le juge, après avoir ordonné une expertise, et lorsque cette expertise est entachée de nullité, peut refuser d'en ordonner une nouvelle, si les documents nouveaux produits, et notamment les renseignements fournis par les experts entendus comme témoins, lui paraissent rendre inutile ce mode d'instruction.

Cet arrêt de la Cour de cassation est très remarquable en ce que, ici, il y a renonciation à une mesure d'instruction ordonnée. On pourrait prétendre en effet, et tels étaient les motifs du pourvoi, que cette expertise, une fois accordée par la Chambre des appels correctionnels, devait constituer un moyen acquis à la défense, et que nulle, elle aurait dû être recommencée.

Attendu, prononce la Chambre criminelle, que, par l'arrêt du 28 mars 1862, la Cour de Paris, tout en réservant d'ordonner, s'il y avait lieu, une autre expertise, a cru devoir, en l'état, et des documents nouveaux s'étant produits, entendre avant tout, comme témoins, les hommes de l'art qui avaient été chargés de l'expertise, et que, ces témoignages ayant rendu toute autre voie d'instruction inutile, elle a, par son arrêt du 11 mars 1863, statué au fond et renvoyé les prévenus de la poursuite.

Qu'en procédant ainsi la Cour n'a fait qu'user de la

(1) Cassation, 2 juillet 1863, *Bull.*, n° 187.

plénitude de son droit et qu'elle n'a nullement violé, ni l'article 1351 du Code Napoléon, ni l'autorité de la chose jugée.

La Cour rejette le pourvoi.

SECTION IV. — Cas particulier. Article 44, I. C.

Dans un cas particulier, prévu par l'article 44, I. C., la doctrine et la jurisprudence s'accordent complètement aujourd'hui pour déclarer que la nomination des gens de l'art s'impose au magistrat instructeur. Cette obligation résulte bien en effet de la différence des termes employés par les deux articles, l'article 43 prescrivant au Procureur du Roi, en général, de se faire accompagner, *au besoin*, de personnes présumées capables d'apprécier la nature du crime, alors que, s'il s'agit de mort violente, ou de mort dont la cause est inconnue ou suspecte, l'article 44 lui fait la même injonction, en supprimant les deux mots : *au besoin*. Duverger, dans son *Manuel du Juge d'instruction*, donne à cette prescription une interprétation extensive ; il prétend, et il semble bien que son opinion soit justifiée, que les dispositions de cet article sont plutôt énonciatives que limitatives, et qu'elles doivent s'appliquer aussi au cas de blessures graves constatées dans les mêmes conditions, qui sont prévues par les articles 32 et suivants ; car, dit-il, ces blessures, outre qu'elles sont parfois mortelles, peuvent donner lieu à des poursuites crimi-

nelles ou correctionnelles. Il est donc nécessaire de les constater de la même manière que l'homicide. D'ailleurs, si l'on compare les deux articles, il semble bien que le législateur a voulu, dans le second, pourvoir à tous les cas où l'intervention des hommes de l'art serait, non seulement utile, mais nécessaire.

SECTION V. — Qui a le droit d'ordonner une expertise.

Quels sont les magistrats auxquels il faut reconnaître le droit de commettre des experts ? Nous reprendrons ici le principe général que nous avons admis plus haut ; c'est que ce droit est la conséquence même de celui de procéder à l'instruction. La nomination d'experts étant un acte habituel, de droit commun, de l'instruction, tout magistrat qui peut faire des actes d'instruction aura par cela même le droit de faire procéder à une expertise. Notre Code ne s'en est pas occupé lorsqu'il a tracé les formes de l'instruction orale : ne l'ayant interdit à aucun juge, il l'a considérée comme étant un moyen de preuve à la disposition de tous, que tous pouvaient employer, en appliquant les mêmes formes que le juge d'instruction.

Ce principe se trouve d'ailleurs nettement posé dans deux arrêts de la Chambre criminelle (1). Nous trouvons dans le premier cette phrase :

« Attendu que l'article 154 du Code d'instruction

(1) 12 janvier 1856, *Bull.*, n° 18 et 11 février 1888, *Bull.*, n° 63.

criminelle n'a nullement limité le mode ou la nature des preuves qui peuvent être opposées aux procès-verbaux émanés d'officiers publics auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux ; que le juge de simple police, comme le juge correctionnel ou criminel, peut ordonner toute mesure interlocutoire, telle qu'expertise, descente et vue des lieux, dès qu'il les croit nécessaires pour éclairer sa religion... »

De même le deuxième arrêt déclare que les expertises constituent « un moyen de preuve commun à toutes les juridictions, qui peuvent y avoir recours par cela seul qu'aucune disposition de la loi ne le leur a interdit ».

En ce qui concerne le tribunal de simple police, l'article 148, I. C. autorise explicitement le magistrat, sur la réquisition du ministère public ou de la partie civile, à estimer ou à faire estimer les dommages.

Il n'est d'ailleurs pas lié par l'opinion des experts ; lorsqu'il est appelé à apprécier un fait qui ne peut être constaté que par une expertise, déclarent deux arrêts de 1840 (1), il doit la confier à des gens de l'art, sauf à examiner ensuite, selon sa conscience, la solution qu'ils proposent. Il est libre de refuser cette mesure d'instruction, mais il doit alors déclarer expressément, ou que le fait à établir par cette expertise ne serait ni pertinent ni concluant ; ou bien qu'il se trouve actuellement assez éclairé. Mais il ne pourrait, après avoir ordonné une

(1) 26 septembre et 3 décembre 1840, *Bull.*, nos 290 et 342.

expertise, et avant d'avoir reçu le rapport, relaxer le prévenu des poursuites, en se fondant sur ce que l'expert se fait trop attendre (1).

Nous avons vu déjà qu'il le pourrait au contraire, s'il motivait son jugement sur d'autres circonstances de la cause, nouvelles et non encore portées à sa connaissance au moment où il a ordonné l'expertise.

Les règles à suivre en matière correctionnelle sont exactement les mêmes que celles que nous venons d'étudier pour le tribunal de simple police ; l'article 189, I. C., en effet, rend applicables à cette matière les articles 154, 155 et 156 qui règlent l'administration de la preuve en simple police.

L'article 235, I. C. autorise la Chambre des mises en accusation à informer ou à faire informer, tant qu'elle n'a pas prononcé sur la mise en accusation de l'inculpé. Un conseiller rapporteur est alors nommé, soit par la Chambre elle-même (il en est ainsi au cas d'évocation), soit par le Président (dans le cas où c'est la découverte de charges nouvelles qui occasionne le supplément d'instruction) (2). Quelle que soit l'origine de sa désignation, ce conseiller a les mêmes fonctions et les mêmes pouvoirs que le juge d'instruction, et doit se conformer aux mêmes règles. Ainsi, si la Chambre d'accusation a ordonné une vérification à faire par experts, il lui appar-

(1) Cassation, 12 juin 1846, *Bull.*, n° 142 et 17 avril 1874, *Bull.*, n° 147.

(2) Cassation, 18 mai 1839, *Bull.*, n° 161.

tient de nommer les experts et de recevoir leur serment (1).

Supposons que l'instruction n'ait pas éclairé suffisamment un point qui aurait dû être l'objet d'une expertise, ou bien que, au cours des débats, à la Cour d'assises, une circonstance nouvelle se produise, et qu'il soit nécessaire de recourir, pour faire la lumière sur ce point, au ministère des gens de l'art. Le président de la Cour d'assises aura évidemment le droit de nommer des experts, car il peut appeler, en vertu du pouvoir discrétionnaire général que lui confèrent les articles 268 et 269, toutes personnes qui lui paraîtraient pouvoir jeter un jour utile sur le fait contesté.

Pas de difficulté sur ce point : la solution est universellement admise (2). Il faut d'ailleurs remarquer que ces gens de l'art ne prêteront pas serment, et que leur rapport ne servira que de simple renseignement, suivant la règle qui régit généralement toutes les personnes appelées en vertu du pouvoir discrétionnaire du président.

Mais la question devient plus embarrassante en ce qui concerne le pouvoir de la Cour elle-même. Peut-elle, elle aussi, nommer des experts ? Il convient tout d'abord d'éliminer le cas où l'arrêt de nomination est survenu après un incident contentieux : la défense a déposé des conclusions tendant à ce qu'une expertise

(1) Cassation, 31 août 1833, *Bull.*, n° 354.

(2) Cassation, 19 septembre 1839, 29 mai 1840, 2 juillet 1846.

fût ordonnée ; le ministère public dépose des conclusions en sens contraire ; la Cour est compétente pour statuer sur cet incident, et il est clair qu'elle se trouve par cela même forcée de résoudre la question en litige. Il existe sur ce point un arrêt de la chambre criminelle du 29 novembre 1872 (1) qui applique rigoureusement cette règle. Mais l'arrêt ne se borne pas là : il va plus loin, et ajoute qu'au surplus le droit d'ordonner une expertise appartient, en tout état de cause, à la Cour d'assises, sans préjudice du pouvoir discrétionnaire du président. Et, en effet, les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître à la Cour d'assises le pouvoir d'ordonner une expertise, indépendamment de toute controverse entre les parties. Sans doute, la Cour n'est pas alors obligée d'intervenir, mais elle le peut ; car la mesure dont nous nous occupons, et le choix des personnes, ne relèvent ni du pouvoir discrétionnaire, ni d'aucun des pouvoirs que la loi a réservés en propre au président. Cette règle se trouve posée, entre autres arrêts plus anciens, par un arrêt du 12 mars 1857, dont les motifs constatent nettement la différence profonde qui existe entre les mesures extraordinaires et indéfinies qui sont du pouvoir discrétionnaire, telles que lectures de pièces, auditions de témoins, etc... et les mesures ordinaires, de droit commun, qui, comme les expertises, rentrent dans les attributions de la juridic-

(1) *Bulletin*, n° 296.

tion aussi bien que dans celles du président. Nous verrons que, lorsqu'il a été nommé par la Cour, l'expert, qu'il y ait eu ou non un incident contentieux, doit prêter devant elle le serment prescrit par l'article 44.

Le législateur n'a nulle part autorisé expressément les juridictions d'exception à recourir à l'expertise pour éclairer leur religion. Nous citerons, en ce qui concerne les conseils de guerre, un arrêt du conseil de révision de Paris, du 13 novembre 1890 (1), duquel il résulte que les experts, appelés aux débats comme témoins pour rendre compte de leurs opérations antérieures, doivent prêter à peine de nullité le serment prescrit par l'article 317, I. C., sauf à prêter en outre le serment mentionné dans l'article 44 du même Code, si le conseil de guerre, sans mettre obstacle à leur déposition en qualité de témoins, relativement à la mission qu'ils avaient précédemment remplie, les charge de procéder à une nouvelle expertise. Il ressort donc bien de cet arrêt que le conseil de guerre peut, lui aussi, ordonner ce mode d'instruction.

Nous avons ainsi passé en revue toutes les juridictions ayant le pouvoir de nommer des experts ; il reste un point important à examiner. Nous avons vu que dans le cas de flagrant délit ou lorsqu'il en est requis par un chef de maison, et lorsque de plus le fait est de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, le

(1) *Pandectes françaises périodiques*, 1891.4.14.

procureur de la République et ses auxiliaires pouvaient se transporter sur les lieux et commencer l'instruction ; il en résulte qu'ils ont alors le droit et parfois l'obligation de se faire accompagner d'experts. Rien de surprenant à cela : ils remplissent alors, par extraordinaire, le rôle du juge d'instruction. Le législateur a édicté cette règle à cause de l'urgence qui s'attache toujours à ces cas, et n'a pas vu d'inconvénient à ce transport d'attributions, qui n'est que provisoire et ne doit d'ailleurs durer que fort peu de temps (1). Mais doit-on étendre ce droit en dehors des cas prévus au Code, de même que nous l'avons étendu pour le juge d'instruction ? Il semble bien que non, car les pouvoirs d'instruction du procureur ne dépassent pas le flagrant délit. Et cependant l'on voit tous les jours, à Paris surtout, des experts commis par le parquet. M. G. Le Poittevin s'exprime ainsi sur cette pratique (2) :

« Le parquet, par suite d'un usage consacré par les décisions de la Chancellerie, a l'habitude de procéder, dans la plupart des affaires, à des enquêtes officieuses ; nous pensons qu'il peut, en pareil cas, ordonner des expertises. Ce mode de procéder n'est évidemment pas régulier ; mais les interrogatoires que l'on a fait subir, les dépositions que l'on a recueillies, au cours de ces enquêtes, en un mot toute l'information officieuse est-elle plus régulière ? Non certainement, et cependant il

(1) Article 43, I. C.

(2) *Dictionnaire des Parquets*, V^o Experts.

est indispensable d'y recourir. D'ailleurs ce mode de procéder offre de sérieux avantages au point de vue de la célérité des affaires et de l'économie des frais de justice, sans présenter aucun inconvénient sérieux. »

Sans vouloir nier ici les avantages de cette pratique, au point de vue de la célérité, et sans vouloir les discuter au point de vue de l'économie, nous observerons cependant que, en matière pénale plus qu'en toute autre matière, tout ce qui est irrégulier, tout ce qui est illégal, présente de graves inconvénients. Nous étudierons plus loin, à propos de la contradiction dans l'expertise, dans quel esprit le législateur du Code d'instruction criminelle a organisé l'instruction, nous verrons comment il a compris en particulier le caractère du magistrat qui y joue le principal rôle. C'est dénaturer complètement l'esprit du Code et les intentions du législateur, que faire ainsi, en dehors des cas prévus, des transports d'attribution ; c'est laisser commettre un excès de pouvoir qui peut avoir les conséquences les plus funestes. Sans doute, en théorie, cette expertise ne constituera pas une preuve, et il n'y aurait rien à reprocher à cette pratique, si elle ne servait réellement qu'à renseigner le procureur, et si le rapport disparaissait ensuite. Mais ce rapport restera au dossier, et, suivant une expression consacrée, il y vaudra comme simple renseignement.

En supposant, ce qui n'aura pas toujours lieu, que cette expertise illégale n'ait pas rendu l'expertise légale

impossible par la détérioration des objets à examiner, comme il n'y a pas, pour le juge correctionnel, de règles rigoureuses sur l'administration de la preuve, ce sera affaire entre le juge et sa conscience de savoir s'il peut fonder sa conviction sur cette expertise. Les inconvénients seraient bien plus graves encore en Cour d'assises, où ces pièces, nous le verrons, pourront être communiquées aux jurés dans la salle des délibérations, et où ceux-ci, essayant de former leur conviction, pourront confondre avec la plus grande facilité les pièces régulières et celles qui ne le sont pas. D'ailleurs cette pratique, contraire à l'esprit du Code, a été blâmée par Faustin Hélie, qui déclare formellement que la nomination des experts n'appartient qu'au juge d'instruction, et que les officiers du ministère public, n'ayant, en dehors du cas de flagrant délit, que le droit de réquisition, ne peuvent aucunement faire un acte d'instruction. Cet auteur rappelle à ce sujet un arrêt de la Cour de cassation du 2 septembre 1847 (1), qui est formel sur ce point (2).

(1) *Bulletin*, Cass. crim., n° 205.

(2) Il semblerait d'ailleurs que cette véritable instruction officieuse du ministère public, serait, au moins en province, beaucoup plus rare que ne semble le dire l'auteur du *Dictionnaire des Parquets*; il a peut-être fait une confusion entre l'enquête officieuse, faite ordinairement par la gendarmerie sur l'ordre du Parquet, qui est très fréquente et intervient dans presque toutes les affaires, mais dans laquelle on se contente d'interroger chez elles les personnes susceptibles de donner des renseignements sur l'affaire, dans laquelle jamais une expertise n'est ordonnée; avec cette instruction extra-

Et ce droit n'appartient pas plus au procureur général qu'à ses subordonnés. Dans une espèce, rapportée par Nouguier (1), le procureur général s'était permis ce que cet auteur appelle la fantaisie de faire faire une autopsie par trois experts qu'il avait commissionnés lui-même, après l'arrêt de mise en accusation. En procédant ainsi, il était, selon la Chambre criminelle (2), « sorti des limites du pouvoir que la loi lui attribue, en usurpant des fonctions qui n'appartiennent qu'au président de la Cour d'assises ; et il avait ainsi vicié la procédure ». La règle posée par cet arrêt s'appliquerait, *a fortiori*, au cas où l'usurpation se commettrait, non à l'ouverture des débats, mais à l'audience même. « Si le procureur général, ajoute Nouguier, était assez téméraire pour l'entreprendre, le Président assez peu soucieux de ses droits et des droits de la Cour pour le laisser faire, la Cour de cassation n'hésiterait pas à la réprimer. »

légale, que nous appellerions information officieuse du ministère public, qui intervient beaucoup plus rarement, pour épargner les frais ou le temps toujours si précieux du juge d'instruction, et qui alors remplace l'instruction proprement dite, mais, nous le croyons du moins, ne la précède généralement pas.

(1) *Traité pratique de la Cour d'assises*.

(2) 2 septembre 1847. Arrêt précité.

CHAPITRE III

NOMBRE ET CHOIX DES EXPERTS.

SECTION I. — Nombre des experts.

SECTION II. — Suivant quels principes doit s'exercer le choix du magistrat.

SECTION III. — Cas particuliers. — Médecins.

I. — Avant la loi du 30 novembre 1892.

II. — Après la loi du 30 novembre 1892.

SECTION I. — Nombre des experts.

Les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle prescrivent au procureur de la République de se faire accompagner d'un ou de deux experts. On s'accorde en général pour dire que ces nombres, un ou deux, sont applicables à tous les cas d'expertise pénale, et que l'article 303 du Code de procédure civile, qui prescrit la nomination de trois hommes de l'art, sauf, si les parties s'entendent, à n'en nommer qu'un seul, n'est pas applicable en notre matière. Remarquons que la loi dit : un ou deux. Le juge d'instruction est-il libre dans tous les cas de n'en commettre qu'un, ou doit-il parfois en nommer deux ? Il est d'un usage constant aujourd'hui de n'en nommer qu'un seul ; cependant on en nomme

généralement deux, déclare le *Dictionnaire des Parquets*, pour les autopsies et autres opérations qui ne peuvent être renouvelées (1). Mais il n'en a pas toujours été ainsi : avant l'importante circulaire ministérielle du 6 février 1867 (2), sur les frais de justice, les juges d'instruction avaient l'habitude de désigner deux experts. Mais cette circulaire, qui s'est préoccupée surtout de diminuer les frais de justice grevant le Trésor, a prescrit aux juges d'instruction de n'en plus nommer qu'un seul.

« Il me paraît évident, déclare-t-elle, que les expertises tirent leur force probante, beaucoup moins du nombre des hommes spéciaux consultés, que du mérite, de la science et de l'intégrité bien connue de l'expert. Il arrive même souvent qu'un rapport offre plus de garanties s'il est signé par un seul expert, parce que la responsabilité en retombe sur lui seul, qu'il a dû tout vérifier par lui-même, et qu'aucune opinion n'est énoncée en vertu d'une sorte de compromis ou de transaction. C'est donc, je-le répète, en sachant bien choisir l'expert auquel on confie une mission, et non en multipliant le nombre qu'on assure à ce complément de l'information toute l'importance qu'il doit avoir. »

C'est une très louable préoccupation que celle de vouloir réaliser des économies et diminuer les charges de

(1) Malgré l'autorité dont cet ouvrage jouit dans les parquets, cette prescription n'est pas toujours observée.

(2) V. *Recueil officiel*, t. III, p. 400.

l'Etat ; encore faut-il que cette préoccupation ne nous ferme pas les yeux sur les inconvénients qui peuvent en résulter, et ne nuise pas à la bonne administration de la justice. Peut-être pourrait-on faire à la circulaire de 1867 le reproche théorique d'avoir méconnu ce principe, qui veut qu'en général en France, toute juridiction susceptible de porter un jugement comprenne un minimum de trois avis, au moins pour les matières ayant quelque importance. Le rapport des experts est en somme un véritable jugement, puisqu'ils ne se bornent pas à faire des constatations matérielles, mais en tirent des conséquences et donnent leur opinion ; jugement qui, à la vérité, ne s'impose pas forcément au juge, mais qui pourra cependant avoir une grande autorité et une influence déterminante sur la solution de l'affaire. Seulement, comme les conclusions des experts n'ont pas le caractère définitif qui s'attache au jugement d'un tribunal, il suffirait, pour appliquer le principe, d'en nommer d'abord deux seulement : le troisième ne serait désigné que dans le cas où le désaccord des deux premiers rendrait son intervention nécessaire (1).

Mais nous ferons à la circulaire un reproche d'un ordre plus pratique. C'est qu'en effet, cet homme de l'art, qui va se trouver en face du corps du délit avec les seules forces de son intelligence et de son savoir, sera privé d'un élément très utile, essentiel même à la

(1) Cassation, 18 décembre 1847 ; D. P. 47.1.240.

découverte de la vérité, et qui est la discussion, l'échange des observations et des réflexions avec une autre personne compétente. Nous verrons, dans la deuxième partie de ce travail, l'utilité de la contradiction, nous verrons comment il serait bon qu'elle fût suscitée et organisée pour que l'expert pût se trouver dans les meilleures conditions possibles. Contentons-nous pour l'instant de constater qu'elle est absolument nécessaire, quels que soient d'ailleurs la science, l'intelligence, l'intégrité et l'esprit de méthode des gens de l'art choisis. Nous n'en voulons pour preuve que les déclarations réitérées des médecins légistes les plus éminents. Le docteur Lacassagne, professeur à la Faculté de médecine de Lyon (1), s'adressant à ses élèves, s'exprime en ces termes. « N'est-il pas de toute nécessité de désigner pour les grosses affaires criminelles deux experts? J'ai l'habitude de dire, en faisant devant vous mes expertises, que vous êtes la sauvegarde de la vérité, et, en effet, lorsque vous êtes présents, vous m'obligez à une observation plus attentive et vous me signalez souvent des particularités qui m'auraient échappé. »

Le docteur Brouardel, aussi bien dans ses discours que dans ses ouvrages, considère lui aussi la coopération de deux experts comme indispensable au bon fonctionnement des expertises, au double point de vue de

(1) « Les erreurs judiciaires et les médecins experts ». Leçon d'ouverture au Cours de médecine légale de la Faculté de médecine de Lyon, le 6 décembre 1896.

l'échange des idées et de la conduite des opérations elle-même. Dans son rapport à la Société de médecine légale de France (1), il critique la façon dont se font la plupart des autopsies en France ; il montre le médecin opérant seul, aidé seulement parfois par un gardien du cimetière : forcément les autopsies faites par l'expert, dont la fatigue physique est grande, sont incomplètes ; de plus, il ne fait sa rédaction que trois, quatre, souvent huit jours après, de mémoire, car il a été dans l'impossibilité de prendre des notes. Cette manière d'opérer rend, d'après M. Brouardel, tout contrôle ultérieur impossible (2).

(1) La réforme des expertises médico-légales, *Bulletin de la Société de médecine légale de France*, t. VIII, p. 251.

(2) Les législations étrangères exigent, en général, la présence simultanée de plusieurs experts aux opérations ayant une certaine importance. C'est ainsi que dans le canton de Genève, le magistrat désigne un ou trois experts. A Bâle-Ville, à Neuchâtel, à Vaud (Genève, art. 136, loi du 25 octobre 1884 ; Bâle-Ville, §§ 44, 45, loi du 5 mai 1862 ; Neuchâtel, art. 129-131, Code du 25 septembre 1893 ; Vaud, art. 135), selon l'importance des cas, on en nomme un ou plusieurs : dans le dernier canton, on choisit en pratique les deux officiers de santé les plus rapprochés du lieu où doit se faire l'expertise. D'après le Code d'instruction criminelle autrichien, s'il est utile que des experts assistent au constat, le juge d'instruction doit en principe en amener deux (art. 118) ; un seul suffit quand l'affaire a peu d'importance ou quand on risque de compromettre le résultat des recherches en attendant l'arrivée du deuxième expert. Les autopsies doivent être faites par deux hommes de l'art, dont l'un peut n'être que chirurgien (art. 128). Enfin deux médecins sont également nécessaires quand il s'agit de faire une enquête sur l'état mental de l'inculpé (art. 134). Les législations italienne et espagnole présentent les mêmes dispositions et les mêmes exceptions (art. 152 et 459) : importance médiocre de l'affaire et danger d'un retard.

SECTION II. — **Suivant quels principes doit s'exercer
le choix du magistrat.**

Quels sont les principes dont devront s'inspirer les magistrats lorsqu'ils auront à désigner des experts ? Pourront-ils, usant de toute la latitude que leur laisse le Code d'instruction criminelle, nommer, au hasard, les premiers venus, parce qu'ils jugeront simplement que leur compétence sur le point spécial à étudier est plus grande que la leur propre ? Cette désignation de hasard ne nous semble pas suffisamment motivée ; on ne peut nier en effet l'immense intérêt que prend le résultat d'une expertise dans les affaires criminelles : un rapport d'expert, fait avec soin par des hommes éclairés et consciencieux, exerce une influence décisive sur l'esprit des juges et des jurés ; la plupart du temps c'est réellement lui qui décide relativement au point dont il s'occupe. Les magistrats ne doivent donc pas se contenter de choisir des hommes qui leur paraissent avoir une compétence spéciale ; ils doivent rechercher des experts recommandables par leur habileté et leurs talents, et de plus, d'une probité et d'une fermeté qui les mettent au-dessus de tout soupçon de partialité favorable ou défavorable à l'accusé. Les experts doivent être, suivant une expression qu'on retrouve chez beaucoup d'auteurs, *omni exceptione majores*.

Ces principes ont d'ailleurs été longuement dévelop-

pés dans différentes circulaires ministérielles, lesquelles, en l'absence de règles légales explicites, dictent aux magistrats leur conduite dans toute la matière qui nous occupe.

« Les magistrats, déclarait la circulaire du Garde des Sceaux du 30 septembre 1826, ne sauraient apporter trop de soin dans le choix des experts et gens de l'art dont ils peuvent se faire assister en vertu des articles 43 et 44 pour constater le corps du délit. Les opérations de médecine légale surtout exigent cette précaution : elles sont souvent difficiles et délicates, elles ont une grande influence sur le jugement des affaires les plus graves ; c'est un double motif de ne les confier qu'à des hommes instruits, expérimentés et capables de les bien faire. Les erreurs et les méprises qui se commettent au moment du flagrant délit sont souvent irréparables ; et quand il serait toujours possible de recommencer avec succès ce qui a été mal fait dans le principe, il en résulterait toujours un surcroît de dépenses qu'on aurait prévenu par un choix plus éclairé (1). »

Intégrité absolue, science incontestable, telles sont donc les deux qualités que le magistrat doit rechercher chez un expert. La même circulaire trace une autre règle : entre plusieurs experts également capables, on doit prendre ceux qui se trouvent sur les lieux où l'opé-

(1) La circulaire pourrait aussi ajouter que l'on a pu ainsi causer un préjudice très grave à des innocents, soit en leur faisant passer un temps plus ou moins long en prison préventive, soit en portant atteinte à leur honneur et à leur réputation.

ration doit se faire ou qui s'en trouvent le moins éloignés. Le but de cette règle très rationnelle est la double recherche de la célérité et de l'économie, préoccupation habituelle des circulaires.

SECTION III. — Cas particuliers. — Médecins.

I. — En ce qui concerne en particulier les expertises de médecine et de chirurgie, une loi récente, en les réglant partiellement, a fait cesser une longue controverse qui existait depuis le Code, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence. Bien que cette question se trouve à peu près définitivement tranchée aujourd'hui par l'article 14 de la loi du 30 novembre 1892, la controverse a exercé pendant près d'un siècle une influence si considérable sur le choix des experts, qu'il nous est difficile de la passer absolument sous silence.

Cette controverse portait sur le point suivant : le juge pouvait-il appeler indifféremment soit des docteurs en médecine, soit des officiers de santé, pour leur confier des expertises ? La discussion venait, d'une part, de la loi du 19 ventôse an XI (1), qui soumettait à certaines restrictions l'exercice de l'art médical entre les mains des officiers de santé dans les lieux où étaient établis des docteurs. En particulier, l'article 27 déclarait que les fonctions de médecins-jurés devant les tribu-

(1) Loi sur l'exercice de la médecine en France, art. 29.

naux ne pourraient être remplies que par des médecins ou chirurgiens reçus sous les formes anciennes, ou par des docteurs reçus suivant celles de la loi. D'autre part, l'article 44 du Code d'instruction criminelle, à propos des flagrants délits, se servait du terme : officiers de santé.

Un premier point ne faisait pas de difficulté. Tous les auteurs, ou à peu près, s'accordaient pour reconnaître qu'au cas de flagrant délit le procureur pouvait choisir des officiers de santé. Un arrêt de la Cour de cassation, du 2 avril 1842, avait aussi fixé la jurisprudence sur ce point. Cette liberté se comprend d'ailleurs parfaitement, car en cas d'urgence il n'y a plus d'exclusion possible ; le juge doit prendre avec lui le premier médecin qui se rencontre à sa disposition, peu importe qu'il soit docteur ou qu'il n'ait que le grade d'officier de santé.

Mais la discussion naissait lorsqu'il s'agissait de nommer des experts au cours d'une instruction régulière. Une première opinion, représentée par Orfila et plus récemment par M. Boitard, prétendait que la commission des officiers de santé, permise par l'article 44, devait être restreinte au cas prévu par cet article ; qu'il fallait, chaque fois qu'on se trouvait en dehors de ce cas, appliquer la loi de ventôse, et qu'on ne pouvait alors nommer que des docteurs. L'opinion contraire, procédant d'un esprit plus large, déclarait que, dans tous les cas, des officiers de santé pouvaient recevoir ce mandat ; en effet, disait-on, de même que la loi a appliqué

le terme : « officier de santé » comme terme générique, non seulement dans l'article 44 du Code d'instruction criminelle, mais encore dans les articles 160, 317 et 378 du Code pénal ; de même, elle a employé aussi dans les articles 27 de la loi de ventôse et 81 du Code civil, le mot « docteur » pour signifier un médecin légalement reçu et autorisé à exercer la médecine ; elle les place sur la même ligne pour la désignation que pourront faire les magistrats, sauf bien entendu à la justice à désigner les plus capables et à choisir, toutes les fois que cela sera possible, un docteur de préférence à un officier de santé. Cette opinion a été soutenue surtout par Devergie, Faustin Hélie et par MM. Briand et Chaudé (1). Elle a fini par triompher dans la doctrine, et à juste titre à notre avis, car il semble bien que l'on doive laisser le plus de liberté possible au juge, qui, dans certaines villes, ne peut exercer qu'un choix très restreint, et qui doit avoir la responsabilité du choix de ses auxiliaires. D'ailleurs, ce qu'il faut, pour les expertises judiciaires, ce sont des praticiens habiles, versés dans les opérations de médecine légale. Or, tous les professeurs de médecine légale le déclarent, cette science ne s'acquiert pas dans les livres. Un diplôme n'est sur ce point, encore plus que sur aucun autre, qu'une présomption de science, ou plutôt d'aptitude à acquérir la science ; si la science se trouve sans le grade, il faut la préférer au grade. Ces

(1) *Manuel de médecine légale.*

observations ne sont pas inutiles, car nous allons voir qu'aujourd'hui, et pendant quelques années encore, des officiers de santé pourront être choisis comme experts devant les tribunaux.

II. — D'après l'article 14 de la loi du 30 novembre 1892 (1), loi qui supprime pour l'avenir le grade d'officier de santé, les fonctions de médecins-experts près des tribunaux ne peuvent être remplies que par des docteurs en médecine français. Le même article ajoute qu'un règlement d'administration publique révisera leurs tarifs et déterminera les conditions suivant lesquelles pourra être conféré le titre d'expert près les tribunaux.

Ce règlement parut le 21 novembre 1893. Son article I est ainsi conçu : « Au commencement de chaque année judiciaire, et dans le mois (2) qui suit la rentrée, les Cours d'appel, en chambre du conseil, le procureur général entendu, désignent sur des listes de proposition des tribunaux de première instance, les docteurs en médecine à qui elles confèrent le titre d'experts devant les tribunaux (3). »

Cette réglementation n'a été en quelque sorte que la consécration d'instructions ministérielles précédentes, en particulier de celles des 30 septembre 1826 et 6 fé-

(1) Loi sur l'exercice de la médecine.

(2) Un décret du 23 décembre 1899 a porté ce délai à trois mois (*J. O.* du 24 décembre).

(3) A Paris, cette désignation est faite par une assemblée composée des quatre premières chambres de la Cour, d'après le décret du 23 juin 1900 (*J. O.* du 26 juin),

vrier 1867, qui prescrivait de faire choix à l'avance, dans chaque Cour d'appel, d'hommes expérimentés dans chaque partie des sciences médicales, et de se les attacher de manière à les retrouver au moment du besoin. Même recommandation était faite à chaque tribunal.

La circulaire du Garde des Sceaux du 24 novembre 1893, sur l'application du décret précédent, déclare que le nombre des experts à nommer devra être nécessairement très restreint, le législateur de 1892 ayant voulu que ces délicates fonctions ne fussent confiées qu'à un petit nombre de médecins offrant toutes les garanties au point de vue de la compétence professionnelle. En pratique, on en nomme, trois ou quatre par chef-lieu d'arrondissement, et un dans chaque centre important.

Le décret de 1893 (1) exige que les propositions des tribunaux et les désignations de la Cour ne portent que sur des docteurs en médecine français, ayant au moins cinq ans d'exercice de la profession médicale et demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'appel.

Une observation est ici nécessaire en ce qui concerne cette exigence de cinq ans d'exercice. La loi, si nous en croyons les professeurs de médecine légale, a voulu trop bien faire et a dépassé le but qu'elle se proposait, en exigeant cette condition. Car un médecin non désigné comme expert devant les tribunaux, a bien rare-

(1) Article II.

ment, dans l'exercice de sa profession, à pratiquer des autopsies, à faire des observations analogues à celles qui se présentent en cas de viol, de coups et blessures, etc..... Ces cinq ans d'exercice, loin de lui donner l'expérience de la médecine légale, science tout à fait spéciale et indépendante de la médecine clinique, n'ont pour résultat, paraît-il, que de lui faire oublier ses études sur ce point. Aujourd'hui surtout qu'un cours de médecine légale existe dans les Facultés et qu'un examen pratique sur cette matière est exigé pour le diplôme de docteur (1), il serait préférable de supprimer cette condition. Cette critique a été exprimée dans plusieurs ouvrages de médecine légale rédigés par des médecins (2).

En dehors de l'un des cas prévus par les articles 43, 44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle, seuls les médecins auxquels les Cours auront conféré le titre d'experts pourront être choisis. Enfin en cas d'empêchement des experts résidant dans l'arrondissement, et s'il y a urgence, le juge d'instruction pourra choisir un docteur en médecine français quelconque (3).

La loi du 30 novembre 1892 supprime les officiers de santé, mais elle ne les supprime que pour l'avenir : ceux qui exercent déjà, et les élèves qui ont pris leur

(1) Décret du 31 juillet 1893. Examen de quatrième année.

(2) Lechopié et Floquet, *La nouvelle législation médicale*. M. le docteur Brouardel a fait la même remarque au cours de la discussion de la loi de 1892 au Sénat.

(3) Décret du 21 novembre 1893, art. 3.

première inscription antérieurement à la date d'application de la loi, ayant un droit acquis à l'exercice de leur profession, continuent à jouir de ce droit tel qu'il était déterminé par les lois antérieures (1) ; la controverse qui existait antérieurement à la loi n'est donc pas complètement supprimée, du moins pour un certain laps de temps. Ces officiers de santé pourront-ils, en effet, être nommés experts devant les tribunaux ? Les articles 14, § 1 et 29 de la loi semblent bien se trouver en contradiction l'un avec l'autre sur ce point ; le premier déclarant que les tribunaux ne pourront commettre que des docteurs français, le second soumettant les officiers de santé à toutes les obligations imposées à ceux-ci. Mais il résulte de la discussion de la loi au Sénat, et particulièrement des paroles prononcées par le commissaire du gouvernement, en réponse à une observation présentée à ce sujet par M. le sénateur Morrellet, que les officiers de santé doivent être assimilés aux docteurs. L'article 14, en effet, vise la période où, les officiers de santé ayant tous disparu, la loi sera rigoureusement applicable, tandis que l'article 29, placé dans le titre VI sur les dispositions transitoires, donne provisoirement aux officiers de santé, tant qu'ils existeront, les droits et les obligations reconnus aux docteurs en médecine. Comme eux, ils pourront être choisis par les Cours d'appel, et comme eux ils devront, s'ils sont

(1) Articles 29 et 31.

requis par la justice, lui prêter leur concours sans pouvoir exciper de l'article 14 pour se dérober. Cette solution a été insérée dans l'article 14 du décret du 21 novembre 1893. On admet aussi que, dans les différents cas exceptionnels prévus par l'article 3 du même décret, ils pourront également remplir les fonctions d'experts sans avoir été désignés à l'avance par la Cour d'appel, et sans pouvoir se refuser à la mission qui leur sera confiée.

La circulaire du Garde des Sceaux du 24 novembre 1893 précitée, fait d'ailleurs observer à cet égard que, en vue de se conformer à l'esprit de la loi, les Cours devront, autant que possible, ne conférer le titre d'expert qu'à des docteurs en médecine.

Rien ne s'oppose en principe à ce qu'un étranger soit choisi comme expert par la justice. Toutefois la loi de 1892 a apporté une restriction à ce principe en ce qui concerne les opérations médico-légales, en exigeant la nationalité française pour la désignation par les Cours. Il y avait avant 1892 une controverse sur ce point. Les médecins naturalisés français après avoir fait leurs études à l'étranger peuvent, comme les docteurs français, recevoir le titre d'experts.

CHAPITRE IV

DE L'ORDONNANCE D'EXPERTISE.

SECTION I. — Nécessité d'une ordonnance ou d'un jugement prescrivant l'expertise.

SECTION II. — L'ordonnance doit-elle être précédée des conclusions du ministère public ?

SECTION III. — Communication de l'ordonnance à la défense.

SECTION I. — Nécessité d'une ordonnance ou d'un jugement prescrivant l'expertise.

Pour que les rapports d'experts obtiennent foi en justice, il n'est pas nécessaire, d'après Duverger (1), qu'ils soient faits en vertu d'une ordonnance du juge qui prescrit la visite ou l'opération à laquelle ceux-ci ont à se livrer.

Ce qui donne, en effet, de l'autorité au rapport des experts, ce qui détermine leur mission et leur caractère, c'est le serment qu'ils prêtent entre les mains du juge, et une ordonnance de celui-ci ne saurait produire les mêmes effets, alors que le serment prescrit par l'article 44 n'aurait pas été prêté. Il existe d'ailleurs des cas où il serait bien difficile, sinon impossible, d'exiger une

(1) *Manuel du juge d'instruction.*

ordonnance : ce sont précisément les cas prévus par les articles 43, 44 et 59, les cas de transport du juge d'instruction ou des officiers du ministère public sur les lieux du crime ou du délit flagrants. Il suffit alors que le magistrat mentionne dans son procès-verbal la nomination et le serment des experts.

Sur ce point, pas de doute ni de discussion possibles ; l'ancienne jurisprudence admettait déjà qu'il en fût ainsi. « Dans les cas pressants, dit Jousse, il n'est pas nécessaire que le rapport soit précédé d'une ordonnance de justice. Cette solution d'ailleurs est presque forcée, du moins pour certains cas particulièrement urgents. »

Mais il n'en est plus de même si l'on envisage le cas où l'expertise est reconnue nécessaire au cours d'une information régulière. Duverger semble alors ne pas exiger l'ordonnance. D'autres auteurs, et c'est le plus grand nombre, sont d'un avis contraire. C'est ainsi que, dans l'ancien droit, on peut lire dans le *Traité de la justice criminelle* de Jousse : « Les rapports des experts, pour faire foi en justice, doivent être faits en vertu d'une ordonnance du juge, lorsque le cas ne requiert pas célérité, comme s'il s'agit de constater une vérification d'écritures, une monnaie fausse, etc... ». La même exigence se retrouve pour le droit actuel dans Faustin Hélie, et plus récemment encore dans le *Dictionnaire des Parquets*. S'il en est ainsi, le procureur de la République, en vertu de l'article 135 modifié par la loi du 17 juillet 1856, peut faire opposition à cette ordonnance devant

la Chambre des mises en accusation dans les vingt-quatre heures à dater du jour de l'ordonnance ; le procureur général a le même droit, avec un délai de dix jours ; quant à l'inculpé, il n'a pas ce droit d'opposition. Aujourd'hui, dans le cas qui nous occupe, c'est ordinairement en vertu d'une ordonnance que les experts sont commis. Cette ordonnance, remise aux personnes qu'elle a désignées, contient les explications demandées par le juge, les questions qu'il soumet à l'examen des experts ; elle devient la base de leur rapport ; elle reste jointe aux pièces, et sert à expliquer et à régulariser les opérations de l'expertise.

Dans les cas où elle n'intervient pas, les experts sont appelés devant le juge, soit par un avertissement, soit par une lettre. L'avertissement est généralement conçu en forme de réquisitoire ; il énonce la qualité du magistrat qui l'envoie, les nom, profession et demeure de celui à qui il est adressé, le lieu où celui-ci doit se transporter, enfin la nature de l'opération à laquelle il est appelé à procéder, tous renseignements qui, joints à l'état des frais présenté par l'expert, pourront être utiles à sa vérification. Dans le silence de la loi, qui n'a prescrit aucune formule, Faustin Hélie préfère qu'on donne à cet acte la forme d'une lettre, plutôt que celle d'un ordre que prend généralement l'avertissement. Et cette observation nous paraît plus conforme en effet au véritable caractère des experts, qui, complètement indépendants de l'autorité judiciaire, et obligés seulement par

leur profession, et par une raison d'intérêt général, d'en accepter les délégations. ne doivent pas en recevoir d'ordres.

Lorsque le tribunal correctionnel ou de simple police veut ordonner une expertise, il doit le faire par un jugement motivé. Dans une espèce où un juge de paix s'était borné à remettre la cause à huitaine, en déclarant, sans rendre aucun jugement pour ordonner cette mesure, qu'une expertise serait faite pour vérifier le fait de la contravention, le jugement définitif a été cassé :

« La vérification qui a eu lieu, déclare la Cour de cassation (1), devait, d'après la disposition de l'article 416 du Code d'instruction criminelle, combinée avec celles des articles 302, 451 et 452 du Code de procédure civile, être ordonnée par un jugement interlocutoire ; un tribunal de répression n'a pas le droit plus qu'un autre d'enlever aux parties le bénéfice du recours que la loi leur accorde contre ses décisions, en se dispensant de procéder ainsi qu'elle le prescrit. »

Cependant, pour ne pas retarder la marche des affaires, la jurisprudence a été amenée à établir une distinction entre les expertises ordonnées sur les conclusions des parties et celles qui sont ordonnées d'office. On lit dans un arrêt « qu'il faut distinguer entre ces deux expertises ; que si le jugement qui ordonne ou refuse la première est un jugement définitif, le juge-

(1) 26 septembre 1840, *Bull.*, n° 290.

ment qui ordonne la deuxième, surtout quand il n'y a pas eu contestation, n'est que préparatoire et ne préjuge rien sur le fond, dont la décision ne sera pas subordonnée à l'avis des experts facultativement nommés ; qu'il en doit être de même des décisions accessoires à celle ordonnant l'expertise, et que cela est vrai surtout devant les tribunaux répressifs, dont la marche ne doit pas être entravée par des appels multipliés (1) ».

Quant aux arrêts de la Cour d'assises relatifs à l'expertise, ils ne peuvent être attaqués que par la voie de cassation ; il faudrait, pour qu'un pourvoi fût admis, que l'arrêt eût omis ou refusé de prononcer sur une expertise demandée par l'accusé ou le ministère public (2).

SECTION II. — L'ordonnance doit-elle être précédée des conclusions du ministère public ?

L'ordonnance d'expertise peut-elle être rendue par le juge d'instruction *de plano*, sous sa seule autorité, ou bien ce magistrat ne peut-il agir que sur des réquisitions préalables du ministère public ? Cette question n'est qu'un des termes d'une controverse plus générale qui s'est élevée sur l'interprétation de l'article 61 du Code d'instruction criminelle. Hors le cas de flagrant délit, déclare le commencement de cet article, le juge

(1) Cassation, 15 mars 1845, *Bull.*, n° 102.

(2) Articles 262 et 408, C. inst. crim.

d'instruction ne fait aucun acte d'instruction ou de poursuite qu'il n'ait donné communication de la procédure au procureur de la République.

On a longtemps discuté sur la portée de cette prescription. D'après les uns, elle signifiait que le juge, même lorsque son instruction était ouverte et déjà commencée, ne pouvait, sans les conclusions préalables du ministère public, ordonner aucun acte d'information. Mais, tout d'abord cette prescription serait très gênante : elle entraverait de façon considérable la marche régulière de l'instruction, par des communications suivies de réquisitions du ministère public, lesquelles, sans doute, devraient être faites dans les trois jours (1). Mais les parquets, suivant une habitude qu'ils ont prise chaque fois qu'actuellement ces réquisitions sont ordonnées, ne se feraient pas faute de prolonger plus longtemps le délai ; cette prescription nuirait donc à l'unité de l'instruction et prolongerait indéfiniment la détention préventive.

En outre, elle se trouverait en contradiction avec plusieurs autres règles du Code, qui donne formellement au juge, sur des points particuliers, des pouvoirs d'instruction absolument indépendants du ministère public. C'est ainsi que le paragraphe 2 de notre article lui donne le droit de délivrer seul le mandat d'amener et le mandat de dépôt ; que l'article 87 déclare qu'il pourra se

(1) Article 127, C. instr. crim.

transporter d'office au domicile du prévenu pour y faire des perquisitions. On ne peut admettre que les actes les plus importants de l'instruction, arrestation et visites domiciliaires, seraient laissés à sa seule initiative, alors qu'il lui serait interdit de procéder à des actes beaucoup moins graves, comme la commission d'un expert ou l'audition d'un témoin (1).

Il faut donc entendre autrement l'article 61, et c'est ce qu'ont fait les auteurs et la jurisprudence. La première partie de cet article exige seulement que le ministère public donne ses réquisitions au début de l'instruction, pour mettre en mouvement l'action publique et donner au juge d'instruction le droit d'agir : l'article 61 n'est que l'application pure et simple du principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction, qui existait déjà dans l'ancien droit, et que le droit intermédiaire avait supprimé en cumulant les deux pouvoirs sur la tête du juge de paix, mais que le Code d'instruction criminelle a repris, et dont les articles 53, 54, 64 et 70 sont des applications. Il faut donc conclure que l'ordonnance d'expertise, pas plus que toutes celles qui interviennent au cours de l'instruction, n'est nécessairement précédée de conclusions du ministère public, mais qu'elle se trouve au contraire à la libre disposition du juge d'instruction, qui peut la faire intervenir de sa seule autorité chaque fois que ce mode d'instruction lui

(1) V. à ce sujet : Faustin Hélie, *op. cit.*

semble utile à la manifestation de la vérité. Ce que le Code permet au procureur de la République, c'est de demander dans le cours de l'instruction la communication de la procédure, à charge de rendre le dossier dans les vingt-quatre heures, et de faire ensuite les réquisitions qu'il juge convenables. Le magistrat instructeur en tient le compte qui lui plaît, et le procureur doit, s'il ne partage pas son avis, faire opposition à l'ordonnance devant la Chambre des mises en accusation, dans un délai de vingt-quatre heures.

SECTION III. — Communication de l'ordonnance à la défense.

L'ordonnance du juge d'instruction commettant des experts ne devait pas être, avant la loi du 8 décembre 1897, communiquée à la défense. Si, en fait, elle l'était parfois, il n'y avait là aucune obligation pour le juge d'instruction. La communication est-elle désormais imposée par cette loi ? L'article 10, § 2, est ainsi conçu :

« Il doit lui (au conseil) être immédiatement donné connaissance de toute ordonnance du juge par l'intermédiaire du greffier.

Et, en vertu de l'article 12, cette obligation est prescrite à peine de nullité de l'ordonnance et de la procédure ultérieure. Il semble que la règle est très générale et doit s'appliquer à toutes les ordonnances ; mais on est immédiatement tombé d'accord sur ce point, que

la prescription ne devait pas être généralisée d'une façon aussi absolue : toutes les ordonnances ne doivent pas être communiquées à la défense : il y a, dit-on, une distinction à faire ; la difficulté est de déterminer cette distinction (1). La circulaire ministérielle du 10 décembre 1897 sur l'application de cette loi s'est servie d'une expression qui a eu une fortune plus heureuse qu'elle ne le méritait : car, bien qu'elle ne résolve pas la difficulté, et n'éclaire même pas la question, il n'est guère d'arrêt sur la matière qui ne l'ait reproduite de façon plus ou moins opportune.

« Les ordonnances qui doivent être communiquées à la défense en vertu de l'article 10, § 2, de la loi de 1897, déclare la circulaire, sont toutes celles qui ont un caractère juridictionnel. » Et elle ajoute : « L'ordonnance par laquelle le juge désigne un ou plusieurs experts ne paraît pas, à vrai dire, pouvoir être rangée dans cette catégorie ; mais je crois entrer dans les vues libérales du législateur en décidant qu'elle devra toujours être immédiatement portée à la connaissance du conseil. »

Nous ne passerons pas ici une revue complète des différentes théories qui ont été émises sur cette question controversée de communication des ordonnances.

(1) V. sur cette question : « L'instruction préalable et la détention préventive. » *Cours de Droit pénal*, professé à la Faculté de droit de Paris par M. A. Le Poittevin, année 1899-1900 ; 38^e leçon, du 11 mai 1900 ; et l'article du même auteur sur la loi du 8 décembre 1897, *Revue critique*, année 1899, page 401.

L'une, trop restrictive, fut émise par M. Paul Jolly à la séance de la Société générale des Prisons du 18 janvier 1899 (1). D'après M. Jolly, les ordonnances qui doivent être communiquées à la défense sont « les seuls actes de juridiction sur lesquels le juge d'instruction statue sur une question qui lui est soumise, et sur laquelle il doit se prononcer ». Et il exige la coexistence des trois caractères suivants :

Elle est précédée des conclusions ou réquisitions du ministère public.

Elle est exécutée à la requête et par les soins du ministère public.

Enfin elle doit être susceptible d'être déférée à la juridiction d'appel (Chambre d'accusation) par la voie de l'opposition, qui est toujours à la disposition du ministère public.

M. Jolly en conclut que seules sont véritablement des ordonnances, et comme telles susceptibles d'être communiquées à la défense en vertu de l'article 10, § 2, l'ordonnance de clôture, l'ordonnance par laquelle le juge accorde ou refuse la liberté provisoire, enfin toute ordonnance précédée des réquisitions du ministère public. Quant aux autres actes d'instruction, commissions rogatoires, commissions d'experts, ordonnances de saisie, ce ne sont que des actes de délégation, c'est-à-dire de simples actes d'instruction qui ne sont pas obli-

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1899, p. 148.

gatoirement communiqués à la défense. Il en est de même des ordonnances de soit-communicé.

Outre qu'elle s'accorde mal avec une jurisprudence établie, qui n'exige pas, pour que le ministère public puisse faire opposition, que l'ordonnance ait été précédée de ses conclusions, cette théorie a le défaut de ne pas tenir suffisamment compte des intérêts de la défense, qui ont dicté l'article 10, § 2, au législateur de 1897, et de se trouver en contradiction avec les solutions particulières déjà données par la jurisprudence, lesquelles se trouvent plus conformes aux préoccupations de la loi. Il est certain que les ordonnances d'expertise, dans la plupart des cas, présentent manifestement un intérêt légitime pour la défense, et qu'il serait contraire aux intentions du législateur de 1897 qu'elles ne fussent jamais communiquées (1). Il nous paraît bien difficile de donner dès maintenant un critérium précis : la question ne semble pas pouvoir être résolue avant que la jurisprudence ne se soit bien affirmée sur les particularités ; on pourra alors les réunir, et tirer du faisceau ainsi formé une règle certaine.

Jusqu'ici, les solutions particulières que l'on trouve

(1) Dans un autre article, du *Journal du ministère public et du Droit criminel* d'août 1899, M. Depeiges déclare que doivent être communiqués tous les actes qui, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, recevaient, dans le sens propre du terme, la qualification d'ordonnances. La question n'est que reculée ; car il s'agirait précisément de savoir quels étaient ces actes. L'expertise, citée comme exemple par l'auteur, n'était pas toujours, nous l'avons vu, précédée d'une ordonnance.

dans les arrêts semblent dégager le point suivant : devra être communiquée toute ordonnance telle que la défense ait intérêt à la connaître ; tel est le sens, un peu détourné, que l'on a fini par donner au mot juridictionnel de la circulaire. D'ailleurs les arrêts, en ce qui concerne spécialement notre ordonnance d'expertise, s'écartent de l'avis donné par la circulaire. Ils appliquent l'article 10, § 2. S'inspirant du principe qui vient d'être posé, ils font une distinction : c'est ainsi que nous trouvons dans un premier arrêt de la Cour de Paris (1) le principe suivant :

« Les ordonnances du juge d'instruction commettant des experts à l'effet d'examiner l'état mental de l'inculpé sont de celles qu'il y a intérêt pour la défense à connaître immédiatement ; la communication immédiate de ces ordonnances au conseil de l'inculpé n'est d'ailleurs pas de nature à entraver ou à gêner la marche de l'information ; elles rentrent dès lors dans la catégorie de celles qui, au titre des articles 10, § 2 et 12 de la loi du 8 décembre 1897, doivent être portées immédiatement à la connaissance du conseil de l'inculpé sous peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure. »

Par contre, si la défense n'a pas d'intérêt à connaître cette ordonnance, la communication ne sera pas nécessaire ; c'est ce que décide la Cour de Paris dans un autre arrêt (2), dans lequel elle déclare « qu'il n'y a commu-

(1) 7 mars 1899, *Gaz. du Pal.*, 1899, 1, p. 710.

(2) 3 janvier 1899, *Gaz. du Pal.*, 1899, 1, p. 167.

nication nécessaire au conseil qu'à la condition qu'il s'agisse d'une expertise intéressant la solution du procès, comme celle, par exemple, qui porterait sur la responsabilité mentale de l'inculpé, ou qui aurait pour objet de vérifier les blessures de la victime d'un attentat ; mais la commission donnée à un médecin sans autre but que d'établir si un témoin, alors malade, était cependant en état d'être entendu, n'est point une de ces ordonnances juridictionnelles dont l'intérêt de la défense commande de donner immédiatement connaissance au défenseur (1) ».

(1) Dans les différents cas où l'ordonnance devra forcément être communiquée à la défense, la circulaire donne le moyen pratique de faire cette communication. Aussitôt que l'ordonnance sera rendue, le greffier informera le conseil, par lettre recommandée, de l'objet de l'ordonnance. Il mentionnera au bas de l'ordonnance l'expédition de la lettre et annexera à cette mention le récépissé délivré par la poste. D'ailleurs le conseil pourra toujours, s'il le désire, venir prendre connaissance sans déplacement de l'ordonnance elle-même.

Nous verrons que la controverse actuelle disparaîtra forcément, en ce qui concerne les expertises, dès que la communication de l'ordonnance, qui alors sera toujours obligatoire, deviendra le point de départ d'un délai accordé à l'inculpé pour choisir lui aussi un expert, c'est-à-dire lorsque la contradiction de l'expertise sera organisée en France.

CHAPITRE V

L'EXPERT EST-IL OBLIGÉ D'OBÉIR AUX RÉQUISITIONS DE LA JUSTICE.

SECTION I. — Experts en général.

SECTION II. — Médecins. — Loi du 30 novembre 1892.

SECTION III. — Législations étrangères.

SECTION I. — Experts en général.

Lorsqu'un homme, qui a assisté à l'accomplissement d'un fait délictueux, est appelé à apporter son témoignage à la justice, il ne peut, sous peine d'encourir une pénalité, se soustraire à cette obligation. L'article 80 du Code d'instruction criminelle est formel à cet égard ; le juge qui l'a appelé a le pouvoir, s'il ne se présente pas, de lui infliger une amende qui pourra atteindre la somme de cent francs, et le contraindre par corps à venir faire sa déposition. Et cette prescription de la loi se comprend fort bien ; le témoin, en effet, a reçu sa mission du hasard, des circonstances particulières qui ont été cause qu'il connaissait l'inculpé, ou bien qu'il s'est trouvé sur le lieu du délit au moment précis où il s'est commis ; son témoignage est donc nécessaire : il ne peut être remplacé par une autre personne. La société,

qui a intérêt à ce que les infractions soient réprimées, le force à lui fournir les seules armes qu'elle possède pour y parvenir, car la preuve testimoniale est la plus importante, et bien souvent l'unique preuve en matière pénale. Aussi comprend-on fort bien que la loi ait édicté des peines contre les témoins qui ne se présentent pas ou refusent leur concours. Mais doit-il en être de même pour les experts ? Il semble bien que cette solution ne s'impose plus, et pour deux raisons, qui tiennent toutes deux aux différences essentielles que nous avons reconnu exister entre le rôle des témoins et celui des experts. Si, d'une part, les témoins sont les seules personnes capables de rendre à la justice répressive le service qu'elle attend d'eux, il n'en est plus du tout de même des experts, qui tiennent leur mission, non des circonstances, mais de leur nomination par le juge, nomination faite à cause de leurs connaissances spéciales ; comme, en général, ils ne sont pas les seuls à posséder ces connaissances, il est bien évident qu'il n'y a pas la même nécessité sociale à ce qu'ils soient forcés d'obéir à la réquisition qui leur est adressée.

En second lieu, le témoin n'a qu'à raconter purement et simplement ce qu'il a vu ; on ne lui demande que la vérité. Sauf dans des cas exceptionnels, où une autre obligation peut le retenir de parler, il ne doit pas avoir le droit de la refuser. L'expert, au contraire, a une appréciation à porter, un avis motivé à donner. Le juge, en le désignant, a présumé qu'il avait les capacités né-

cessaires pour le donner en pleine connaissance de cause, mais cette présomption est-elle forcément justifiée ? Et tout homme n'est-il pas le meilleur juge de ses forces et de son savoir ?

Si l'expert ne se croit pas capable de remplir la mission qu'on lui propose, ne doit-il pas être libre de la refuser ; et cette récusation spontanée ne sera-t-elle pas de sa part un acte d'humilité et d'honnêteté qui est le propre d'une conscience sévère ? N'est-il pas louable de sa part de renoncer simplement à cette mission toujours honorable, et qui flatterait peut-être un homme moins scrupuleux, d'avouer son impuissance, dans la crainte d'égarer la justice et de faire condamner un innocent ?

Aussi nous semble-t-il que c'est avec juste raison que le Code n'a édicté aucune pénalité contre les experts qui se récusent. Mais cette invulnérabilité a gêné bien des fois les magistrats, et c'est pourquoi on a essayé d'atteindre les experts en étendant des articles du Code d'instruction criminelle à des cas qu'ils ne prévoyaient certainement pas ; c'est ainsi que l'on a essayé de faire usage de l'article 80 dont nous parlions plus haut pour appliquer aux experts les pénalités que cet article édicte contre les témoins. Nous ne reviendrons pas encore sur les différences profondes qui existent entre les fonctions des uns et des autres ; leurs missions ne pouvant aucunement être assimilées, il en résulte évidemment qu'on ne peut étendre aux experts une mesure qui n'a pas été prescrite pour eux.

Aussi, en désespoir de cause, a-t-on invoqué une autre disposition, l'article 475, § 12, du Code pénal, ainsi conçu :

ART. 475. — Seront punis d'une amende, depuis six francs, jusqu'à dix francs inclusivement :...

12° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique, ou d'exécution judiciaire.

La Cour de cassation, par un arrêt du 6 août 1836 (1), a jugé que cet article s'appliquait aux experts requis en cas de flagrant délit par les officiers de police auxiliaires du procureur du roi, en vertu des articles 43 et 50 du Code d'instruction criminelle ; qu'il ne suffit pas à ces personnes, pour échapper à la condamnation, d'alléguer qu'elles n'ont pas pu y obéir, mais qu'elles doivent justifier de ce fait devant le tribunal saisi de la prévention.

En supposant, ce qui en somme nous paraît assez douteux, en raison de la nature spéciale du service que rendent les experts, que ce paragraphe 12 doive leur être appliqué, au moins ne faudrait-il pas, comme on a souvent essayé de le faire, le généraliser et l'étendre en

(1) *Bulletin*, n° 267.

dehors des cas particulièrement urgents qu'il prévoit. La Cour de cassation elle-même, dans un autre arrêt du 18 mai 1855 (1), a limité l'étendue de son application. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un médecin qui, requis par le commissaire spécial de police d'Angoulême, de venir constater le décès d'un individu qui avait été tué par la chute d'un ballot de marchandises, avait refusé d'obtempérer à cette réquisition, et qui, poursuivi pour ce fait, avait été relaxé de la poursuite.

« Attendu, déclare la Cour de cassation sur le pourvoi formé par le ministère public, que la signification légale du mot accident qui se trouve dans l'article 475, § 12, du Code pénal, est fixée et limitée par les autres événements qu'il dénomme, et que le refus d'obéir à la réquisition faite à l'occasion de ces accidents, ne peut dès lors entraîner l'application de la peine édictée contre les personnes qui n'étaient pas dans l'impossibilité absolue d'y obtempérer incontinent, que dans le cas où ils étaient, comme les tumultes, naufrages et autres événements y spécifiés, susceptibles de compromettre la paix ou la sûreté publiques, si les travaux ou le secours requis n'étaient pas immédiatement effectués ou prêtés. »

La Cour rejette le pourvoi.

(1) *Bulletin*, n° 170.

SECTION II. — Médecins. — Loi du 30 novembre 1892.

En ce qui concerne spécialement les médecins-experts devant les tribunaux, leurs fonctions sont régies maintenant par l'article 23 de la loi du 30 novembre 1892. Cet article dispose qu'ils sont tenus de déférer aux réquisitions de la justice, sous peine d'une amende de 25 à 100 francs. Cette disposition, très rigoureuse pour les médecins (1), est le résultat d'un amendement de M. Grousset, pris en considération par la Chambre des députés à une très forte majorité, malgré la résistance désespérée de la commission et du gouvernement. Et il résulte bien des travaux préparatoires que ce n'est plus seulement en cas de flagrant délit que le médecin sera tenu d'obéir ; il y sera tenu toutes les fois que l'autorité judiciaire jugera à propos, dans des circonstances quelconques, de requérir son concours. Et dans l'autorité judiciaire il faut comprendre les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République (juges de paix, officiers de gendarmerie, commissaires de police, maires et adjoints) de même aussi les préfets des départements et le préfet de police à Paris (2). Il résulte cependant des travaux du Sénat et en particulier des déclarations d'un des membres de la

(1) L'amende de l'article 475, que la jurisprudence applique aux experts, n'est que de 6 à 10 francs.

(2) Article 10, C. instr. crim.

commission chargée d'examiner le projet (1), qu'ils ne pourraient être requis sous cette pénalité par les gardes champêtres, forestiers, gendarmes et sergents de ville !

Cet amendement de M. Grousset, inséré dans la loi de 1892, nous paraît avoir fort mal tenu compte du caractère des experts ; que l'on édicte une pénalité contre ceux qui ont été désignés par les Cours d'appel, rien de plus juste, car ils ont accepté cette fonction, ils ont admis les conditions d'un contrat, ils ont par cela même reconnu leur aptitude ; on peut donc les forcer à respecter les termes de ce contrat ; mais contre tous les médecins, en général, c'est inadmissible : on ne doit jamais forcer un homme à émettre un avis qu'il se considère incapable de donner, et charger sa conscience, contre sa volonté, d'une responsabilité morale très grave. « J'estime, déclara M. Grousset pour défendre son amendement, qu'il est du devoir de tout citoyen et spécialement du devoir d'une corporation à laquelle on confère un véritable monopole, de donner son action à la justice toutes les fois que la justice la lui réclame. » Nous ne croyons pouvoir mieux faire que d'insérer ici, pour compléter ce que nous avons dit déjà à ce sujet, les paroles prononcées à la séance de la Chambre du 19 mars 1891, en sa qualité de commissaire du gouvernement, par le D^r Brouardel, partisan absolu du droit pour le médecin de se récuser :

(1) M. Bardoux, séance du 5 avril 1892.

« Lorsqu'on exige d'un médecin qu'il donne son aide à la justice, on lui fait toujours l'honneur de croire qu'il est nécessairement compétent en médecine légale. C'est une illusion : cette partie de la médecine s'apprend peu à peu, lentement, à la condition d'avoir l'occasion d'exercer et de faire de la pratique médico-légale. Or je n'exagère pas en disant qu'un grand nombre de confrères — et j'ai été longtemps comme eux, je peux l'avouer — n'ont pas suffisamment étudié les maladies mentales et un certain nombre d'autres cas : la pendaison, la strangulation, etc... qu'on ne rencontre guère à l'hôpital. Il y a donc une éducation particulière à faire, toute une organisation à étudier, et je crois qu'il serait excessif de résoudre la question par une formule trop absolue. » C'est malheureusement ce qu'a fait la Chambre des députés.

Ajoutons que, bien que l'article 23 ne parle que des docteurs en médecine, l'obligation et la pénalité qu'il comporte s'appliquent aussi aux officiers de santé continuant à exercer par mesure transitoire ; cette extension résulte des travaux préparatoires et de l'article 29, qui les soumet à toutes les obligations imposées par la loi aux docteurs en médecine.

On admet d'ailleurs généralement que, bien que l'article 23 ne reproduise pas l'expression de l'article 475, § 12 : ceux qui *le pouvant* auront refusé, les médecins pourront faire valoir certains empêchements, qui, en cas de difficulté, seront souverainement appréciés par

les tribunaux, comme sous l'ancienne législation. C'est ainsi que M. Bardoux a cité comme exemples : le cas d'un médecin qui ne pratiquerait pas, ou d'un médecin qui manquerait des connaissances nécessaires pour l'examen mental d'un prévenu. Il était à peine besoin d'en parler, les solutions contraires choqueraient la raison elle-même. Mais il est déjà bien étrange qu'un homme puisse se trouver obligé, sous peine de commettre un délit, de remplir une mission entraînant pour lui une très lourde responsabilité morale, alors que lui-même, consultant sa conscience, ne se juge pas suffisamment éclairé pour le faire.

SECTION III. — Législations étrangères.

Il faut reconnaître cependant que notre législation n'est pas la seule à considérer comme une obligation pour l'expert le fait de prêter son concours lorsqu'il en est requis par l'autorité judiciaire, et à punir ceux qui ne rempliraient pas cette obligation. Bien au contraire, la grande majorité des législations modernes admettent les mêmes principes. Il faut croire qu'il est intervenu ici une raison d'utilité sociale qui l'a emporté sur la logique même et sur le respect dû à la liberté individuelle. C'est ainsi que l'Allemagne, qui, du moins dans certaines provinces (Hanovre, Prusse, Saxe) autorisait autrefois le refus de l'expert, ne l'admet plus aujourd'hui.

D'après le nouveau Code de procédure pénale (1), « toute personne désignée comme expert est tenue d'accepter la mission qui lui est confiée, si elle a été commissionnée officiellement pour donner des avis de la nature de celui qu'on réclame d'elle, ou si elle exerce publiquement la science, l'art ou le métier dont la connaissance est jugée nécessaire pour l'expertise, ou enfin si elle exerce cette science, cet art ou ce métier en vertu d'une commission ou d'une autorisation officielle ».

« Sont également tenues de donner leur avis les personnes qui se sont déclarées en justice prêtes à remplir les fonctions d'expert. »

Cependant on admet que les experts peuvent alléguer, pour refuser de donner leur avis, les mêmes motifs que les témoins ; ils peuvent même en être dispensés, pour d'autres motifs non déterminés, par le juge, sans qu'il y ait là d'obligation pour ce dernier.

La pénalité encourue par les experts qui refusent est très forte : c'est l'amende de un à trois cents marks, et elle peut être portée jusqu'à six cents marks en cas de récidive.

Le nouveau Code Neuchâtelois de 1893 (2) édicte des règles analogues. L'acceptation de la mission d'expert s'impose comme une obligation, à toute personne qui exerce une profession en vertu d'un brevet délivré par

(1) De 1877, traduit en français par Daguin, articles 75, 76 et 77.

(2) V. l'étude de M. Leloir, dans l'*Annuaire des législations étrangères* de 1893, p. 545.

le Conseil d'Etat, pour autant que la mission qui lui est confiée se rapporte à la science, à l'art ou à la profession pour l'exercice desquels le brevet lui a été délivré. Le refus non justifié du concours requis par la justice expose le porteur du brevet à une amende qui peut s'élever jusqu'à cent francs, et, en cas de récidive, à l'interdiction de sa profession pendant trois mois au plus.

En Autriche (1), la règle est plus rigoureuse encore ; la distinction faite par ces deux premières législations, entre les personnes choisies par la justice, n'existe pas : le choix du juge est arbitraire, tout expert désigné par lui, qui n'obéit pas à la citation, peut être condamné à une amende de cinq à cent florins.

En Italie (art. 159), en Espagne, l'expert est également obligé d'obéir sous peine d'amende. En Espagne (2), cette amende est de cinq à cinquante pesetas.

La Belgique, enfin, avait, jusqu'en 1849, la même législation que nous sur ce point ; mais, chose remarquable, la controverse était tranchée par la Cour de cassation de Bruxelles dans le sens contraire à celui qui était adopté en France. Actuellement, le texte en vigueur est l'ordonnance de juin 1853, qui rappelle en ces termes l'article 10 de la loi du 1^{er} juin 1849 : « Les médecins, chirurgiens, officiers de santé, médecins-vétéri-

(1) Code de 1873, traduit par MM. Bertrand et Lyon-Caen, article 119.

(2) Code de 1882, traduit en français par MM. Verdier et Depeiges, articles 420 et 463.

naires et experts qui, le pouvant, dans les cas prévus par la loi et le présent arrêté, auront refusé de faire les visites, le service ou les travaux pour lesquels ils auront été légalement requis, seront punis d'une amende de cinquante à cinq cents francs. En cas de récidive, le maximum de la peine sera toujours prononcé. »

CHAPITRE VI

SERMENT DES EXPERTS.

SECTION I. — Nécessité du serment. — Nullité. — Mention.

SECTION II. — Formule sacramentelle.

SECTION III. — Dispense du serment par les magistrats ou les parties.

SECTION IV. — Serment unique pour toute l'instruction écrite.

SECTION V. — Serment à l'audience. — I. Expertise à l'audience, par un ancien ou un nouvel expert. — II. Experts appelés pour rendre compte de leur mission pendant l'instruction. — III. Distinction des cas où l'opération est ou n'est pas une expertise. — IV. Pouvoir discrétionnaire du président.

SECTION I. — Nécessité du serment. —

Nullité. — Mention.

Aux termes de l'article 44, les personnes appelées par le procureur de la République dans le cas prévu par cet article et le précédent devront prêter devant lui le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience. On étend, sans controverse aucune, cette nécessité du serment à toutes les expertises criminelles, et on s'accorde à reconnaître en lui une formalité substantielle et d'ordre public ; les experts y puisent le caractère public dont ils sont momentanément revêtus et l'autorité qui est attachée à leurs actes ;

c'est la condition de leur fonction, la garantie nécessaire de la sincérité de leurs déclarations (1). Le défaut de prestation de serment des experts rendrait donc l'expertise nulle. Il en serait d'ailleurs de même du défaut de mention de la prestation de serment sur le procès-verbal d'expertise dressé par le magistrat ou le tribunal qui aurait dû le recevoir. Ce principe existait déjà dans l'ordonnance de 1670 (2), et il n'a pas changé depuis lors. Il est de règle constante, en effet, que toutes les formalités à accomplir dans l'instruction ou aux débats sont réputées n'avoir pas été accomplies lorsqu'elles n'ont pas été constatées par le procès-verbal (3). Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'insérer toute la formule de la prestation au procès-verbal. La Cour de cassation a déclaré que la mention que « le mandat confié à l'expert de procéder à certaines constatations lui a été donné sous la foi du serment prêté par lui », établit suffisamment la prestation de serment par l'expert (4).

Si cette mention n'existe pas, peu importe qu'en fait le serment ait été réellement prêté, juridiquement il ne l'a pas été, l'expertise est nulle, et le jugement ou l'arrêt, qui homologuerait cette expertise en adoptant les motifs et les conclusions du rapport des experts, devrait être cassé (5).

(1) Arrêt de Cassation du 13 juin 1835, *Bull.*, n° 238.

(2) Titre V, art. 2.

(3) Grenoble (Chambre correctionnelle), 26 décembre 1890, *Journal de la Cour de Grenoble et de Chambéry*, I. 63.

(4) 20 janvier 1893, D. P. 95.1.213.

(5) Cass., 1^{er} juin 1883, *Gaz. du Pal.*, 83.2.38, 1^{re} partie.

Il n'est même pas besoin, pour que cette nullité soit encourue, que le jugement déclare expressément s'appuyer sur le rapport. C'est ainsi que la Cour suprême a cassé un jugement du tribunal de simple police de Riom, pour ce fait que le juge de paix qui l'avait rendu s'était fait assister d'un expert, lors du transport qu'il avait fait sur les lieux contentieux en présence des parties ; le rapport de cet expert, qui n'avait pas prêté serment, avait été entendu à l'audience et avait influé sur la décision du juge, qui avait constaté, dans le jugement attaqué, avoir été assisté dudit expert dans l'examen des lieux (1).

Il suffit donc, d'après la Cour de cassation, qu'il soit bien démontré que l'expertise nulle ait pu exercer une influence sur le jugement, pour que celui-ci soit également nul ; un autre arrêt (2) applique ce principe de façon encore plus nette. L'espèce est intéressante : il s'agissait d'une blessure par imprudence ; l'auteur de l'accident, condamné en première instance, avait fait appel, et la Cour avait d'abord ordonné une expertise, qui se trouvait nulle pour défaut de serment. Les experts avaient conclu comme les juges primitifs, à une incapacité de travail de cinq mois ; la Cour d'appel, sans faire aucune mention de cette expertise nulle, mais, il est vrai, sans l'exclure formellement, avait simplement adopté dans son arrêt les motifs des premiers

(1) 18 juin 1869, *Bull.*, n° 149.

(2) Cass., 26 juin 1863, *Bull.*, n° 180.

juges. La Cour de cassation admit le pourvoi, déclarant que, puisque l'expertise faite sur l'appel avait justifié l'appréciation des premiers juges, l'arrêt, pour confirmer le jugement, s'était nécessairement appuyé sur l'expertise.

D'ailleurs, si la prestation de serment avait eu lieu, soit après l'accomplissement des opérations, soit même au cours des opérations (1), la nullité n'en serait pas moins encourue. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans une espèce (2) où des experts, chargés par une Cour d'assises, pendant les débats, de faire certaines expériences, s'étaient retirés à cet effet dans une salle voisine, et avaient prêté à leur retour à l'audience, et au moment de rendre compte de leurs opérations, le serment prescrit par l'article 44.

Il faut d'ailleurs remarquer ici que, suivant un principe général, si l'irrégularité résultant du défaut de serment de l'expert est antérieure à l'arrêt de renvoi, elle ne peut, aux termes de l'article 408 du Code d'instruction criminelle, être invoquée comme moyen de nullité contre l'arrêt de condamnation (3). C'est ainsi que la Cour de cassation a jugé que, quand la prestation de serment d'un expert nommé par le juge d'instruction n'a pas été mentionnée dans l'instruction écrite, cette omission ne peut être invoquée devant la Cour de cassa-

(1) Cass., 28 décembre 1893, D. P. 96.1.505.

(2) Cass., 17 mars 1864, *Bull.*, n° 71.

(3) Cass., 25 mars 1886, *Bull.*, n° 125.

tion, si l'accusé n'a pas fait valoir cette irrégularité devant la Cour d'assises (1).

Sur cette question de la nécessité du serment, les auteurs ajoutent en général que le rapport nul pour défaut de cette formalité ne pourra pas faire preuve, mais servira de simple renseignement. Et en effet, il est de jurisprudence constante que le président des assises, lorsqu'il remet aux jurés, après la clôture des débats et en vertu de l'article 341 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 9 juin 1853, toutes les pièces écrites du procès, sauf les dépositions écrites des témoins, n'a pas de distinction à faire entre celles qui sont régulières et celles qui ne le sont pas. C'est seulement, déclarent les arrêts, à titre de renseignements que les pièces sont remises aux jurés, dont la conviction doit se former essentiellement d'après le débat oral qui a eu lieu devant eux ; il suffit, ajoutent-ils, pour la garantie de l'accusé, que cette remise ne porte que sur des pièces faisant partie du dossier, dont son conseil a eu la libre communication, et qu'il peut par conséquent critiquer devant les jurés, tant sous le rapport de la forme que sous celui du fond, si le besoin de la défense l'exige. C'est ainsi qu'il a été jugé que le président peut valablement remettre aux jurés un rapport des médecins auxquels l'officier de police judiciaire n'aurait pas

(1) Cass., 17 septembre 1840, *Bull.*, n° 275.

fait prêter serment (1) ; ou encore un plan levé par un expert sans serment préalable (2).

Lorsque le président des assises, en vertu du pouvoir discrétionnaire que lui confère l'article 269, fait appeler à l'audience des témoins ou des experts, et que ceux-ci déposent sans prêter serment, on comprend fort bien que leur déposition serve de renseignement : ils ont été appelés légalement, pour éclairer un point obscur des débats ; leurs éclaircissements ne constituent pas une preuve, mais ils valent quelque chose. D'ailleurs, le jury sait alors très bien à quoi s'en tenir sur ces dépositions ; c'est devant lui que le serment n'est pas prêté, et il est mis sur ses gardes par le président lui-même. Mais, lorsqu'il s'agit d'un acte nul parce qu'une illégalité a été commise, pourquoi continuer à en faire un état quelconque, pourquoi, surtout dans les cas où l'expertise aura pu être recommencée dans les formes légales, conserver au dossier des procès-verbaux qui juridiquement ne doivent avoir aucune valeur, et les mettre sous les yeux du jury ? Sans doute, dira-t-on, le jury ne doit former sa conviction que sur les débats oraux ; sans doute aussi, la défense a pu le mettre en garde contre ces pièces entachées de nullité. Mais puisque la loi prescrit de remettre aux jurés les pièces de la procédure écrite, c'est qu'elles ont une certaine valeur, c'est que les jurés peu-

(1) Cass., 16 janvier 1836, *Bull.*, n° 15 et 23 septembre 1836, D. P. 38.1.419.

(2) Cass., 10 janvier 1850, *Bull.*, n° 7 et 25 mars 1886, précité.

vent les consulter pour s'éclairer. Et les jurés, qui doivent exclusivement s'attacher à se former une conviction, se préoccupent peu, en général, de distinguer ce qui est preuve légale de ce qui n'est que simple renseignement ; retirés dans leur salle des délibérations, ils consultent le dossier qui leur a été remis ; une confusion ne sera-t-elle pas alors bien facile entre les pièces régulières et celles qui ne le sont pas ? L'inconvénient n'est d'ailleurs pas moins grave en matière correctionnelle. Nous l'avons déjà signalé à propos des expertises ordonnées dans une information officieuse du ministère public, qui, elles aussi, demeurent au dossier. Sans doute, ici, les juges seront plus aptes à distinguer ce qui fait preuve de ce qui n'est que simple renseignement. Cette pratique n'en est pas moins très dangereuse, aujourd'hui surtout, où, dans beaucoup d'affaires, les tribunaux correctionnels ont pris l'habitude de ne plus motiver leurs jugements que par une formule (1) analogue à celle-ci : « Attendu qu'il résulte des débats, etc... », qui ressemble singulièrement à la vieille formule si commode de l'ancien droit, sur les cas résultant du procès, et si heureusement supprimée par l'édit de 1788. Avec ces jugements, qui en réalité ne se trouvent pas plus motivés qu'un verdict du jury, les juges se trouvent avoir la plus grande

(1) D'après la jurisprudence, le juge n'est pas tenu de détailler les moyens de preuve à l'aide desquels il a formé sa conviction ; Cass., 28 février 1857, D. P. 57.5.219 et Cass., 29 novembre 1877, D. P. 78.1.93.

latitude pour former leur opinion ; n'est-il pas alors dangereux de conserver au dossier des pièces irrégulières ; n'est-ce pas laisser une liberté exagérée à l'arbitraire du juge, qui pourra fort bien, s'il a confiance dans la personnalité d'un expert, rendre un jugement conforme au rapport, alors que celui-ci ne doit pas faire preuve, le serment n'ayant pas été prêté ?

Lorsqu'on songe aux confusions et aux illégalités qui peuvent ainsi se commettre, ne semble-t-il pas évident qu'il serait à la fois plus logique et plus équitable de ne faire aucun état de ce qui est nul d'après la loi, et de n'en laisser aucune trace au dossier ? Agir comme on le fait, n'est-ce pas donner la même valeur aux pièces régulières et à celles qui ne le sont pas ; n'est-ce pas étendre, en dehors de tout droit, au juge d'instruction, le pouvoir discrétionnaire que l'article 269 donne au seul président des assises ? On objectera peut-être que souvent cette suppression rendrait bien difficiles la preuve de la culpabilité et la répression. Ce serait une erreur, car le zèle et l'attention que les hommes portent à ce qu'ils font ne sont-ils pas toujours en raison directe de la gravité des conséquences que peut entraîner leur négligence ? Les magistrats n'oublieraient plus de faire prêter serment aux experts, le jour où l'on donnerait à cet oubli toutes les suites qu'il devrait comporter.

SECTION II. — Formule sacramentelle.

Si la formalité prescrite par l'article 44 est substantielle et prescrite à peine de nullité, il n'en est pas de même de l'observation des termes indiqués par cet article. La jurisprudence a toujours admis que la formule du serment des experts, de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience, n'était pas sacramentelle. Un arrêt de la Cour de cassation, du 16 avril 1807, en avait déjà décidé ainsi (1) ; un arrêt plus récent (2) déclare à ce sujet que la formule peut être suppléée par des termes équivalents, pourvu qu'il résulte des termes employés un engagement semblable à celui qui découle des expressions dont le législateur s'est servi dans l'article 44. Et la Cour déclarait que les expressions : bien et fidèlement remplir, en leur honneur et conscience, la mission qui leur était confiée, étaient équipollentes aux termes de l'article 44, et que le serment ainsi prêté était valable. Il a été jugé aussi que chaque expert pouvait prêter le serment suivant les rites de sa religion ; et deux arrêts, l'un relatif à un quaker (3), et l'autre à deux juifs (4) qui avaient prêté serment selon les formes qui leur étaient habituelles,

(1) Dalloz alphabétique, 4.408.

(2) 2 août 1888, *Bull.*, n° 260.

(3) 28 mars 1810, *Journ. Pal., chron.*

(4) 12 juillet 1810, *Journ. Pal., chron.*

ont déclaré que les prescriptions de la loi avaient été remplies.

Cette jurisprudence a été critiquée par Faustin Hélie et par Nouguier. « Il nous semble, dit ce dernier auteur, que la formule de tous les serments doit être réputée sacramentelle ; ils tracent, dans des termes précis que la loi a consacrés, les devoirs qu'elle a voulu prescrire, et il y a lieu de craindre qu'en substituant à ces termes des expressions plus ou moins analogues, on n'affaiblisse ces devoirs. Il est difficile, ensuite, d'apprécier si des mots différents ont une valeur identique, s'ils comportent la plénitude du même sens, s'ils donnent la même garantie. Pourquoi créer toutes ces difficultés, lorsque rien n'est plus simple que la formule de la loi, et qu'il est si facile de s'y conformer ? »

Mais lorsqu'un expert vient à l'audience pour confirmer les appréciations et les affirmations contenues dans son rapport, nous verrons qu'il est considéré par la jurisprudence comme un témoin. Il doit alors prêter (1), à peine de nullité, le serment prescrit par l'article 155. La jurisprudence déclare que les termes de cet article sont sacramentels, et que l'accomplissement de cette formalité doit être constaté au procès-verbal, à peine de nullité. Un arrêt (2) déclare à ce sujet que, si les termes du serment prêté ne sont pas expressément relatés, il faut au moins énoncer leur conformité avec

(1) Articles 189 et 317, I. C.

(2) Cass., 22 janvier 1887, *Pand. fr.*, 87.1.273.

ceux de l'article 155 ; les énonciations incomplètes entraîneraient la nullité des jugements qui auraient fait état des dépositions ainsi reçues. Nous avons vu que, d'après la jurisprudence, cette mention de la conformité n'était, au contraire, pas nécessaire pour constater la prestation de serment des experts en vertu de l'article 44.

On peut donc ajouter aux raisons invoquées par Nouguier pour rendre sacramentels les termes du serment des experts, celle de l'unification et de l'harmonie ; car on ne voit vraiment pas de motifs sérieux d'exiger que les témoins, et les experts dans certains cas, prononcent forcément la formule dictée par la loi, alors qu'en général ces derniers ne sont pas soumis à cette exigence.

SECTION III. — Dispense du serment par les magistrats ou les parties.

Ni les magistrats, ni les parties elles-mêmes, ne peuvent dispenser les experts du serment prescrit (1). La Cour de cassation a jugé qu'une Cour d'assises, pas plus qu'un tribunal correctionnel, ne pouvait ordonner qu'un expert serait entendu sans prestation de serment, à titre de simple renseignement (2). C'est un pouvoir qui n'appartient qu'au président de la Cour d'assises.

(1) Cass., 27 novembre et 27 décembre 1828, *Bull.*, nos 344 et 338.

(2) 28 décembre 1893, *Bull.*, n° 180. •

De même, par de nombreux arrêts (1), il a été déclaré que la dispense par les parties, possible en matière civile, n'avait ici aucune application, les règles de l'expertise civile ne s'appliquant pas aux matières criminelles. L'arrêt le plus intéressant à cet égard est intervenu dans une espèce que nous avons rencontrée déjà (2). Elle avait ceci de particulier, que l'expertise ordonnée était étrangère à la constatation du délit et qu'il ne s'agissait, dans l'instance en appel où elle était intervenue, que des intérêts pécuniaires des parties en cause ; il n'était question que de la fixation de dommages-intérêts ; les parties ayant consenti toutes deux à dispenser l'expert du serment, un arrêt de Cour d'appel, en date du 4 janvier 1883, avait prononcé cette dispense :

« Attendu, déclare la Cour suprême, que, bien que le débat sur l'appel paraisse être restreint à cette question, l'instance engagée par l'exercice de l'action publique, à laquelle l'action civile est ultérieurement venue s'adjoindre, n'en était pas moins une instance ouverte devant la juridiction correctionnelle, l'action civile présumant l'existence d'un délit ; que dès lors, la procédure suivie était régie par les formes propres à la juridiction répressive ;

« Qu'une distinction essentielle est à faire entre ces

(1) Cass., 13 juin 1835, D. P. 35.1.359 ; 23 janvier 1841, *Bull.*, n° 22 ; 14 août 1856, *Bull.*, n° 290 ; 1^{er} juin 1883, *précité*.

(2) 26 juin 1863, *Bull.*, n° 180.

formes elles-mêmes et l'action qui s'y encadre ; que, si, relativement à l'action, la partie civile qui l'a formée peut s'en désister, parce que cette action n'intéresse qu'un droit dont elle a la libre disposition, il n'en est pas de même des formes établies par la loi dans un intérêt général d'ordre public, et comme garantie d'une justice régulière ;

« Qu'il n'est pas loisible aux parties de renoncer à ces formes essentielles de la juridiction légalement saisie, pour emprunter celles d'une juridiction différente ; qu'une telle manière de procéder, en transportant dans les matières correctionnelles des règles ou pratiques admises dans les affaires civiles, détruirait toute l'homogénéité des règles et principes de la procédure criminelle ;

« Qu'il suit de ce qui précède, que le consentement des parties ne saurait justifier la dispense de serment des experts prononcée par l'arrêt du 21 janvier 1863.

. ,

La Cour admet le pourvoi. »

SECTION IV. — Serment unique pour toute l'instruction écrite.

La garantie du serment prêté par l'expert ne se concentre pas sur son opération ou sa déclaration immédiates ; elle s'étend à toutes celles qu'il peut avoir à reproduire ou à ajouter pendant tout le cours de l'af-

faire. Ainsi, sous la foi du premier serment, il peut procéder, dans le même débat, à des vérifications successives, séparées entre elles par l'accomplissement d'actes plus ou moins nombreux de l'information orale (1), et alors même qu'elles seraient renvoyées d'une séance à une autre (2) ; il suffit alors que les rapports mentionnent le serment prêté antérieurement entre les mains du juge d'instruction (3) ; et l'on tient même ces diverses solutions de continuité comme insignifiantes à ce point que si, dans une instruction complémentaire, le président a chargé un expert, d'abord commis par le juge d'instruction, d'une seconde vérification des actes déjà examinés et s'il a ordonné que cet expert procéderait « sous la foi du serment déjà prêté par lui avant la première expertise », l'on considère la seconde mission comme ayant été très régulièrement remplie (4). Il en serait de même si cet expert avait été commis pour la deuxième fois par un conseiller chargé par la Chambre d'accusation d'un supplément d'instruction, en vertu de l'article 236 du Code d'instruction criminelle.

Il ne faudrait pas, cependant, pousser plus loin les effets du serment originaire et admettre par exemple que sa vertu, dépassant les limites de la procédure écrite, peut s'étendre jusque sur la procédure orale au

(1) Cass., 4 septembre 1840, *Bull.*, n° 361.

(2) Cass., 2 juillet 1846, *Bull.*, n° 261.

(3) Cass., 4 novembre 1834, *Bull.*, n° 363.

(4) Cass., 20 décembre 1855, *Bull.*, n° 405.

point de dispenser d'un deuxième serment. A l'audience, en effet, tout est d'un ordre nouveau ; la procédure d'instruction y fait place à l'examen et aux débats ; les éléments que l'expert a recueillis et groupés sont de simples données que la vérification publique et contradictoire doit faire disparaître et transformer en preuves. Le juge ne doit donc se préoccuper en rien de la procédure écrite, toute son attention doit se porter sur les preuves fournies à l'audience.

SECTION V. — Serment à l'audience.

I. — En conséquence de ce que nous venons de dire, si un expert, déjà commis lors de l'instruction, est appelé à l'audience pour faire une nouvelle expertise, sa personnalité se trouve transformée ; il devient un personnage nouveau, auquel il faudra appliquer les règles ordinaires, c'est-à-dire qu'il devra prêter de rechef le serment de l'article 44. Cette prescription est d'ailleurs absolue et constatée par quantité d'arrêts. Peu importe que l'expert désigné ait déjà prêté le serment de témoin prescrit par l'article 317 ; s'il n'est pas soumis à un nouveau serment, à celui de l'article 44, il y a ouverture péremptoire à cassation (1). De sorte que si un témoin

(1) Cass., 19 janvier et 14 avril 1827, *Bull.*, nos 31 et 236 ; 18 avril 1840, *Bull.*, n° 114 ; 4 septembre 1840, *Bull.*, n° 251 ; 8 avril 1847, *Bull.*, n° 75 ; 17 février 1848, *Bull.*, n° 43 ; 17 janvier 1851, *Bull.*, n° 27 ; 30 juin 1855, *Bull.*, n° 237.

se trouve chargé d'une expertise à l'audience, il devra prêter les deux serments, en sa double qualité de témoin et d'expert ; cette nécessité des deux serments n'existe d'ailleurs, il faut le remarquer, que dans ce seul cas. Si un expert désigné avant l'audience par le président, ou appelé à l'audience en cette qualité, se borne à venir rendre compte de la mission dont il a été chargé, il ne doit, bien entendu, prêter que le serment spécial, mais en aucune façon le serment de témoin (1).

La règle est d'ailleurs exactement la même, qu'il s'agisse d'une Cour d'assises ou d'un tribunal correctionnel ou de simple police. La jurisprudence est constante et l'applique aux trois degrés de juridiction (2). L'expert nommé à l'audience doit prêter le serment de l'article 44 avant de commencer ses opérations. Il ne suffirait pas qu'il ait alors prêté le serment de témoin, les termes prescrits par l'article 317 n'étant pas équivalents à ceux de l'article 44 (3) ; ni surtout, — nous avons vu déjà un arrêt dans ce sens, du 17 mars 1864, à propos de la Cour d'assises — qu'il ait prêté le serment de dire la vérité, après les opérations effectuées, et au moment d'en rendre compte (4).

(1) Cass., 7 avril 1837, D. P. 37.1.519 ; 1^{er} février 1838, *Gaz. Pal.*, 38.1.316.

(2) Cass., 23 janvier 1841, D. P. 41.1.372 ; 9 mai 1844, *Bull.*, n° 165 ; Grenoble, 26 décembre 1890, *J. des arrêts de Grenoble et Chambéry*, 1891.1.63.

(3) Cass., 3 décembre 1836, D. P. 37.1.473 ; 18 avril 1840, D. P. 40.1.413 ; 8 avril 1869, *Bull.*, n° 86.

(4) Cass., 27 décembre 1834, D. P. 35.1.158. Conseil de révision de Paris, 3 février 1890, *Gaz. des Trib.*, 8 avril 1890.

II. — Il en est tout autrement lorsque les experts, qui ont été nommés pendant l'instruction et ont opéré avant les débats oraux, viennent à l'audience simplement pour affirmer la sincérité de leur rapport et l'expliquer. Cette explication est, du moins en Cour d'assises, le dernier acte forcé de la mission qui leur est confiée ; elle est aussi très usuelle en correctionnelle ; en tout cas, elle est nécessaire dès qu'elle est requise. La jurisprudence a pris l'habitude de considérer alors les experts comme des témoins, et les tribunaux leur font prêter le serment de l'article 155 (1).

Cette assimilation paraît assez peu compréhensible ; elle a été déjà très critiquée ; les experts, en effet, ne viennent pas à l'audience comme des témoins qui ont su ou vu quelque chose se rapportant à l'affaire ; ils viennent dire ce qu'ils pensent de tel ou tel fait, de telle ou telle constatation, et non affirmer que tel ou tel fait s'est passé ; ils ne témoignent pas, ils jugent, et ne sont pas responsables de la vérité de leurs déclarations ; ils n'ont rien perdu de leur caractère d'experts.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence admet que ce serment est suffisant, sans adjonction du serment spécial des experts, lorsque les explications et développements donnés en addition au rapport, comme les interpellations qui les amènent, ont trait à l'objet de l'expertise

(1) Cass., 8 janvier 1846, *Bull.*, n° 12 ; 5 novembre 1846, *Bull.*, n° 285 ; 16 décembre 1852, *Bull.*, n° 407 ; 26 juin 1884, *Bull.*, n° 212 ; 27 janvier 1887, *D. P.* 89.1.219.

dont le compte est rendu à l'audience, ou encore lorsqu'il s'agit de détails tout secondaires, d'opérations ne constituant pas une expertise proprement dite. C'est ce qui a été décidé par exemple, à l'égard des explications données par un témoin sur des lettres produites au procès (1), de l'opinion d'un médecin témoin sur un point de médecine légale (2), d'éclaircissements sur les effets de la monomanie fournis par un autre médecin (3), d'explications fournies par un témoin à décharge et par deux médecins témoins sur les résultats d'une expertise chimique (4).

III. — Cette distinction faite par la jurisprudence nous amène à rechercher quel est le caractère distinctif d'une véritable expertise, pour laquelle le serment spécial est obligatoire. Il faut pour cela que la personne désignée ait, outre une constatation matérielle à faire, une opinion personnelle à donner comme conséquence de la constatation ; mais il a été jugé, par exemple, que dans le cas où un plan visuel des lieux dressé par le procureur de la République, et d'autres plans levés par un ingénieur sont reproduits pour les débats par la lithographie, il n'est pas nécessaire de demander le serment à l'ingénieur et au lithographe (5). D'autres arrêts

(1) Cass., 21 août 1835, *Bull.*, n° 325.

(2) Cass., 10 octobre 1839, *Bull.*, 1840, n° 245.

(3) Cass., 8 octobre 1840, *Bull.*, n° 299.

(4) Cass., 4 janvier 1840, D. P. 40.1.398.

(5) Cass., 20 mai 1837, D. P. 38.1.429.

donnent des exemples analogues assez nombreux (1).

Par contre, aussitôt que l'expert a à donner un avis résultant de l'opération, le serment doit être exigé. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'expert appelé pour vérifier l'état physique d'un accusé, et déclarer si celui-ci est capable de suivre les débats, devait prêter le serment (2), de même que celui auquel on demandait son avis sur une pièce à conviction (3).

IV. — Il existe encore un cas où un homme de l'art, appelé à l'audience de la Cour d'assises pour donner son avis, n'a pas à prêter serment ; c'est celui où il y est appelé en vertu du pouvoir discrétionnaire du président. L'article 269 du Code d'instruction criminelle porte, en effet : « Le président pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté. Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignements. »

On admet sans difficulté que cet article s'applique aux

(1) V. arrêts des 29 août 1850, D. P. 50.4.424 ; 4 janvier 1840, D. P. 40.1.398 ; 18 avril 1833, *Bull.*, n° 143.

(2) Cass., 17 février 1848, D. P. 48.5.332.

(3) Cass., 21 août 1835, précité, *Bull.*, n° 325.

experts (1). Certains arrêts constatent cependant que la prestation de serment a eu lieu dans ce cas, mais il ne faut voir là qu'un excès de prudence du président, dangereux peut-être par l'impression qu'il peut produire sur les jurés en modifiant dans leur esprit le caractère de simple renseignement de l'expertise ordonnée, et la jurisprudence est bien établie en sens contraire. Il faut d'ailleurs remarquer que ce pouvoir exorbitant n'est donné qu'au président des assises, que le juge de paix doit faire prêter serment aux experts qu'il nomme à l'audience, et que le tribunal correctionnel peut seul, à l'exclusion de son président, ordonner une expertise, qui doit alors être précédée de cette formalité (2).

(1) Cass. Rej., 4 juin 1864, *Bull.*, n° 144.

(2) Cass., 19 septembre 1839, *Journ. du Pal.*, 40.1.569 ; 4 juin 1864, D. P. 64.1.497 ; 3 juillet 1884, *Bull.*, n° 222 ; 14 septembre 1893, D. P. 95.1.435.

CHAPITRE VII

MARCHE DES OPÉRATIONS ET RÉDACTION DU RAPPORT.

SECTION I. — Présence à l'expertise. — I. Du magistrat. — II. De l'inculpé. — III. De la partie civile.

SECTION II. — I. Opérations. — II. Rédaction du rapport. Législations étrangères. — III. Autorité du rapport.

SECTION I. — Présence à l'expertise du magistrat, de l'inculpé et de la partie civile.

I. — Le magistrat instructeur peut-il et doit-il assister aux expertises qu'il a ordonnées ? Cette double question fut autrefois controversée entre les auteurs. Elle ne l'est plus aujourd'hui. Il est actuellement admis qu'il peut, du moins en général, assister aux expertises, mais qu'il n'y a pas là d'obligation pour lui. Il existe cependant un cas où sa présence est forcée : c'est lorsque le procureur ou le juge d'instruction se transporte sur les lieux en cas de flagrant délit ; c'est alors le magistrat qui dirige les opérations ; l'article 43 dit bien, en effet, qu'*il se fera accompagner*, et non : *il commettra* ou : *il emploiera*.

En général, les juges d'instruction n'usent pas de cette faculté qui leur est aujourd'hui reconnue, surtout

dans les expertises qui ont pour objet de résoudre une question purement scientifique. Quelquefois cependant leur présence se trouve nécessaire ; il arrive, en effet, que l'on choisit comme experts des hommes ayant sur un point intéressant des connaissances spéciales, mais ne possédant pas une instruction générale suffisante pour diriger eux-mêmes leurs recherches d'une façon logique, et faire, de l'ensemble de leurs opérations et des déductions qu'ils en tirent, un tout bien homogène. La présence du juge d'instruction sera alors très efficace pour diriger la marche des constatations. Alors même que l'expert possède cette instruction, la présence d'un homme qui, comme le magistrat, doit avoir l'habitude de diriger des experts, de les empêcher de s'égarer et de sortir de leur mission, ou, au contraire, de leur faire remarquer des omissions, des points laissés obscurs, sera souvent très utile. Mais il faut ajouter que dans tous les cas, cette présence ne doit exercer aucune influence sur l'opération elle-même, sur la déclaration des faits constatés et sur les conclusions qui en sont le résultat. L'expert ne doit être soumis à aucune suggestion, sinon il ne ferait qu'égarer la justice au lieu de l'éclairer ; il doit agir et conclure en toute indépendance. Si pour lui le résultat de l'expérience reste douteux, le magistrat présent doit résister à la tentation, souvent bien forte, de le faire préciser davantage ; ce serait lui faire émettre une opinion hasardée, et l'expert ne doit dire que ce que sa conscience seule lui commande de dire.

Quelques législations imposent en termes exprès au magistrat l'obligation d'assister à l'expertise. Il en est ainsi en Allemagne, en Autriche (1), et dans les cantons de Vaud (2) et de Neuchâtel.

II. — Quant au prévenu, aucune disposition de la loi n'exige qu'il assiste aux opérations de l'expertise, ni qu'il y soit représenté. L'article 39 du Code d'instruction criminelle, qui ordonne qu'il soit présent ou représenté par un fondé de pouvoir aux saisies et perquisitions, n'a pas été étendu aux expertises (3). La loi du 8 décembre 1897, dans son article 9, n'a organisé la surveillance par la défense que pour les interrogatoires et confrontations. Dans la pratique, il est vrai, il peut être utile de faire assister le prévenu aux expertises, afin de constater ses impressions ou de lui demander des explications qui contribuent à la découverte de la vérité, et, en fait, il arrive parfois que sur l'ordre des magistrats, l'inculpé soit présent à l'expertise, mais il n'y a là absolument rien d'obligatoire. Cette présence exceptionnelle ne change d'ailleurs en rien les droits de la défense, qui, si elle n'a pas dans l'expertise elle-même le droit de contradiction, conserve intacte la libre faculté de contrôler les rapports, d'en discuter les bases et d'en débattre les conclusions.

(1) Article 122 du Code de 1873.

(2) Article 138.

(3) C. Paris, 30 janvier 1896, D. P. 97.2.37.

Bien souvent, cependant, on a essayé de s'appuyer sur l'article 315 du Code de procédure civile, qui dispose que l'expertise sera faite en présence des parties, ou elles dûment appelées, pour faire annuler des jugements qui s'appuyaient sur des expertises auxquelles l'inculpé n'avait pas été appelé. Mais une grande quantité d'arrêts déclarent que les dispositions du Code de procédure civile sont sans application aux expertises ordonnées par la justice répressive, et que pour celles-ci les seules formalités à remplir sont réglées par les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle (1-2).

III. — Il n'est pas nécessaire non plus, en vertu du même principe de l'inapplication des prescriptions du Code de procédure aux matières criminelles, que la partie civile assiste aux expertises (3). Mais si, en fait, elle y a assisté, il n'y a pas là de nullité : un arrêt a déclaré que, si elle avait assisté à certaines opérations alors que la défense n'y était pas représentée, ce fait ne constituait pas une ouverture à cassation, la contra-

(1) Cass., 1^{er} avril 1843, *Bull.*, n° 75 ; 15 mars 1845, *Bull.*, n° 102 ; 16 février 1855, *Bull.*, n° 43 ; 24 avril 1863, *Bull.*, n° 129 ; 8 mars 1884, *Bull.*, n° 75 ; Trib. corr. Seine, 21 octobre 1886, *Gaz. Pal.*, 2,616 ; Cass., 12 mars 1891, *Bull.*, n° 60 ; 15 novembre 1894, *Bull.*, n° 276.

(2) Ce sont les moyens d'organiser cette présence, ou plutôt la représentation de l'inculpé aux expertises, qui font l'objet de notre seconde partie.

(3) Cass., 16 février 1855, précité, *Bull.*, n° 45 ; 12 mars 1857, D. P. 57.1.182 ; 2 janvier 1858, *Bull.*, n° 4 ; 30 mars 1860, *Bull.*, n° 90 ; 27 décembre 1879, *Bull.*, n° 237.

diction n'étant pas applicable aux expertises ordonnées par la justice criminelle (1).

SECTION II. — Opérations.

I. — Les gens de l'art commis dans une instruction pour procéder à une expertise ont prêté serment : ils se trouvent en face des objets à examiner ; comment vont-ils opérer et remplir la mission qui leur est confiée ? Il est bien difficile de dicter à ce sujet des règles s'appliquant à la variété infinie des opérations qu'ils peuvent être conduits à effectuer, les unes, terminées rapidement, en quelques heures ou même moins, les autres, comme celles se rapportant à la comptabilité, exigeant des travaux assidus et durant quelquefois des semaines ou des mois. Il est possible cependant de dégager certains principes généraux qui peuvent toujours guider les experts, et dont il est bon qu'ils s'inspirent, quel que soit le cas qui leur est soumis. Dans toutes les hypothèses, l'expertise peut se diviser en deux phases bien distinctes : tout d'abord, les opérations matérielles, les constatations qui se font à l'aide des sens ; en second lieu, les conséquences à en déduire, les réflexions suggérées aux experts par ces constatations, le jugement qu'ils portent, la réponse enfin à la question qui leur a été posée.

(1) Cass., 24 avril 1863, *Bull.*, n° 129.

La conduite des constatations matérielles se trouve évidemment entre les mains des hommes de l'art ; ils sont, en effet, les plus aptes de tous à savoir, étant donné le problème à résoudre, quelle est la façon la plus avantageuse d'arriver à la solution ; à distinguer les opérations utiles de celles qui ne le sont pas. Le juge devra donc les laisser libres d'effectuer ces opérations comme ils l'entendront ; il ne devra en rien s'immiscer dans leur œuvre, ni pour approuver, ni pour contester ; néanmoins il ne perdra pas pour cela son rôle, qui est, non de diriger, mais de surveiller, car s'il est moins compétent sur les points spéciaux qui sont examinés, il a une plus grande habitude de ces constatations ; et il peut s'apercevoir que les experts, perdant de vue dans le cours de leurs recherches une des questions posées, omettent une particularité intéressante ; son rôle est alors d'appeler leur attention sur les points oubliés. Il est en particulier un point qu'il doit au besoin s'efforcer de leur remettre en mémoire : c'est lorsqu'il s'agit de constatations faites sur le corps du délit lui-même ; il doit leur faire remarquer qu'alors les recherches ont particulièrement pour objet de conserver le souvenir de faits périssables, de les retenir avec une exactitude telle que la lecture du rapport fasse connaître, en cas de contre-expertise par exemple, tout ce qu'il était possible d'apprendre par l'examen du corps du délit tel qu'il a été découvert, et avant qu'il ait subi aucune transformation du fait de l'expertise. Les experts ne doivent pas alors

seulement s'occuper de répondre aux questions actuellement posées. Il faut de plus prévoir l'avenir : il peut se présenter des faits nouveaux, des questions non prévues pour la solution desquelles il sera nécessaire d'avoir en quelque sorte une photographie complète du corps du délit. C'est la partie du rapport qui renfermera les constatations matérielles, qui plus tard pourra servir à résoudre ces questions. On peut citer, pour fixer les idées, le cas d'une empreinte quelconque qui ne tardera pas à disparaître, ou d'un objet que les recherches des experts mêmes supprimeront ou modifieront, comme, dans une autopsie, la position ou l'aspect extérieur du cadavre.

Il ne faudrait pourtant pas aller trop loin dans cette voie de constatations générales, n'ayant pas pour but immédiat de répondre aux questions actuellement soumises aux gens de l'art. Dans les expertises d'écriture et de comptabilité principalement, qui sont celles qui peuvent durer le plus longtemps, et où d'ailleurs le besoin de fixer définitivement l'état actuel des pièces examinées se fait moins sentir, les circulaires ministérielles recommandent aux magistrats de déterminer des limites d'une manière précise, de fixer l'année au delà de laquelle l'expert ne devra pas remonter et même la nature du délit qu'il devra rechercher (1).

« Quand une expertise a été ordonnée, ajoute la cir-

(1) Circulaires du Garde des Sceaux du 6 février 1867 et du 14 août 1876.

culaire du 23 février 1887, les juges d'instruction s'appliqueront à exercer sur la marche des travaux de l'expert une surveillance effective dont le principal but sera de sauvegarder, en hâtant les opérations, l'intérêt des inculpés à une prompt solution de la poursuite. Pour assurer la rapidité des travaux, ils vérifieront fréquemment l'état des recherches et dresseront procès-verbal de cette vérification. Ils se rendront compte des motifs de retard allégués par l'expert, etc... »

En ce qui concerne particulièrement les opérations médico-légales, les auteurs et les décisions ministérielles s'étendent très longuement sur certaines règles générales ou spéciales à suivre par les experts, dans les différents cas qui peuvent se présenter. Ce ne sont bien entendu que des indications, des points de repère sur lesquels ceux-ci pourront se guider, mais dont la physiologie se trouvera modifiée, par les exigences que présenteront les diverses espèces. C'est ainsi que les circulaires prévoient les cas d'autopsie, d'infanticide, de viol, de coups et blessures, etc... Les officiers de police judiciaire, ajoutent certains auteurs, et surtout les magistrats du parquet, ne devraient pas être étrangers aux études médicales, et particulièrement à l'anatomie. Ils feraient bien d'en apprendre les éléments, pour en connaître au moins les termes et comprendre les rapports des hommes de l'art.

Si les connaissances spéciales qu'ils possèdent ont servi aux experts dans la première partie de leur tâche,

elles leur sont plus utiles encore dans la deuxième phase, qui se passe tout entière dans leur for intérieur. Ils ont constaté, maintenant ils déduisent ; le travail auquel ils se livrent devient tout personnel ; c'est là surtout qu'il ne doit y avoir aucune intervention du magistrat qui les a commis. Celui-ci a bien fixé les points qui font l'objet de l'expertise ; il a, dans son ordonnance, posé les questions qu'il désire voir tranchées ; il a pu, dans la première phase, surveiller dans une certaine mesure les opérations ; mais là doivent s'arrêter ses pouvoirs : les experts doivent être absolument les maîtres de leurs réflexions, aucune influence ne doit être exercée sur eux ; si un point pour eux reste douteux, si leur conscience se refuse à donner une réponse ferme à une question posée, aucune pression, aucune sollicitation ne doit être exercée sur leur esprit pour les forcer à prendre parti. Car le but cherché, la découverte de la vérité, ne s'en trouverait pas atteint ; bien au contraire, le magistrat n'aurait fait que s'en éloigner, en tombant dans l'erreur au lieu de rester dans le doute qui existait avant l'expertise.

Dans le cours de leurs opérations, les experts ont les pouvoirs les plus larges pour arriver à former leur opinion et à découvrir la vérité. C'est ainsi que par un arrêt du 15 mars 1845 (1), la Cour de cassation a décidé que, si les experts ne peuvent pas se livrer à de véritables enquêtes dans le sens légal du mot, ils peuvent

(1) *Bull.*, n° 102.

cependant, sans sortir de leur mandat, recueillir de la bouche de diverses personnes tous les renseignements propres à les éclairer sur les questions qui leur sont soumises, et qui leur paraissent nécessaires pour accomplir leur mission.

II. — De l'ensemble de leurs opérations et des conséquences qu'ils en déduisent, les experts rédigent en général un rapport ; la loi n'exige pourtant pas cette rédaction par écrit, et elle est quelquefois, ou matériellement impossible, ou pratiquement peu avantageuse, soit que l'on ait affaire à un homme complètement illettré, comme cela peut arriver au cas où un ouvrier maçon ou serrurier a été commis, soit qu'il n'ait pas l'instruction nécessaire pour faire la rédaction du procès-verbal avec une clarté suffisante. Dans ces diverses circonstances, le magistrat fait comparaître devant lui l'expert commis, l'entend, et consigne ses vérifications sur son procès-verbal, que celui-ci signe après lecture. Mais lorsqu'il s'agit d'expertises d'écriture, de comptabilité, ou de médecine légale, la rédaction d'un rapport séparé est toujours préférable ; dans le dernier cas d'ailleurs, elle est expressément prescrite par l'article 44.

La première qualité d'un rapport d'expert est d'être à la fois clair et précis. Faustin Hélie recommande aux médecins de bannir autant que possible les termes scientifiques, de s'exprimer en termes intelligibles et

naturels ; ils doivent se rappeler qu'ils parlent à des juges qui n'ont pas de connaissances spéciales en anatomie et n'en connaissent pas les termes.

En second lieu, le rapport doit renfermer le détail exact et minutieux de tous les faits dont on peut tirer des instructions, en quelque sens que ce soit. Il doit renfermer, soit dans la constatation du fait, soit dans l'estimation de la cause qui y a donné lieu, tout ce qui peut être à la charge ou à la décharge de l'accusé.

Enfin le rapport, qui est destiné à être soumis à la discussion, doit renfermer tous les raisonnements qui ont amené l'expert à la solution qu'il propose : c'est dire qu'il doit être motivé. Car, pour qu'il soit possible d'en apprécier les conclusions, l'expert doit montrer comment il est arrivé à ces conclusions, surtout lorsque son jugement est fondé sur les principes de ses connaissances et sur les préceptes de son art ; car surtout alors l'ensemble de ses déductions échapperait à l'appréciation des juges.

Des deux parties du rapport, correspondant aux deux phases que nous avons dégagées dans l'expertise, la plus importante, d'après Orfila (1), est celle qui se rapporte aux constatations faites, la partie descriptive, car elle renferme les faits qui doivent servir de base aux conclusions, et, lors même que celles-ci seraient mal déduites, il serait aisé, les faits étant exactement décrits, de les infirmer pour leur en substituer d'autres ; tandis

(1) *Traité de Médecine légale.*

que la plus légère inexactitude dans le récit des faits pourrait entraîner les conséquences les plus fâcheuses.

Ajoutons que dans le cas où les experts sont appelés à faire des constatations pendant les débats, ils ne rédigent pas de rapport. Ils se retirent dans une salle spéciale où ils font leurs constatations, et font ensuite connaître en audience publique, et en présence de l'accusé, le résultat de leurs opérations (1).

Les législations étrangères sont, en général, plus complètes que la nôtre et tracent des ensembles de règles générales que doivent suivre les experts dans la conduite des opérations et la rédaction du rapport. Quelquefois, c'est le Code de procédure lui-même qui indique les détails à fournir par les experts ; il en est ainsi en Allemagne, et surtout en Italie (2). En Allemagne, le procès-verbal doit fournir réponse à toutes les questions posées dans un règlement, le Régulatif. Dans une autopsie par exemple, un certain nombre de caractères doivent être précisés pour chaque organe ; de cette façon, l'autopsie est toujours complète. Lorsqu'elle est terminée, le médecin signe le procès-verbal ainsi rédigé *ne varietur*. Il lui en est donné un double et, rentré chez lui, il rédige son rapport sur ce procès-verbal authentique.

Mais c'est surtout dans des ordonnances spéciales que se trouve réglementée la matière. On peut citer :

(1) Cass., 27 avril 1838, *Bull.*, n° 115.

(2) Articles 130, 131, 134, 135.

en Autriche, l'ordonnance ministérielle du 2 août 1856 et celle de 1855 sur les autopsies (Todtenbeschaùordnung); en Allemagne, le règlement du 13 février 1875 établi par le ministère des affaires religieuses, scolaires et médicales; en Prusse, celui du 15 novembre 1858; dans le canton de Vaud, les instructions pour les officiers de santé chargés de faire les autopsies juridiques données par le Conseil d'Etat, le 4 juillet 1862.

« Parmi nos experts, déclare M. Drioux (1), les uns décrivent l'état de tous les organes, composent des volumes; les autres se bornent à constater les lésions et à poser leurs conclusions. Ces deux méthodes sont défectueuses, et la dernière peut être dangereuse. Il n'y aurait rien de plus simple que de s'inspirer des règlements en usage à l'étranger, de consulter des corps spéciaux comme l'Académie de médecine, la Société de médecine légale, le conseil d'hygiène et de salubrité publiques, etc... et de composer pour les principaux cas d'expertise une sorte de manuel qui serait entre les mains de tous les magistrats et de tous les experts... »

III. — Quel que soit le résultat d'une expertise, elle ne saurait porter atteinte au droit de la défense: le juge n'est pas lié par l'opinion des experts; c'est un principe

(1) Étude sur les expertises médico-légales et l'instruction criminelle, d'après les projets du Code d'instruction criminelle et les législations étrangères, par Joseph Drioux, dans le *Bulletin de la Société de législation comparée*, année 1886, p. 485.

général, et qui trouve aussi son application en matière civile (1). Les parties peuvent librement discuter l'opinion des gens de l'art, en y opposant tous les renseignements qui seraient de nature à la combattre (2). Sans doute, ce rapport pourra avoir sur l'esprit des juges une grande influence, qui variera d'ailleurs dans chaque espèce et sera proportionnelle à l'autorité plus ou moins grande qui s'attachera à la personnalité des hommes de l'art choisis, mais le juge n'en reste pas moins libre de vérifier, avec sa raison et son bon sens, si les motifs contenus au rapport s'enchaînent bien, et si les raisonnements sont bien déduits. Il ne faudrait cependant pas que les juges, donnant libre carrière à leur fantaisie, s'écartassent arbitrairement de l'opinion des experts. Il convient à cet égard d'examiner trois points principaux (3) :

1° Les lois scientifiques sur lesquelles se fondent les hommes de l'art sont-elles constantes ou sujettes à contestation ?

2° L'application de ces lois scientifiques à l'espèce est-elle conforme aux règles d'une saine logique ?

3° Enfin les déclarations des experts sont-elles d'accord avec d'autres documents de la cause, aveux de l'accusé, déclarations des témoins, etc...

Si les magistrats trouvent que le rapport des experts

(1) Article 323, C. proc. civ.

(2) Cass., 1^{er} mai 1896, *Pand. fr.*, 1897.1.112.

(3) Mittermaier, *Preuve en matière criminelle*, ch. XXX.

est insuffisant, ils ont la faculté de leur poser des questions nouvelles, de leur demander des éclaircissements, des explications complémentaires ; mais, nous l'avons dit déjà, ils ne doivent agir dans cette voie qu'avec une grande prudence et doivent se défier surtout, en posant des questions nouvelles, de l'autorité et de l'influence que leurs fonctions peuvent exercer sur l'esprit de certains experts.

Ils peuvent encore prescrire une deuxième expertise, et la confier aux mêmes experts (1), ou en choisir de nouveaux. Si une expertise a été déclarée nulle, et si une nouvelle expertise est demandée, les juges peuvent la refuser. En droit criminel, en effet, les juges peuvent toujours renoncer à une voie d'instruction ordonnée, il n'y a là aucun droit acquis aux parties.

Dans une espèce où la Cour de Paris, après une expertise déclarée nulle, avait refusé d'en ordonner une nouvelle, s'était contentée, des documents nouveaux s'étant produits, d'entendre comme témoins les hommes de l'art chargés de l'expertise, et avait ensuite statué au fond en déclarant toute autre voie d'instruction inutile, la Cour de cassation décida, qu'en agissant ainsi, elle n'avait fait qu'user de la plénitude de son droit, et n'avait nullement violé, ni l'article 1351 du Code civil, ni l'autorité de la chose jugée (2).

(1) Cass., 8 décembre 1860, *Bull.*, n° 280.

(2) Cass., arrêt précité du 2 juillet 1863, *Bull.*, n° 187.

CHAPITRE VIII

TARIFS ET MODE DE PAIEMENT DES EXPERTS.

Le tarif et le mode de paiement des honoraires et vacations dus aux experts requis par la justice sont, sauf une exception importante relative aux médecins, encore réglés aujourd'hui par le décret du 18 juin 1811, contenant tarif général des frais, en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police.

D'après l'article 22 de ce décret, chaque expert, à l'exception des médecins et des experts chargés des examens d'engrais, reçoit, pour chaque vacation de trois heures et pour chaque rapport, lorsqu'il est fait par écrit, cinq, quatre ou trois francs, suivant l'importance de la ville où il opère. Les vacations de nuit sont payées moitié en sus. Il ne peut être alloué, pour chaque journée, que deux vacations de jour et une de nuit.

Le décret du 16 février 1830 déclare que, pour être fondés à réclamer une vacation de nuit, les experts doivent avoir complété, d'abord, leurs vacations de jour, c'est-à-dire avoir consacré à leur travail deux vacations de jour.

En cas de transport à plus de deux kilomètres de leur résidence (1), les experts, outre leurs vacations, reçoivent

(1) Articles 90, 91, 92 et 96 du décret de 1811.

vent le remboursement de leurs frais de voyage et séjour ainsi qu'il suit : ils ont droit, pour chaque myriamètre en allant et en revenant, à deux francs cinquante centimes ; s'ils sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où l'instruction a lieu, et qui n'est pas celle de leur résidence, il leur est alloué pour chaque journée de séjour, quatre francs, deux francs cinquante centimes ou deux francs suivant l'importance de la ville.

Quant aux médecins, le décret de 1811 leur allouait pour chaque visite ou rapport, de trois à six francs, et pour les opérations plus difficiles que la simple visite, de cinq à sept francs en sus. Les déplacements leur étaient payés comme aux autres experts.

Ces allocations, qui sont restées le tarif en vigueur pendant la plus grande partie du XIX^e siècle pour les médecins, ainsi que pour les autres experts, étaient généralement regardées, et à juste titre, comme beaucoup trop minimales, et même dérisoires. On considérait qu'il était ridicule d'allouer à un médecin de cinq à sept francs pour une autopsie, et de deux à quatre francs en sus de ses vacations, pour une journée entière pendant laquelle on l'enlevait à sa clientèle. Aussi, en réalité, le tarif n'était-il plus appliqué depuis longtemps. Les experts réclamaient un nombre de vacations bien supérieur à celui qui leur était dû d'après le tarif, et les magistrats taxateurs les leur accordaient les yeux fermés, pourvu que leurs demandes restassent raisonnables.

En 1884, par exemple, les médecins syndiqués du Lot-et-Garonne avaient décidé de refuser leur concours à la justice pour les expertises, hors le cas de flagrant délit. Un accord intervint entre le Parquet et les médecins, d'après lequel le procureur et le juge d'instruction régleraient eux-mêmes le prix des honoraires pour les opérations médico-légales. Les vacations étaient portées à trois francs et quatre francs cinquante centimes, les autopsies d'adultes à cent francs en moyenne, celles d'enfants à cinquante francs. Mais, comme l'a fait remarquer le docteur Brouardel, lors de la discussion de la loi du 30 novembre 1892 au Sénat, ce tarif absolument illégal exposait les médecins à des réclamations et à des reversements.

Aussi la révision complète de cet antique tarif, maintes fois sollicitée par le corps médical, s'imposait-elle impérieusement. Elle fut réalisée par le décret du 21 novembre 1893 ; malheureusement la réforme resta incomplète, car ce décret ne vise que la médecine, et les autres experts sont encore soumis aujourd'hui au tarif fixé par le décret de 1811.

Désormais les médecins reçoivent, pour une visite avec premier pansement, huit francs ; pour une opération autre que l'autopsie, dix francs ; pour autopsie avant inhumation, vingt-cinq francs ; après exhumation, trente-cinq francs ; pour tout rapport écrit, cinq francs ; en cas de transport à plus de deux kilomètres de leur résidence, vingt centimes par kilomètre si le

transport a lieu par chemin de fer, quarante centimes s'il a lieu autrement ; enfin dix francs par journée de séjour forcé, et cinq francs à raison de leur déposition, soit devant un tribunal, soit devant un magistrat instructeur (1).

Mais il est à remarquer que le décret de 1893 ne vise que les visites et opérations de chirurgie ; pour toute autre opération, par exemple lorsque les médecins sont employés pour faire une analyse chimique, ou pour vérifier l'état mental d'un inculpé, ils retombent dans le droit commun et sont taxés comme les autres experts suivant le tarif de 1811. Il en est de même lorsqu'ils comparaissent devant les Cours et tribunaux pour donner des explications sur les travaux qui leur ont été confiés pendant l'instruction (2).

Lorsqu'un expert a terminé son rapport, il remet, en déposant ce rapport au greffe, la réquisition en vertu de laquelle il a opéré, et il y joint le mémoire en double exemplaire (3) des frais qui lui sont dus. L'exactitude de ces mémoires est d'abord vérifiée par le procureur de la République ; après un visa du procureur général (4), le procureur de la République requiert le

(1) Le décret de 1893 a été complété par une circulaire du Garde des Sceaux du 31 juillet 1894, *Bull. off. du Ministère de la justice*, 1894, p. 180.

(2) Circulaire ministérielle du 17 décembre 1861, *Bull. off.*, t. II, p. 516.

(3) Lorsque les sommes réclamées sont supérieures à dix francs, l'un des exemplaires doit être sur timbre.

(4) Circulaire du 23 février 1887.

paiement au dos de l'un des deux mémoires, et le président du tribunal ou l'un des juges l'ordonnance, après l'avoir taxé article par article (1). Ce mémoire est ensuite retourné à l'expert qui se fait payer par le receveur de l'enregistrement.

L'autre exemplaire, non timbré, est envoyé au ministère de la justice par l'intermédiaire des procureurs généraux. Là, les mémoires sont examinés à nouveau et parfois réduits ; c'est par ce fait que les ordres de versements de sommes indûment allouées à des experts sont assez fréquents.

Quant au recouvrement des frais d'expertise sur le condamné, il est exercé avec celui des autres frais de justice. Le greffier additionne ces frais dans un extrait visé par le procureur et envoyé au receveur des finances, qui le transmet au percepteur du domicile du condamné.

D'ailleurs, lorsque l'expert n'est pas habituellement employé par les tribunaux, il est payé d'une manière plus simple. Ses honoraires et vacations sont acquittés comme frais urgents sur simple taxe et mandat du magistrat lui-même, mis au bas des réquisitions, copie de convocation ou de citation, états ou mémoires des parties (2). La taxe doit mentionner cette circonstance afin d'éviter un refus de paiement (3).

(1) Article 3 de l'ordonnance du 28 novembre 1838.

(2) Articles 133 et 134 du décret du 18 juin 1844.

(3) Circul. minist. des 12 février 1849 et 5 juin 1860.

CHAPITRE IX

COMPARAISON AVEC L'EXPERTISE CIVILE.

DROITS DE L'INCUPLÉ.

- SECTION I. — Points de ressemblance avec l'expertise civile. — I. Nécessité de l'expertise. — II. Nécessité d'un jugement ou ordonnance. — III. Liberté du choix des experts. — IV. Serment. — V. Autorité du rapport.
- SECTION II. — Différences. — I. Voies de recours. — II. Exercice du choix des experts. — III. Droit de récusation. — IV. Obligation pour les experts de se rendre aux réquisitions de la justice. — V. Nombre des experts. — VI. Situation de l'inculpé. — Communication du rapport.

SECTION I. — Points de ressemblance avec l'expertise civile.

I. — Nous savons déjà que l'expertise civile ne diffère pas de l'expertise criminelle quant à son but et quant aux circonstances dans lesquelles elle est employée. Toutes deux interviennent lors d'une contestation ou d'une appréciation qui exige des connaissances particulières ; le juge, n'ayant pas ces connaissances, a recours à des auxiliaires qu'il charge de l'éclairer. Les deux expertises ont en outre un certain nombre de points communs : c'est ainsi que le juge décide souverainement sur l'opportunité d'une expertise ; en matière

civile, il peut l'ordonner, soit à la demande des deux parties, soit d'office ; il peut encore l'accorder à l'une d'elles malgré la résistance de l'autre, ou la leur refuser, alors même qu'elles s'accorderaient pour la demander (1). Il est cependant un certain nombre de cas où la loi civile ordonne une expertise. Faut-il dire qu'alors le juge devra toujours, quelle que soit l'évidence des faits, s'en remettre à l'opinion de gens de l'art pour fixer son jugement ? On l'a soutenu, mais cette opinion paraît bien abandonnée aujourd'hui par la jurisprudence. On s'accorde à l'heure actuelle pour admettre que l'expertise n'est indispensable que dans les cas où la loi l'ordonne comme une condition intrinsèque de la procédure. Par exemple, en matière d'enregistrement (1), l'administration est toujours fondée à requérir cette mesure pour constater la valeur des immeubles sujets à un droit proportionnel. Au contraire, la Cour de Limoges a décidé que lorsqu'une vente est attaquée pour cause de lésion supérieure aux 7/12, le juge pouvait, malgré les termes impératifs de l'article 1678 du Code civil, se dispenser de recourir au ministère des gens de l'art, si le prix était tellement vil, que ce serait compromettre la dignité de la justice par des frais et des lenteurs frustratoires, que d'ordonner une expertise pour constater la lésion (3). La loi du 2 juin 1841, en subs-

(1) Garsonnet, *Traité de procédure*, t. II.

(2) Loi du 22 frimaire an VII, art. 8.

(3) Arrêt du 3 décembre 1833. Dans le même sens, l'arrêt de cassation du 29 juin 1847, D. P. 48.1.70.

tituant dans le nouvel article 970 du Code de procédure, l'expertise facultative à l'expertise obligée, dans les partages, a procédé du même esprit.

II. — L'article 302 du Code de procédure déclare que lorsqu'il y aura lieu à un rapport d'experts, il sera toujours ordonné par un jugement ; nous avons vu (1) qu'en matière pénale on se ralliait généralement aujourd'hui à l'opinion exprimée par Faustin Hélie, qui considère qu'en général, et sauf les cas de nécessité absolue, une ordonnance du juge d'instruction doit intervenir pour nommer des experts ; nous avons vu aussi que la règle édictée par l'article 302 s'applique également au cas d'une expertise ordonnée en simple police, en correctionnelle ou à la Cour d'assises ; cependant le président de cette dernière juridiction peut faire venir des experts, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, mais alors ceux-ci ne prêtent pas serment, et leur déposition ne peut servir que de simple renseignement.

III. — Le principe qui influe sur le choix des experts est le même dans les deux procédures ; c'est celui de la liberté absolue ; il n'y a actuellement d'exception, en matière pénale, que pour les médecins désignés par les Cours d'après le décret de 1893, et en matière civile pour les commissaires-priseurs qui, établis dans les

(1) Chapitre IV.

chefs-lieux d'arrondissement, jouissent, dans ce chef-lieu, du droit exclusif de procéder aux estimations et aux prisées des meubles. Il n'en était pas ainsi autrefois ; il existait auprès de nombreux tribunaux, sous l'empire de l'ordonnance de 1667, des offices d'experts jurés jouissant d'un privilège en matière d'expertises ; et il existe bien encore aujourd'hui des experts assermentés près de certains tribunaux, auxquels sont confiées ordinairement les estimations d'immeubles, de marchandises, de travaux, ou des vérifications d'écritures ou de comptabilité, mais ils ne jouissent en principe d'aucun privilège.

IV. — En matière civile, comme en matière criminelle, les experts entrent en fonctions par le serment qu'ils prêtent de bien remplir la mission qui leur est confiée, devant le juge-commissaire commis à cet effet, ou devant le juge de paix délégué (1). Mais il faut pourtant remarquer sur ce point une notable différence : alors que, en matière criminelle, l'importance des intérêts en jeu interdit de les dispenser de ce serment, même avec le consentement exprès de l'inculpé et de la partie civile, cette prohibition n'a plus la même raison d'être en matière civile ; aussi la jurisprudence admet-elle, pour éviter des frais et une perte de temps inutiles, que les parties majeures et maîtresses de leurs droits

(1) Article 305 du Code de procédure.

peuvent dispenser les experts de cette prestation de serment. Il a même été jugé que la nullité résultant du défaut de prestation de serment se couvrait par le consentement tacite des parties (1).

V. — Les deux expertises ont encore un point commun, relatif à l'autorité du rapport des experts et à la foi qui doit être accordée à leurs déclarations. La règle commune est encore ici l'entière liberté d'appréciation pour le juge ; elle est contenue, pour les matières civiles, dans les articles 322 et 323 du Code de procédure. Le tribunal peut, s'il se trouve insuffisamment éclairé par une première expertise, en ordonner une autre qu'il confie aux mêmes gens de l'art ou à d'autres de son choix ; il n'est pas plus obligé de suivre l'avis des uns que celui des autres ; il peut même, après une deuxième expertise, adopter l'avis des premiers experts, qu'il avait d'abord trouvé insuffisant, quoique les seconds experts aient exprimé un avis contraire.

SECTION II. — Différences.

La plupart des différences que nous rencontrerons entre les deux expertises viennent, soit de la nature différente des principes qui régissent les matières civiles et criminelles, soit de la situation particulièrement dé-

(1) Cass., 9 novembre 1858, D. P. 58.1.467.

favorable faite à l'inculpé pendant l'instruction par le Code de 1808. Si nous avons, au civil, deux parties dont les droits sont égaux, il n'en est pas de même au criminel, où l'on ne peut pas dire que les situations respectives du ministère public et de l'inculpé soient assimilables à celles qui naissent d'un litige civil ; les droits de l'un et de l'autre sont, en effet, bien loin d'être égaux, le ministère public pouvant à chaque instant prendre connaissance de la procédure, faire des réquisitions en conséquence et combattre par la voie de l'opposition les ordonnances rendues par le juge d'instruction ; l'inculpé au contraire subissant l'instruction, n'étant mis au courant de rien (1), n'ayant à sa disposition qu'un droit d'opposition excessivement restreint, et ne trouvant en somme d'autre moyen de se défendre que dans les interrogatoires qu'il subit, dont l'opportunité et la direction sont laissées à l'appréciation entière du juge d'instruction.

I. — Supposons que dans une affaire civile il intervienne un jugement ordonnant une expertise ; nous savons que pendant l'instruction l'inculpé ne peut faire opposition à l'ordonnance du juge — qui n'est d'ailleurs communiquée à la défense que depuis 1897 — prescrivant la même mesure, et que ce droit appartient au contraire au ministère public ; quels sont, en matière civile, les droits des deux parties ? Le jugement en

(1) La loi de 1897 a amélioré cette situation.

question ordonne une mesure d'instruction : il est donc préparatoire ou interlocutoire. La jurisprudence déclare en général qu'il est préparatoire toutes les fois qu'il est intervenu sans contestation des parties, interlocutoire dans le cas contraire ; par conséquent l'appel ne sera pas recevable immédiatement dans le premier cas, tandis que la partie qui s'y opposait aura cette voie de recours dans le second.

La solution est exacte, bien que, d'après l'opinion exprimée par M. Glasson (1), les déductions qui y conduisent soient erronées. La doctrine en question a le tort, en effet, de méconnaître la définition donnée par la loi (2), des jugements préparatoires et interlocutoires ; le jugement interlocutoire se distingue du premier en ce qu'il préjuge le fond ; peu importe qu'il ait été repoussé par l'une ou l'autre des parties ; mais ce qui est vrai, c'est que lorsqu'un jugement ordonnant une expertise intervient, soit d'office, soit à la demande d'une partie, mais sans opposition de l'autre, les parties, qui ont toutes deux accepté cette mesure d'instruction, ne pourront attaquer le jugement ; car aucune n'a succombé, et l'appel n'est donné qu'à la partie qui a succombé. Mais le jugement en question peut fort bien, malgré la non-recevabilité de l'appel immédiat, être interlocutoire ; il suffit pour cela qu'il laisse entre

(1) Voir une note sous l'arrêt de Cassation du 7 décembre 1885, D. P. 86.1.421.

(2) Article 452 du Code de procédure civile.

voir quelle sera probablement la solution définitive du tribunal. La même solution s'applique aux jugements des tribunaux correctionnels ou de simple police, ordonnant une expertise. L'inculpé ne pourra appeler de ces jugements que si la mesure a été ordonnée malgré son opposition.

II. — Le Code de procédure ne s'est pas départi du principe posé par les anciennes ordonnances en ce qui concerne l'exercice du choix des experts (1). Alors qu'en matière criminelle c'est le juge d'instruction ou la juridiction saisie qui exerce ce choix, il n'est pas, au civil, imposé par le juge. Les articles 304, 305 et 306, en effet, distinguent deux cas : ou bien, lors du jugement qui ordonne l'expertise, les parties se sont déjà accordées sur ce choix, ou bien il n'y a pas encore eu entre elles de convention à cet égard. Dans le premier cas, le jugement se borne à leur donner acte de la nomination ; dans le second, il désigne les experts, mais cette désignation n'est que subsidiaire : si, dans les trois jours qui suivent la signification du jugement, les parties se sont entendues, elles peuvent toujours, par une déclaration faite au greffe, remplacer les noms contenus au jugement par ceux sur lesquels elles ont fixé leur choix. La jurisprudence, pour se conformer à l'esprit de la loi, qui préfère toujours à la nomination d'office

(1) Ordonnance de 1529, article 162 ; ordonnance de 1667, titre XXI, article 9.

celle qui est faite par les intéressés, a même décidé que ce délai de trois jours n'était pas un délai de rigueur ; tant que les experts nommés par le tribunal ne sont pas entrés en fonctions, c'est-à-dire jusqu'à leur prestation de serment, les parties sont admises à en choisir d'autres.

III. — Les articles 308, 309 et 310 règlent le droit qu'ont les parties de récuser les experts ; elles ne peuvent l'exercer que contre les experts nommés d'office, à moins que les causes de récusation ne soient postérieures à la nomination et l'on ne comprendrait guère, en effet, qu'un plaideur recusât un expert que lui-même a choisi.

Sous l'ordonnance de 1667, on admettait, comme causes de récusation des experts, et les causes de reproche contre les témoins, et celles de récusation contre les juges. L'article 310 n'a laissé subsister que les causes relatives aux témoins.

Dans une instruction, l'inculpé n'a aucun droit de récusation ; plus tard, à l'audience, lorsque les experts viendront expliquer leur rapport, il pourra sans doute les reprocher, puisque la jurisprudence les considère alors comme témoins ; mais le rapport de ces experts reprochés n'en restera pas moins au dossier, et sera placé sous les yeux des jurés ou du tribunal correctionnel. Aussi serait-il souhaitable de voir, dans une révision de notre Code d'instruction criminelle, introduire

le droit pour l'inculpé de récuser les experts au moment même de leur nomination. C'est ce qu'a déjà accompli le Code de procédure criminelle espagnol du 14 septembre 1882. Ce Code donne trois ordres de motifs de récusation (1), qui, exprimés sous une forme générale, se confondent en somme avec les motifs pour lesquels les magistrats peuvent être récusés (2) ; ce sont : la parenté ou l'alliance jusqu'au quatrième degré inclus avec le plaignant ou le prévenu, l'intérêt direct ou indirect dans l'affaire ou dans toute autre de même nature, enfin l'amitié intime ou l'inimitié manifeste.

Le Code d'instruction criminelle autrichien de 1873 consacre également le droit de récuser les experts ; mais il n'énonce pas les motifs de récusation, qui sont laissés à l'appréciation des juges ; c'est d'ailleurs le principe suivi pour la récusation des magistrats eux-mêmes (3). Quant au Code de procédure pénale allemand de 1877, il déclare expressément que les motifs de récusation sont les mêmes pour les experts que pour les juges. Et il semble bien, en effet, qu'il y aurait lieu d'adopter la même solution, lorsqu'on s'occupera de régler en France le droit pour l'inculpé de récuser les experts (4).

(1) Article 468.

(2) Article 52.

(3) Articles 67 à 69, 72 et 121.

(4) Notre Code d'instruction criminelle ne prévoit nulle part la récusation des magistrats par l'inculpé ; mais une jurisprudence constante déclare que les dispositions du Code de procédure civile

En assimilant, comme l'a fait le Code de procédure civile, les motifs de récusation des experts aux causes pour lesquelles les témoins sont reprochés, on éliminerait en effet toute une série de motifs basés sur l'influence que peut avoir, sur l'esprit de celui qui juge une contestation, un intérêt personnel analogue à celui sur lequel il a à se prononcer. Ces motifs sont prévus, pour les magistrats, par les paragraphes 3, 4, 5, 6 et 8 de l'article 378 du Code de procédure civile ; l'influence que craint le législateur est d'ailleurs tout involontaire et inconsciente de la part de celui qui la subit ; nul n'est bon juge en sa propre cause, dit-on ; par conséquent, nul n'est bon juge dans une cause identique à la sienne propre.

Cette influence n'est pas à craindre chez un témoin, car le législateur a pensé que si elle pouvait troubler chez un homme la manière dont il envisage une question et fausser en quelque sorte son raisonnement, elle ne pouvait cependant créer une aberration suffisante pour lui faire raconter des faits autrement qu'ils ne se sont passés ; il fallait bien d'ailleurs se montrer moins sévère pour les témoins, puisqu'on ne peut les choisir. Mais le danger réapparaît lorsqu'il s'agit des experts, qui, eux aussi, ont une sorte de jugement à rendre ; il est moindre il est vrai que pour les juges, puisque leur

concernant la récusation individuelle des magistrats sont applicables en matière criminelle ; Nîmes, 8 janvier 1880, D. P. 82.2.96 et Cass., 12 janvier 1884, D. P. 85.1.426.

avis n'est pas obligatoirement suivi, mais il existe néanmoins.

D'autre part, la même assimilation rendrait communs aux experts certains motifs de rejet contre les témoins, qu'on ne peut guère supposer en ce qui concerne les juges, notamment l'état d'accusation ou la condamnation à une peine correctionnelle pour vol ; nous verrons que ces mêmes motifs deviendront en France assez peu pratiques pour la récusation des experts, lorsque ceux-ci seront choisis la plupart du temps sur les listes officielles dressées par les Cours d'appel. Il semble donc qu'il vaudrait mieux assimiler les experts aux magistrats plutôt qu'aux témoins, quant aux motifs de récusation.

IV. — Nous avons vu que la jurisprudence française considérait les experts comme parfois obligés de se rendre aux réquisitions de la justice criminelle, et que cette jurisprudence avait été consacrée par la loi de 1892 en ce qui concerne les médecins-experts. Cette obligation, assez peu justifiée, est fondée surtout sur un motif d'utilité sociale, la nécessité d'assurer la répression des faits délictueux. Ce même motif ne se retrouvant plus en matière civile, il était tout naturel que l'obligation ne fût pas étendue ; aussi l'article 316 déclare-t-il simplement que si l'expert n'accepte pas sa nomination ou ne se présente pas à la prestation de serment, les parties ou à leur défaut le juge en nommeront un autre immédiatement.

V. — Une autre différence entre le civil et le criminel est relative au nombre des experts. Le législateur semble avoir eu un souci plus grand d'assurer la valeur des expertises en matière civile qu'en matière criminelle, puisqu'en principe, les experts civils doivent opérer au nombre de trois (1). Les parties peuvent s'entendre cependant pour n'en nommer qu'un seul ; c'est ce qui se produit le plus souvent, afin d'éviter les frais ; un seul expert est nommé, et les parties se font souvent représenter à l'expertise par des hommes compétents qui font à l'expert unique leurs observations. Cette manière de procéder donne d'aussi bons résultats, et est moins onéreuse que l'expertise à trois, qui entraîne toujours avec elle des frais considérables.

VI. — On voit donc, que, principalement en ce qui concerne les droits des intéressés, l'expertise criminelle est bien loin de ressembler à l'expertise civile, et que la situation de l'inculpé ne peut en rien être comparée à celle d'un plaideur, même lorsque celui-ci subit cette mesure d'instruction contre son gré. L'inculpé en effet n'intervient pas plus, pendant l'instruction, dans la question d'opportunité de l'expertise, que dans le choix des gens de l'art ; il n'a, encore à l'heure actuelle, aucun représentant aux opérations ; c'est une différence de plus avec les matières civiles, où l'article 315 ordonne

(1) Article 303 du Code de procédure civile.

qu'il sera fait sommation aux parties de se trouver aux jour et heure indiqués par les experts. La loi du 8 décembre 1897 a pourtant amélioré sur un point la situation de l'inculpé. Il n'avait, avant cette loi, aucune connaissance des rapports d'experts, non plus que de toutes les autres pièces de la procédure, avant le moment où la chambre des mises en accusation était saisie de l'affaire. L'article 217 déclare, en effet, que le procureur général a cinq jours, à dater de la réception des pièces, pour mettre l'affaire en état et cinq jours de plus pour rédiger son rapport ; et le prévenu peut, pendant ce délai, fournir tels mémoires qu'il juge convenable. Encore n'était-ce pas au Code que l'on trouvait le droit pour le prévenu d'avoir alors la communication des pièces ; mais la jurisprudence avait admis que le procureur général *pouvait* lui donner cette communication, afin que les mémoires fussent rédigés en connaissance de cause, et dans la pratique cette mesure était ordinairement accordée : strictement, l'accusé n'avait de droit que plus tard (1). Depuis la loi de 1897, la procédure est soumise au conseil la veille de chacun des interrogatoires que doit subir l'inculpé, de sorte que le plus souvent le défenseur est régulièrement tenu au courant ; il faudrait supposer, pour que le contraire eût lieu, que le juge d'instruction s'abstînt volontairement d'interroger afin d'éviter la communication, ce qui semble peu pratique.

(1) Articles 302 et 305 du Code d'instruction criminelle.

On peut donc dire que sur ce point la loi de 1897 a rapproché la situation de l'inculpé de celle d'un plaideur civil (1). Et cette communication a une grande importance, car elle permet à l'inculpé d'user du seul droit pratique qu'il ait en somme pendant l'instruction, en ce qui concerne notre matière, et qui est de demander qu'une seconde ou contre-expertise soit ordonnée. Sans doute le juge peut toujours repousser cette demande, et l'inculpé ne peut faire opposition à l'ordonnance qui ne lui donne pas satisfaction, mais au moins la défense a maintenant un pouvoir qu'elle n'avait pas auparavant, celui de faire au juge d'instruction, qui en général ne refusera pas péremptoirement de s'éclairer d'une manière plus complète, des observations tendant à lui montrer qu'un rapport d'experts est partial ou incomplet.

(1) Article 321 du Code de procédure civile.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

INCONVÉNIENTS DE L'EXPERTISE ACTUELLE. — NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME.

Nous avons étudié l'expertise telle qu'elle est encore pratiquée aujourd'hui, telle que la jurisprudence et les circulaires ministérielles l'ont réglementée en suivant les principes qui gouvernent toute l'instruction criminelle. Elle se caractérise en somme par le choix arbitraire de l'expert par le magistrat instructeur ou la juridiction saisie, sans que le prévenu ait le droit de contrôler ce choix d'une façon quelconque ; elle est régie par les principes généraux de l'instruction criminelle au Code : elle est secrète et inquisitoriale pendant l'instruction.

Cette expertise, ainsi réglée, se trouve-t-elle en harmonie avec les idées généralement reçues aujourd'hui ; donne-t-elle satisfaction aux tendances nouvelles qui sont nées depuis un certain nombre d'années ? Ce mode

d'instruction doit-il rester immuable, au milieu de la transformation déjà subie partiellement par notre Code et non encore terminée ? Ou au contraire est-il une institution vieillie, plus démodée peut-être que tout le Code lui-même, que l'on doit ruiner complètement pour la reconstruire sur des bases différentes, afin de la mettre en harmonie avec des conceptions désormais plus généreuses pour l'inculpé et plus respectueuses des droits qu'il doit avoir pendant l'instruction ?

La réponse n'est pas douteuse ; l'importance croissante qu'ont prise les opérations scientifiques dans notre procédure criminelle, a mis en lumière les vices de notre expertise ; il est inadmissible qu'elle puisse survivre aux principes qui régissaient les autres actes de l'instruction, et il est souhaitable, et logique en même temps, que sa chute devance celle de certains de ces principes, car elle est plus mauvaise en soi, et plus en désaccord avec l'état actuel de nos mœurs.

Après les réformes très libérales, mais trop rapides et prématurées, que les lois de la Révolution avaient apportées dans toute l'instruction criminelle, il était normal qu'un brusque retour en arrière se produisît ; c'est ce qui eut lieu en effet. Le Code de 1808 fut une œuvre de réaction ; il repoussa les réformes libérales accomplies, et remit en pratique les principes les plus critiqués de l'ordonnance de 1670 ; l'instruction redevint secrète et inquisitoriale : l'expertise criminelle devait logiquement recouvrer les mêmes caractères. Le Code

de 1808 se trouvait d'ailleurs en harmonie avec l'ensemble de nos institutions, qui avaient repris un caractère purement autoritaire ; il faisait partie d'un tout bien homogène, d'un système complet qui a pu fonctionner normalement.

Aujourd'hui, nos mœurs aussi bien que nos institutions se sont complètement transformées ; le principe de l'autorité gouvernementale a reculé pour faire place à une force qui, chaque jour, a gagné une partie du terrain perdu par lui : cette force est l'opinion publique. En même temps que nos institutions, notre Code d'instruction criminelle a dû, lui aussi, suivre l'évolution qui a résulté de ce changement de nos mœurs. L'instruction inquisitoriale, si remplie de mystères pour le public, est aujourd'hui rendue impossible ; elle doit disparaître à mesure que la curiosité, la défiance grandissent avec la liberté. Elle doit être remplacée par un système qui donne plus de satisfaction à ce besoin qu'a le public de s'informer et de surveiller les hommes auxquels il a bien voulu confier des pouvoirs, ou d'avoir au moins l'assurance que ces hommes ne peuvent en abuser ; elle fait place peu à peu à l'instruction contradictoire, vers laquelle un grand pas a déjà été fait par la loi du 8 décembre 1897.

« Le temps n'est plus, déclarait en 1873, dans son discours de rentrée, l'avocat général Benoist, où les gouvernements obtenaient, au nom d'un principe, droit divin ou souveraineté du peuple, un respect souvent

aveugle pour les rouages de leur organisation. A l'heure où nous sommes, tout peut être librement discuté ; il n'y a plus de piédestal qui élève hommes et choses au-dessus du contrôle. »

D'ailleurs, cette défiance du public pour une instruction secrète, et dans laquelle le magistrat a des pouvoirs aussi étendus, n'est-elle pas en principe assez justifiée ? Dans l'inquisition le juge doit, théoriquement, instruire à charge et à décharge ; devant lui l'inculpé n'a aucun droit, il ne peut avoir de défenseur, et n'est même pas mis au courant des charges qui pèsent sur lui (1). Aussi peut-on se demander si ce système n'exige pas chez le magistrat une perfection qui n'est pas de ce monde. Cet homme, si intègre, si scrupuleux qu'on le suppose, n'est-il pas soumis aux imperfections communes à ses semblables ? La force de l'habitude est si grande qu'il ne pourra pas s'y soustraire, alors surtout que l'autorité que lui donnent ses fonctions augmente forcément en lui la présomption d'infailibilité que tout homme se décerne si facilement. A force de voir devant lui des coupables, à force de discuter avec eux, de déjouer leurs ruses et leurs mensonges, le juge devient infailiblement l'adversaire de celui que la loi lui donne comme client ; blasé, il voit partout des coupables ; involontairement, il tronque des raisonnements, passe rapidement sur des points peut-être très importants pour la défense, et essaie toujours de prendre en défaut

(1) V. Cours de M. A. Le Poittevin, précité.

l'homme qui se trouve devant lui. Ce système, supposant chez le juge une perfection impossible, semble donc une dangereuse utopie, et ne devait pas subsister à l'éveil de l'esprit de critique et de libre examen qui a remplacé l'esprit conservateur de l'ancien régime. Aussi, bien que, dans le Code d'instruction criminelle, il ait été tempéré par la publicité de la deuxième phase du procès et la liberté de la défense aux débats, il est actuellement en butte à des attaques auxquelles il succombera probablement tout entier. Déjà ce personnage hybride qu'est le magistrat instructeur dans le système inquisitoire, s'est partiellement dédoublé ; une partie de ses fonctions est donnée à un défenseur indépendant, chargé de le surveiller dans les interrogatoires et les confrontations, et qui de plus doit être tenu au courant de la marche de l'instruction et des découvertes faites.

Cette surveillance ne semble pas moins nécessaire dans l'expertise que dans tout autre acte de l'instruction : bien au contraire, nulle part, l'erreur, l'omission involontaire d'un détail n'est plus facile à commettre que dans une opération de médecine légale ou de chimie, et ne peut avoir en même temps des conséquences plus graves.

Et il ne faut pas se dissimuler qu'en l'état actuel des choses, l'expert ne peut guère échapper à cette tendance que nous signalions tout à l'heure pour le magistrat instructeur, et qui consiste à voir dans tout inculpé un coupable. Il est choisi par le juge d'instruction ; celui-ci

a l'habitude de prendre, dans chaque branche des connaissances humaines, toujours les mêmes hommes pour leur confier les opérations nécessaires à la découverte de la vérité. Pour la médecine en particulier, il est forcé par la loi de 1892 de fixer son choix dans la liste annuelle, actuellement assez restreinte, dressée par les Cours d'appel — l'on pourrait même reprocher à celles-ci de ne pas changer assez souvent les noms de ces listes. — Il en résulte que cet expert prend l'habitude, lui aussi, de diriger ses opérations à charge ; involontairement, il omet des faits qui plaideraient en faveur de l'inculpé ; il ne voit que les circonstances qui tendent à la démonstration de la culpabilité ; ses relations habituelles avec le juge d'instruction et les magistrats du Parquet le font devenir en somme l'auxiliaire professionnel de l'accusation. Cette situation a été rendue plus mauvaise encore depuis que la plupart des expertises, même importantes, sont faites par un seul expert, privé ainsi de la contradiction, de la discussion qui naissait presque forcément des recherches faites en commun par deux hommes de science. Déjà nous avons eu l'occasion de regretter cette mesure de la circulaire de 1867. « On peut être certain, dit à ce sujet M. le D Brouardel, que devant un confrère, même un ami, un médecin ne pèchera pas par négligence, et qu'à la précision des recherches se joindra une grande modération dans les conclusions ; justifier devant un témoin compétent, ayant le droit de critique, une déduction

scientifique, nécessite une démonstration, et exclut la possibilité de transformer une simple opinion en une affirmation (1). »

Mais, dira-t-on, en supposant qu'une expertise soit mal faite, que des points importants pour la défense aient été omis, ne suffit-il pas, pour réparer cette négligence, des débats en public, de la liberté de la défense, de la pleine et entière contradiction qui existe à l'audience ? L'expertise, en la supposant défectueuse, ne pourra-t-elle pas être alors recommencée ?

Tout d'abord, cette réparation tardive serait-elle efficace ? Le mal est fait ; il exerce son influence. En admettant que l'esprit des jurés, dont la sensibilité se trouve plus intacte, se laisse émouvoir par l'organe de la défense, en sera-t-il toujours de même en matière correctionnelle ? N'est-il pas à craindre que l'habitude et un exercice prolongé de l'autorité judiciaire n'aient émoussé la sensibilité de magistrats de carrière et ne leur aient fait acquérir une considération exagérée pour le caractère officiel et pour la personnalité des experts employés, au préjudice, d'une part, de l'esprit de libre examen, et d'autre part, du respect profond que devrait avoir pour les droits de la défense tout homme auquel la loi a confié un pouvoir exorbitant sur l'honneur et la liberté de ses concitoyens ?

(1) « *De la réforme des expertises médico-légales.* » Rapport sur le projet de loi adopté par le Sénat sur l'instruction criminelle au nom de la commission de la Société de Médecine légale. Extrait des *Annales d'hygiène publique* ; se trouve au *Bulletin de la Société de Médecine légale*, année 1884, t. VIII, p. 251.

Il arrive d'ailleurs bien souvent que l'impression mauvaise qui résulte d'une expertise se trouve irréparable. Combien de fois une contre-expertise a-t-elle été rendue impossible, soit par la force des choses, soit par la négligence des premiers experts, qui n'ont pas effectué leurs opérations avec les précautions ordonnées par les circonstances (1).

En admettant même que quelquefois la contradiction qui existe aux débats soit suffisante pour réparer le mal résultant d'une expertise défectueuse, n'est-il pas toujours préférable de bien faire les opérations dès le début ; n'est-ce pas plus simple que de confier à l'avenir le soin de corriger les fautes commises ? Ce serait en même temps plus rationnel et plus équitable. Le procédé actuel confie le sort des inculpés au hasard, au doute, à l'habileté plus ou moins grande de leur défenseur ou du ministère public, à l'attitude des inculpés eux-mêmes.

Il est dans notre législation pénale une maxime très généreuse pour les accusés, mais dont l'application doit être restreinte aux cas de nécessité absolue ; c'est celle qui déclare que le doute doit profiter à l'inculpé. Cette maxime est excellente ; elle est l'expression de cette idée que c'est à la société qui accuse à faire la preuve de la culpabilité ; et il vaut toujours mieux acquitter un

(1) Affaire Laporte. Voir un article du docteur Varnier dans la *Revue pratique d'obstétrique et de pædiatrie*, octobre 1897, chez Steinhil.

coupable, que condamner un innocent. Mais une bonne législation doit se préoccuper de restreindre le plus possible les cas d'application de cette maxime ; d'une part, en effet, le doute peut être apprécié de façons bien différentes suivant le caractère et les dispositions momentanées des jurés ; il est des personnes qui considèrent l'hésitation comme une faiblesse, d'autres pour lesquelles toutes les questions sont douteuses, et qui ne peuvent se déterminer à prendre parti. L'acquittal ou la condamnation d'un homme peuvent donc, dans un cas qui laisse planer le doute, être la conséquence d'un fait insignifiant, d'un véritable coup de dés.

En outre, et en supposant même que le doute puisse être apprécié d'une façon certaine et uniforme, en supposant qu'on parvienne à le soumettre à un critérium et à des degrés, les acquittements forcés qui en résulteraient ne constituent pas l'idéal qu'une bonne législation doit chercher à atteindre. On a beau montrer beaucoup de zèle pour poursuivre et arrêter les mal-fauteurs, si l'on instruit leur procès de telle sorte que l'on soit obligé ensuite de les remettre en liberté faute de preuves suffisantes, il ne semble pas que l'on ait avancé d'un pas.

Tel est cependant le résultat peu souhaitable auquel aboutissent un certain nombre de procédures, grâce à l'organisation actuelle de l'instruction, et de l'expertise en particulier. L'inculpé, dont les droits ne naissent que dans la seconde phase du procès, fait venir aux débats

des hommes chargés de contredire les résultats obtenus par les premiers experts.

« Nous ne connaissons rien qui donne une plus grande preuve de la frivolité de notre esprit, disait en 1884 M. Adolphe Guillot (1), que ces audiences où des médecins qui n'ont ni participé à l'expertise, ni examiné les pièces, viennent à la dernière heure jeter dans le débat des doctrines imprévues, comme si ce n'était pas dans le calme du laboratoire que les constatations scientifiques devraient être discutées, et non pas *in extremis*, devant une foule impatiente, au milieu des ardeurs de la lutte. »

Voilà pourquoi ces solutions douteuses, si angoissantes pour la conscience des jurés, qu'apportent aux débats des expertises où les intérêts de la défense n'ont pas été représentés, sont mauvaises ; même lorsqu'une contre-expertise a pu être ordonnée, il se passe, à l'audience, entre les premiers et les seconds experts, des discussions techniques que le jury ne comprend pas et qui ne jettent aucun jour sur la question. On a dit que ceux qui cherchaient à introduire l'organisation de la défense dans l'instruction préparatoire faisaient la part trop belle aux inculpés ; qu'ils ne faisaient que donner à des coupables les moyens d'échapper à la justice. Nous venons de voir que ce reproche pourrait à bon droit être retourné contre les partisans du *statu quo*.

La vérité est qu'il existe, l'un en face de l'autre, deux

(1) *Principes du nouveau Code d'instruction criminelle.*

intérêts que trop longtemps l'on a cru inconciliables. Ce sont, d'une part, l'intérêt de la société qui veut que les délits soient réprimés, d'autre part, celui de l'inculpé qui doit être défendu assez tôt pour qu'il se trouve le moins longtemps possible sous le coup d'une accusation imméritée, ou qu'il n'encontre pas une condamnation sans que les preuves fournies contre lui aient pu être utilement combattues.

Suivant les époques, on se préoccupe plus de l'un ou de l'autre de ces deux intérêts, mais beaucoup plus souvent du premier, car les lois ne sont en général pas faites par des hommes qui ont eu à souffrir d'une organisation insuffisante de la défense. En outre, les mœurs et les idées changent, et des institutions qui formaient peut-être un ensemble logique et fonctionnaient normalement lorsqu'elles sont nées, deviennent incompatibles avec des sentiments nouveaux ; souvent aussi elles sont détournées du but auquel elles étaient destinées, par des pratiques et des habitudes prises par les hommes qui ont eu à les appliquer.

Pour en revenir à notre expertise, il est constant que l'on est d'accord aujourd'hui pour lui étendre la contradiction, ou tout au moins le contrôle que la loi de 1897 a introduit dans une partie de l'instruction. Cette réforme est demandée aussi bien par la doctrine que par le public et les experts eux-mêmes. Certaines affaires retentissantes ont rendu en effet les experts impopulaires ; on les a accusés de partialité et d'incapacité ; nous ne rappellerons que pour mémoire l'affaire si connue

aujourd'hui de la femme Druaux, condamnée en 1888 par le jury de la Seine-Inférieure aux travaux forcés à perpétuité pour avoir empoisonné son mari. L'expert nommé par le juge d'instruction n'avait pu déterminer scientifiquement la nature du poison ; mais, ayant trouvé dans les intestins du mort un élytre de coléoptère, il avait conclu à un empoisonnement par la cantharide. Le rapport de l'expert avait eu une grande influence sur la condamnation. Puis, dans les années suivantes, bien que la femme Druaux fût incarcérée, les empoisonnements se succédèrent dans la maison qu'elle avait habitée avec son mari. L'opinion publique s'émut, une enquête fut ordonnée, et MM. Brouardel, Descoust et Ogier, nommés experts, montrèrent que la prétendue cantharide n'était autre chose que des gaz toxiques émanés d'un four à chaux voisin (1).

Dans une affaire plus récente, le retentissement fait autour d'une expertise mal conduite par un médecin légiste s'accrut de la personnalité de l'expert mis en cause et de celle des personnes qui s'élevèrent avec indignation contre une condamnation basée sur une telle expertise. Il s'agissait de savoir si le Dr Laporte avait agi avec imprudence, maladresse ou inobservation des règles de l'art dans l'accouchement de la femme Fresquet, et si, en particulier, il n'avait pas perforé la vessie

(1) Voir Lacassagne « *Les erreurs judiciaires et les médecins experts* ». Leçon d'ouverture au cours de médecine légale de la Faculté de médecine de Lyon, le 6 décembre 1896.

de la mère avec l'instrument défectueux dont il s'était servi pour pratiquer sur l'enfant l'opération de la crâniotomie. Le D^r Socquet avait été chargé par le juge d'instruction Bertulus de faire l'autopsie, et son rapport avait déterminé ce dernier à soumettre Laporte à une longue détention préventive. Des discussions auxquelles a été soumis ensuite ce rapport de la part des professeurs les plus éminents de la Faculté de Paris, il a résulté que, d'après ses adversaires, M. le D^r Socquet avait conduit ses opérations contrairement aux règles de l'art :

1° En agissant de telle sorte qu'il était possible de supposer que lui-même avait pu produire les perforations constatées à la vessie ;

2° En laissant de côté des points importants, par exemple en n'examinant pas suffisamment le bassin de la mère : il paraîtrait que le bassin provoque parfois, lors d'un accouchement, à cause de saillies, de pointes accidentelles qu'il présente, des perforations des organes voisins, analogues à celles qui avaient été constatées ;

3° Enfin en rendant une contre-expertise impossible par la détérioration inutile des pièces anatomiques à examiner.

Et, en effet, ajoutent ses adversaires, lors d'une contre-expertise faite par les D^{rs} Socquet et Maygrier, ce dernier a dû s'appuyer sur les constatations incomplètes faites par le D^r Socquet lors de la première expertise, pour émettre son avis, qui ne se trouve ainsi pas plus fondé que le premier.

Le D^r Laporte fut condamné à trois mois d'emprisonnement avec application de la loi de sursis par le tribunal correctionnel, et acquitté en appel ; mais il avait passé en détention préventive un laps de temps assez considérable (1).

Quoi qu'il en soit, et sans vouloir étendre ces exemples outre mesure, les experts en matière criminelle, et en particulier les médecins-légistes, sont actuellement en butte à la méfiance et aux attaques ; leur impopularité croît de jour en jour. Eux-mêmes demandent la fin de cette situation intolérable (2) qui leur est faite par une législation qui les a voués forcément au danger de l'erreur. Pour reprendre une parole prononcée à la Chambre des députés à la séance du 6 décembre 1898, nous avons certes à l'heure actuelle des experts impartiaux ; mais ce que nous n'avons pas en France, c'est l'expertise impartiale.

(1) Voir à ce sujet : *L'affaire Laporte*, par le D^r Varnier, professeur d'accouchements à la Faculté de Paris, précité ; et le *Bulletin Médical* du 8 novembre 1897 : *Des rapports de l'obstétrique avec la médecine légale en 1897*, par le D^r Pinard.

(2) V. Brouardel, *La réforme des expertises médico-légales*, précité.

CHAPITRE II

HISTORIQUE ET LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

SECTION I. — Historique des travaux en France, de 1879 à 1899. —
I. Projets du Gouvernement et du Sénat. — II. Travaux de la Chambre. — III. Propositions Thézard et Cruppi.

SECTION II. — Législations étrangères. — I. La défense n'intervient pas à l'expertise : Italie, Neuchâtel, Bâle-Ville, Genève, Vaud, Autriche. — II. Intervention incomplète : Belgique, Allemagne. — III. Intervention complète : Espagne.

SECTION I. — Historique des travaux en France, de 1879 à 1899.

I. — Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, des modifications furent bien apportées à notre Code d'instruction criminelle, mais elles portèrent surtout sur la deuxième phase de la procédure, celle des débats. Non pas que l'on considérât comme parfaites les dispositions relatives à l'instruction préparatoire, mais on se préoccupait surtout d'améliorer cette seconde période, jugeant que si pendant les débats la défense de l'accusé était bien complète, cela suffisait pour lui donner toutes garanties. En 1870 seulement, une commission, dont les travaux furent entravés par la

guerre, avait été chargée de préparer des réformes. En 1878, le Garde des Sceaux Dufaure réunit un certain nombre de jurisconsultes distingués qu'il chargea de réformer le Code d'instruction criminelle (1). Le projet de la commission comprenait tout le livre I du Code ; il renfermait des réformes très libérales, très avantageuses pour la défense dans cette première phase du procès.

En ce qui concerne l'expertise (2), il organisait deux choses : tout d'abord, il laissait les experts désignés par le juge d'instruction opérer et conclure seuls, mais il plaçait à côté d'eux, et prêtant serment comme eux, un expert de la défense (3) qui, sans coopérer à l'expertise, avait pour mission unique de la surveiller, de requérir des experts du juge certaines opérations, et de consigner ses observations au bas du procès-verbal (4). En somme, le rôle de l'expert de l'inculpé dans ce projet, connu sous le nom de projet du Gouvernement de 1879, était analogue au rôle que la loi de 1897 a, depuis lors, donné à l'avocat dans les interrogatoires et confrontations. L'inculpé avait un délai de quarante-huit heures pour exercer son choix, à dater de l'avis à lui donné de

(1) Cette commission était présidée par M. Faustin Hélie. Parmi ses membres se trouvaient MM. Thiriot, de Larouverade, conseillers à la Cour de cassation ; Lacoïnta et Desjardins, avocats généraux à la Cour de cassation, Ribot, Picot, Goblet, etc...

(2) Articles 48 à 54. Voir le texte *J. O.*, Annexes du Sénat, 1882, n° 63, p. 113.

(3) Article 50.

(4) Article 49.

la désignation du premier expert. Les incidents qui s'élevaient au cours de l'expertise étaient soumis au juge d'instruction ; celui-ci statuait sauf recours à la chambre du conseil.

En second lieu, comme ce nouveau mode de procéder ne pouvait donner de bons résultats qu'à la condition de ne pas laisser absolument libre le choix de l'inculpé, le projet instituait la fixation d'une liste annuelle, sur laquelle ce dernier ainsi que le juge d'instruction auraient fait chacun leur désignation (1) ; sauf à obtenir de la chambre du conseil, en cas de besoin, l'autorisation d'en prendre en dehors de ces listes.

Ce projet fut présenté au Sénat à la séance du 27 novembre 1879, par M. Le Royer, ministre de la justice. Le 6 mars 1882, M. Dauphin, membre de la commission chargée d'étudier le projet, déposait son rapport au nom de cette commission.

Bien que, sur d'autres points très importants, le projet de la commission du Sénat différât sensiblement du projet du Gouvernement, la section consacrée à l'expertise (2) reproduisait à peu de choses près les termes de la section correspondante du projet Dufaure. Ce projet fut discuté dans les séances de mai et juin 1882, et adopté en deuxième lecture à la séance du 6 août. Ce fut le pro-

(1) Articles 48, 49 et 54.

(2) Titre II, chapitre II, section III, articles 56 à 62 du projet de la commission. Voir *J. O.*, Annexes du Sénat, 1882, n° 63, p. 113.

jet du Sénat. La section de l'expertise (1) ne subit pas, dans la discussion, de changements notables, si ce n'est pourtant sur un point : le Sénat admettait que, non seulement en cas de flagrant délit, mais même dans les cas de simple urgence, dont la détermination était laissée à l'appréciation du juge d'instruction, celui-ci pourrait ordonner des expertises en dehors des formes légales, c'est-à-dire sans que l'inculpé y fût représenté, sans même l'en aviser, et en choisissant en outre les experts en dehors de la liste (2). Cette disposition était dangereuse en ce sens qu'elle laissait la déclaration d'urgence à la libre appréciation du magistrat, et qu'il pouvait en résulter que toute la nouvelle réglementation demeurât par ce fait lettre morte, l'accusé ne conservant alors plus que le droit de faire faire ensuite une contre-expertise, ainsi qu'il était dit à l'article 67 nouveau.

Il est une remarque à faire, à propos de la discussion qui eut lieu au Sénat. A la séance du 28 juillet 1882, M. le sénateur Bernard proposa un système plus radical que celui de la commission ; il demandait que l'on organisât l'expertise, non pas seulement surveillée, mais pleinement contradictoire, en donnant aux deux experts les mêmes pouvoirs et en les faisant opérer en commun. Ce système fut alors repoussé par le rapporteur, qui préférait que la responsabilité des opérations

(1) Articles 61 à 68. Voir le texte, *J. O.*, Annexes de la Chambre, 1885, p. 714.

(2) Article 66, nouveau.

ne fût pas partagée, et l'amendement Bernard ne fut pas pris en considération ; c'était d'ailleurs rationnel, puisque tout le projet du Sénat organisait plutôt un contrôle qu'une contradiction dans l'instruction. L'idée, comme nous le verrons, a été reprise et développée plus tard, mais il est intéressant de noter qu'elle avait déjà été émise en 1882.

II. — Le projet de réforme du Code d'instruction criminelle, adopté par le Sénat, fut déposé sur le bureau de la Chambre par M. Devès, Garde des Sceaux, à la séance du 18 novembre 1882. Le 15 novembre 1883, M. Goblet déposait son rapport au nom de la commission chargée de l'examiner (1). La commission avait effacé dans l'article 66 les mots dangereux : *sans en avertir l'inculpé*. Elle avait pensé avec raison que l'on pouvait, dans la plupart des cas dits d'urgence, sauvegarder dans une certaine mesure les droits de l'inculpé en lui permettant de choisir son expert immédiatement, et sans retarder l'opération. Ce n'était plus alors que dans le cas où il n'avait pas exercé ce choix que l'expertise se trouvait confiée à l'expert désigné par le juge seulement. A part cette heureuse modification, les règles relatives à l'expertise restaient les mêmes. Le projet dressé par la commission de la Chambre fut discuté pendant les mois d'octobre et novembre 1884. Pendant

(1) Voir J. O., Annexes de la Chambre, 1883, n° 2377, p. 1784.

cette discussion, M. le D^r Chevandier déposa un amendement d'après lequel le juge d'instruction nommerait toujours, sauf pour les cas peu graves, deux experts au lieu d'un seul ; ces deux experts auraient le même rôle, les mêmes droits, et agiraient ensemble. C'est donc bien l'expertise en commun, déjà proposée au Sénat par M. Bernard, mais dans laquelle les deux experts auraient la même origine. M. Chevandier préférait ce système à celui qui était présenté à la Chambre, car il trouvait que le rôle de surveillant n'est pas suffisamment actif, et pensait qu'il n'est pas nécessaire que l'un des experts soit désigné par l'inculpé pour que les droits de ce dernier soient sauvegardés.

Avec cet amendement de M. Chevandier, nous avons passé en revue les trois systèmes actuellement proposés pour organiser la défense dans l'expertise : surveillance par un expert nommé par l'inculpé (projets du Gouvernement, Sénat et Chambre) — et les deux systèmes qui donnent les mêmes droits aux deux experts — opérations faites en commun par deux experts d'origines différentes (amendement Bernard, et plus tard proposition Cruppi) — ou par deux experts tous deux désignés par le juge (amendement Chevandier).

A la séance du 9 novembre 1884, la Chambre décida qu'elle passerait à une deuxième délibération. Le 4 juin 1885, M. Bovier-Lapierre, nommé rapporteur en remplacement de M. Goblet devenu ministre, déposa son

rapport (1) sur le projet voté en première lecture. Mais d'autres préoccupations retinrent la Chambre, notamment le vote du budget, et la législature prit fin sans que le projet pût être voté en deuxième délibération.

Aussi, à la séance du 15 novembre 1887, la Chambre, craignant que le même fait ne se reproduisît, vota l'urgence. La discussion commença et fut reprise, à de longs intervalles, en 1888 et 1889. La législature prit encore fin avant que l'article 8 du projet eût pu être étudié.

Le 15 juin 1891, M. Bovier-Lapierre dépose un second rapport (2). Mais la fin de la législature arrive encore, et cette fois avant même que la discussion ne soit commencée. Enfin le même député dépose un troisième et dernier rapport à la séance du 3 décembre 1895 (3). A ce moment le projet de réforme générale du Code fut abandonné. Prévoyant que ce qui s'était produit durant ces quinze années pourrait fort bien se prolonger indéfiniment, M. Constans et plusieurs de ses collègues, s'occupant seulement de ce qu'ils considéraient comme le plus urgent, déposèrent au Sénat une proposition de loi ayant pour but d'introduire la contradiction dans les interrogatoires et les confrontations seulement. Cette proposition aboutit à la loi du 8 décembre 1897.

(1) Voir *Annexes*, p. 714.

(2) Voir *Annexes*, p. 115.

(3) Voir *Annexes*, p. 1520.

III. — Cependant les études sur le contrôle de l'expertise n'étaient pas abandonnées. Le 10 juin 1897, MM. les sénateurs Thézard et Thévenet présentaient une proposition de loi tendant à établir l'expertise contradictoire en matières criminelle et correctionnelle ; cette proposition fut immédiatement renvoyée à la commission relative à l'instruction préalable en matière de crimes et délits, dont les travaux sur la loi du 8 décembre 1897 se trouvaient terminés par le vote de la loi au Sénat à cette même séance du 10 juin. L'expression *contradictoire* que M. Thézard avait appliquée à sa réforme était d'ailleurs défectueuse ; car la proposition de loi, en trois articles, n'instituait pas encore la contradiction dans l'expertise. Ces trois articles se bornaient à reproduire les dispositions déjà votées au Sénat en 1882 lors du projet général de réforme du Code d'instruction criminelle. Ce n'était donc encore que l'expertise surveillée ; et c'est par une inadvertance, qui s'était déjà produite bien des fois pendant les discussions de 1882 au Sénat, que l'expression contradictoire avait été employée par lui.

C'est à la Chambre des Députés, et par M. Jean Cruppi, que l'idée de contradiction véritable devait être reprise. A la séance du 22 novembre 1898, M. Cruppi déposait une proposition de loi (1), en huit articles, organisant

(1) Voir le texte, *J. O.*, annexes de la Chambre, 1898. Session extraordinaire, n° 407, p. 310.

l'expertise contradictoire. Cette proposition réglémentait les trois points principaux suivants :

1° Création d'une liste annuelle ;

2° Fonctionnement de l'expertise ;

3° Création d'un arbitrage, en cas de désaccord des experts.

L'objet de la proposition se bornait aux expertises médico-légales. Elle fut renvoyée à la même date à la commission de réforme judiciaire ; celle-ci lui fit subir quelques modifications qui n'étaient pas toutes très heureuses, et lui ajouta deux articles. M. Cruppi fit son rapport au nom de cette commission à la séance du 6 décembre 1898 (1), et, l'urgence ayant été déclarée à la séance du 29 juin 1899, la proposition fut discutée ce jour même et étendue à toutes les expertises en matières criminelle et correctionnelle ; le vote sur l'ensemble eut lieu le lendemain 30 juin (2). Le projet de loi se trouve actuellement déposé sur le bureau du Sénat.

Nous avons vu, à propos des travaux auxquels se sont livrés le Sénat et la Chambre depuis vingt ans environ, quels étaient les trois systèmes sur lesquels peut porter aujourd'hui la discussion ; car nous ne citerons que pour mémoire celui qui consiste à permettre à l'avocat, par une simple extension de la loi du 8 décembre 1897, d'assister aux opérations de l'expertise, et de faire les observations qu'il juge nécessaires. Que l'avocat assiste

(1) Voir *J. O.*, annexes de la Chambre, 1898, n° 484, p. 447.

(2) Voir *J. O.*, débats de la Chambre, 29 et 30 juin 1899.

son client dans un interrogatoire auquel procède le juge d'instruction, rien de plus rationnel ; c'est sa profession même qu'il exerce. Mais pour contrôler de façon efficace une expertise, il faut nécessairement un homme à qui ses études spéciales permettent de comprendre, de suivre et de surveiller facilement les opérations. Il ne suffirait même pas, comme on l'a soutenu, que l'avocat eût, pendant ses études de droit, suivi des cours de médecine (1). Rien ne serait plus néfaste que la présence d'un demi-savant, qui croirait que ses connaissances, incomplètes, lui donnent le droit d'intervenir et la possibilité de le faire utilement, alors qu'il ne ferait que gêner l'expertise et provoquer des incidents inutiles et désagréables.

Ce n'est pas par son avocat que le prévenu peut alors faire défendre ses intérêts, c'est par un homme de l'art de la même origine et de la même spécialité que l'expert choisi par le juge.

On a soutenu qu'il suffisait, pour rendre l'expertise impartiale, de la faire faire par deux experts au lieu d'un seul, tous deux nommés par le juge, sans qu'il fût besoin, pour atteindre ce but, que l'un d'eux ait été choisi par l'inculpé. C'est le système préconisé depuis longtemps par M. le docteur Brouardel et soutenu par M. Chevandier au Sénat ; c'est en somme une généralisation de ce qui existait avant la circulaire de 1867.

(1) Desmaze, *Histoire de la médecine légale*.

Sans doute, cette réforme serait excellente, et l'expertise ainsi réglée serait bien supérieure à l'expertise actuelle. Mais, d'une part, certaines expertises, à cause de la manière dont elles sont pratiquées aujourd'hui, sont tombées dans un discrédit tel, que cette réforme ne suffirait pas à les relever aux yeux de l'opinion et à rassurer la conscience publique. D'autre part, si considérables que soient le zèle et l'émulation que montreraient ces deux experts opérant l'un devant l'autre, qualités sur lesquelles s'étendent complaisamment M. le D^r Brouardel (1) et M. le juge d'instruction Guillot, « la contradiction féconde qui s'établit entre deux hommes de science » (2) n'aura-t-elle pas plus de vigueur encore si l'un des deux représente les intérêts de la société, alors que l'autre doit envisager surtout les points importants pour la défense de celui qu'elle poursuit.

On peut ajouter encore que ce système ne réaliserait pas un progrès assez considérable, et resterait bien en deçà du pas qui a été franchi par la loi de 1897. Les tendances qui ont abouti à cette loi ont organisé un contrôle du juge d'instruction par la défense ; il nous faut, pour ne pas rester en arrière de cette disposition, établir au moins le même contrôle exercé par un représentant de l'inculpé sur l'expert officiel : ce dernier ne pourra pas se plaindre que l'on porte sur lui un soupçon injurieux, puisqu'il a été devancé dans cette voie

(1) *Réforme des expertises médico-légales*, précité.

(2) Rapport Cruppi.

par le magistrat lui-même ; l'harmonie du système ne sera établie qu'à ce prix ; sinon la réforme serait à recommencer dans quelques années.

Quel sera le rôle de ce représentant de l'inculpé ? N'aura-t-il, ainsi que le décidaient le projet de 1879 et celui du Sénat, qu'un simple droit de contrôle et de réquisition, sans pouvoir se mêler en rien aux opérations elles-mêmes, et sans y participer ? On a fait remarquer avec raison que ce rôle effacé, acceptable pour l'avocat vis-à-vis du juge d'instruction, serait, si on l'appliquait à l'expertise, une source de conflits continuels. La situation en effet est bien différente. Dans un interrogatoire, le juge, investi par la société du pouvoir de rechercher la vérité, doit avoir une situation prépondérante sur le défenseur ; on ne comprendrait pas très bien d'ailleurs un interrogatoire où les questions, à charge et à décharge, seraient posées par deux personnes différentes, du moins pendant l'instruction. Il n'en est pas de même pour l'expertise, où il s'agit de faire des constatations matérielles qui peuvent très bien être faites par deux personnes à la fois. D'autre part, les deux hommes de l'art ont la même origine scientifique, la même condition sociale, la même profession ; ce n'est qu'accidentellement qu'ils deviennent les auxiliaires de la justice ; pourquoi, dans ces conditions, donnerait-on à l'un une situation supérieure à celle de l'autre ? N'est-il pas plus logique et plus sage de les placer sur un pied d'égalité absolue ? Ce surveillant, mécontent du rôle

inférieur qui lui serait attribué et n'ayant d'autre droit que celui de critiquer les opérations de son collègue, ne se trouverait-il pas tout disposé à user de ce droit d'une manière plus ou moins justifiée ; ne serait-il pas forcément animé contre lui de sentiments hostiles ? Et d'autre part l'expert proprement dit n'accepterait peut-être pas très volontiers les observations plus ou moins utiles, plus ou moins opportunes que lui ferait le censeur que l'on aurait ainsi placé à ses côtés ; la mauvaise harmonie régnerait ; chacun se retrancherait derrière son droit strict, et les conflits surgiraient à chaque instant ; il en résulterait que les discussions inutiles, éternelles d'aujourd'hui se produiraient plus que jamais à la barre, et que les solutions douteuses subsisteraient.

Aussi semble-t-il préférable de donner aux deux experts des droits égaux, un semblable mandat de rechercher de concert la vérité scientifique. Alors plus de mauvaise volonté à craindre de la part des deux hommes de l'art opérant en commun ; d'où une diminution considérable des discussions inutiles entre experts, et des conflits. C'est d'ailleurs vers cette solution que les esprits semblent entraînés aujourd'hui, après les études qui se poursuivent depuis vingt ans. C'est elle que M. le député Cruppi a demandé à la Chambre de consacrer, en déposant sa proposition de loi sur l'expertise contradictoire.

Après une revue rapide des législations étrangères,

nous reprendrons (1), pour étudier et discuter cette proposition, les trois points principaux dégagés par M. Cruppi lui-même, et nous suivrons dans la discussion le texte adopté par la Chambre à la séance du 30 juin 1899 (2).

SECTION II. — Législations étrangères.

Parmi les législations de l'Europe qui avaient subi plus ou moins directement l'influence de nos codes, les unes sont restées fidèles aux principes qui avaient dirigé le législateur de 1808 ; les autres, devançant la France dans l'œuvre du perfectionnement de leurs lois, ont subi, sous l'empire de préoccupations nouvelles, des modifications plus ou moins profondes concernant l'organisation de la défense pendant l'instruction.

I. — C'est ainsi que l'expertise est restée non contradictoire en Italie (3), et dans le Code de Neuchâtel de 1893 (4). En Italie, l'inculpé peut bien faire venir des

(1) Chapitres III, IV et V.

(2) Voir ce texte, p. 211.

(3) Un projet de réforme du Code de procédure Italien est actuellement à l'étude ; une commission extra-parlementaire a été nommée à cet effet ; nous ne pensons pas que le projet de cette commission présente un intérêt particulier au point de vue de l'expertise. Nous y relevons la disposition suivante :

Article 56. — « In tema di perizie il Pubblico Ministero e la difesa debbono avere diritto di far controllare da un proprio perito le operazioni del perito nominato dal giudice istruttore.

(4) Voir l'étude de Leloir dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1893, p. 545.

experts aux débats, mais pendant l'instruction il ne peut intervenir dans les opérations d'expertise. De même, à Neuchâtel, c'est le juge qui commet, à sa volonté, un ou plusieurs experts. Le défenseur, ou d'autres représentants de l'inculpé, ne peuvent s'immiscer à l'expertise, pas plus d'ailleurs qu'à tous les autres actes de l'information. On y maintient seulement le système inauguré en 1875, qui consiste dans l'intervention du défenseur avant la clôture de l'instruction, et dans son admission à faire valoir de nouveaux moyens de preuve.

De même aussi il n'est pas question de représentation de l'inculpé par mandataire ni d'expertise contradictoire, ni à Bâle-Ville, ni dans les cantons de Genève et de Vaud (1).

En Autriche, le Code de 1873 n'a pas introduit l'idée de contradiction. L'expertise est en principe faite par deux experts, et par un seul si le cas n'est pas important (2). Le choix des experts appartient au juge d'instruction ; il doit prendre de préférence les experts désignés par les tribunaux, sauf les exceptions prévues (3). Le juge d'instruction donne avis de son choix à l'accusation et à l'inculpé, afin qu'ils puissent les récuser s'ils ont des motifs de le faire (4). Le juge peut faire faire,

(1) Voir l'article de M. Drioux, précité.

(2) Article 118.

(3) Article 119.

(4) Articles 120 et 193.

si le rapport est obscur, des expertises nouvelles par les mêmes hommes de l'art ou par d'autres. S'il lui semble que les obscurités viennent de la faute des experts, ou si les conclusions lui paraissent mal déduites, il en choisit d'autres ; enfin si l'expertise porte sur un point de médecine ou de chimie, il peut prendre l'avis d'une Faculté de Médecine d'un des pays représentés au Reichsrath (1).

Mais l'inculpé n'a aucun droit de surveillance sur les expertises. Les seuls actes d'instruction auxquels le défenseur peut assister sont le constat, les perquisitions domiciliaires et la perquisition de papiers (2). Ainsi donc, non seulement l'inculpé n'a pas le droit de se faire représenter par un expert, mais son défenseur n'a pas non plus le droit d'intervenir aux expertises.

II. — En Belgique, le Code d'instruction criminelle reproduit presque entièrement le Code français. L'expertise contradictoire y est actuellement très ardemment réclamée. M. de Ryckère, auditeur militaire, demande l'institution de deux experts désignés, l'un par le juge, l'autre par l'inculpé, et veut que leurs conclusions soient prises en commun, après avoir été discutées contradictoirement (3).

(1) Articles 125 et 126.

(2) Article 97.

(3) Voir *Pandectes belges*, Vo *Médecine légale* et la *Réforme des expertises médico-légales* par de Ryckère, dans les *Annales de médecine légale de Belgique*, 1898, p. 253.

Le système a aussi des adversaires. Parmi ces derniers se trouve M. le D^r Lebrun, médecin légiste à Bruxelles. Il désire cependant des réformes, entre autres la réorganisation complète de l'enseignement de la médecine légale et l'institution d'un comité médico-légal supérieur qui serait souverain juge dans les questions médico-légales.

Les principes de notre Code d'instruction criminelle ont pourtant été abandonnés déjà sur un point. Cette exception résulte de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive : d'après l'article 25, aucune exploration corporelle ne pourra être ordonnée, hors le cas de flagrant délit, si ce n'est par la Chambre du conseil, par la Chambre des mises en accusation ou par le tribunal ou la Cour saisis de la connaissance du délit. L'inculpé pourra, à ses frais, faire assister à la visite un médecin de son choix.

Il paraîtrait d'ailleurs, si l'on en croit un médecin légiste belge, M. le D^r Vleminxq, que ce droit absolu laissé à l'inculpé de choisir qui il veut pour le représenter, n'a pas donné d'heureux résultats, puisque, au bout de trois ans seulement, le système avait abouti, suivant l'expression de cet auteur, à un gâchis épouvantable.

Le Code allemand de 1877 contient des dispositions détaillées sur l'expertise (1). Le juge nomme les experts et en fixe le nombre : il ne peut choisir, sauf les cas

(1) Articles 72 à 93.

exceptionnels, que les experts officiellement délégués.

Le juge décide, durant la période préparatoire, si l'expert devra donner son avis verbalement ou par écrit ; il décide également s'il y a lieu à nouvelle expertise au cas où il juge la première insuffisante ; et dans les cas graves, ou si les experts ne s'entendent pas, il peut prendre l'avis des autorités officiellement déléguées pour des matières spéciales (Fachbehörde, art. 82 et 83).

L'inculpé peut intervenir à l'expertise. Il peut demander que les experts qu'il a l'intention d'appeler aux débats soient cités à comparaître le jour de l'opération (1). Si le juge rejette cette requête, l'inculpé peut les faire citer lui-même, à ses frais. Mais le même article prévoit ensuite une grave restriction à ce droit. Les experts de l'inculpé, déclare-t-il, assisteront à l'opération « à moins que leur présence ne soit de nature à entraver la mission des experts délégués ».

Outre cette faculté de se faire représenter à l'expertise, le Code allemand donne à l'inculpé, dans des cas particuliers, le droit d'assister lui-même à certaines auditions ou opérations, sans soumettre cette faculté à la restriction que nous venons de voir : ces cas, prévus par l'article 191, se présentent lorsqu'il est à présumer que l'expert ou le témoin ne pourra comparaître au cours des débats ou lorsque sa comparution paraît de-

(1) Article 193.

voir être particulièrement difficile, en raison de l'éloignement du lieu de sa résidence.

Aux débats, l'inculpé peut demander des experts ; le Président a le droit de refuser. Les parties et les juges ont le droit de poser des questions. On peut lire l'avis des experts ; si cet avis émane d'une autorité spéciale, le tribunal peut inviter cette autorité à déléguer un de ses membres pour soutenir son avis aux débats (1).

On voit donc que l'Allemagne n'a pas l'expertise contradictoire proprement dite. Sans doute, l'inculpé pourra parfois surveiller ou faire surveiller les experts nommés par le juge, mais ce dernier pourra toujours l'empêcher d'user de ce droit, grâce au dernier paragraphe de l'article 193.

III. — Les législations les plus libérales pour l'inculpé sont le Code de procédure pénale de la République Argentine, et le Code Espagnol du 14 septembre 1882 (2).

D'après le Code argentin, les inculpés peuvent toujours assister aux expertises et faire leurs observations, sauf à se retirer quand les experts discutent et délibèrent.

Le Code espagnol renferme un système qui est presque celui que nous étudierons plus loin et qu'il serait désirable de voir adopter en France. Il en diffère cepen-

(1) Article 255.

(2) Traduit en français par Verdier et Depeiges.

dant sur deux points importants ; il charge l'inculpé des frais occasionnés par la désignation de ses experts, et ne lui donne que le droit d'en nommer un seul, alors que le juge a pu en nommer plusieurs. A part ces deux points, le Code espagnol présente beaucoup d'intérêt en ce qui concerne notre matière. La question de l'expertise y est traitée d'une manière assez complète, et l'étude de ses dispositions serait très utile lors d'une révision de notre Code d'instruction criminelle tout entier.

Toute expertise sera faite par deux experts, déclare l'article 459 ; est excepté le cas où un seul résidera dans la localité et où il ne sera pas possible d'en convoquer un autre sans de graves inconvénients ; cette exception est analogue à celle que prévoient les Codes allemand et autrichien.

La nomination des experts est notifiée ensuite au demandeur particulier et au prévenu toutes les fois que cela est possible, ou à son représentant (1). Toutes les fois que l'expertise ne peut se reproduire dans le débat oral, le plaignant aura le droit de nommer un expert qui interviendra dans les opérations ; le même droit appartiendra au prévenu. S'il y a plusieurs inculpés, ils se mettront respectivement d'accord entre eux pour faire cette nomination (2). Et l'article 356, particulier aux expertises chimiques, montre dans quel sens l'on doit

(1) Article 466.

(2) Article 471.

comprendre cette intervention. Il déclare que les prévenus auront le droit de nommer un expert « qui opérera avec ceux désignés par le juge ».

Si les experts ne sont pas d'accord et s'ils sont en nombre pair, le juge en nommera un autre. Les opérations déjà pratiquées seront reprises s'il est possible, et toutes autres jugées utiles seront effectuées avec le nouvel expert.

Si la répétition de l'expertise primitive et la pratique de nouvelles opérations ne sont pas possibles, le nouvel expert se bornera à délibérer avec les autres sur les résultats des constatations déjà faites et à formuler ses conclusions motivées avec celui ou ceux dont il partagera l'avis, ou séparément s'il est seul de son opinion (1).

(1) Article 484.

CHAPITRE III

PROPOSITION CRUPPI.

Création d'une liste. — Articles I, II, III, § 1 et § 2, et IV du projet adopté par la Chambre des Députés (1).

Le principe de l'expertise contradictoire une fois admis, la première question à se poser est la suivante : Va-t-on laisser à l'inculpé le libre choix de son représentant, ou celui-ci ne pourra-t-il exercer son choix que d'une façon restreinte, sur une liste d'experts dressée à cet effet, et présentant des garanties de savoir et d'impartialité ? Si la seconde solution est admise, comment pourra-t-on s'y prendre pour lui assurer une liberté de choisir, non pas seulement apparente, mais réelle, c'est-à-dire pour que la liste soit dressée de telle sorte que l'indépendance des personnes qui y seront inscrites soit absolue ?

On a essayé de soutenir (2) que le choix de l'expert par l'inculpé devait rester absolument libre. En dressant cette liste, disait M. Emile Lenoël, vous formerez

(1) Voir ce texte, p. 211.

(2) V. Séance du Sénat du 26 mai 1882, *J. O.*, Débats du Sénat, 1882, p. 549.

un véritable corps de fonctionnaires, analogue au corps qui s'est formé après l'Edit de mars 1696, lequel imposait aussi aux tribunaux l'obligation de dresser des listes d'experts : l'inconvénient qui résulta, après 1676, fut que ces hommes, auxiliaires de la justice et investis de leur mission par le pouvoir judiciaire, étaient plus disposés à subir cette influence qui fait que dans un certain milieu, on est toujours entraîné à voir des coupables.

Ce que voulait en somme M. le sénateur Lenoël, c'était que les hommes inscrits sur la liste fussent indépendants et ne devinssent pas, par l'habitude, des auxiliaires de l'accusation. Ce sont des conditions dont la réalisation pourra n'être pas très facile dans la formation pratique de la liste, mais il semble qu'il y aurait des inconvénients bien plus considérables à laisser l'inculpé choisir absolument qui il veut. Son représentant pourrait n'être alors qu'un simple compère qui viendrait à l'expertise, non pour la contredire, mais pour la gêner et même pour en fausser les résultats. Rien de plus facile que de faire manquer une opération de chimie, de détruire par une maladresse voulue, ou d'escamoter une pièce dans une expertise d'écriture ou dans un examen de livres de commerce (1).

(1) « La liste des experts, dressée en conformité de l'article 68 (du projet du Sénat de 1882), déclare M. Brouardel dans son rapport précité, présente une précieuse garantie. Nous espérons qu'elle permettra d'éviter l'écueil dans lequel s'est jeté un pays voisin (la Belgique). Les experts sont pris parmi les médecins, quels qu'ils

Il semble inutile de répondre à un argument présenté en 1899 par un député en faveur de la liberté absolue du choix ; cet argument consistait à dire que l'inculpé pouvait bien choisir librement son expert, puisqu'il choisissait librement son avocat.

Ce que le Sénat a jugé avec juste raison nécessaire, en 1882, dans l'expertise telle qu'il l'avait organisée, l'est *a fortiori* dans le système qui donne à l'expert de l'inculpé le droit, non seulement de surveiller l'opération, mais de participer activement aux travaux ; dans ce système, en effet, ce que nous venons de dire s'applique avec plus d'exactitude encore, et la nécessité d'assurer l'honorabilité de l'expert s'impose davantage.

L'inculpé devra donc exercer son choix sur une liste. M. Cruppi a repris le mode de formation déjà admis lors des travaux du Sénat et de la Chambre, et adopté pour les médecins par le décret du 21 novembre 1893. Cette liste sera dressée par les Cours d'appel, sur la proposition des tribunaux de première instance. La Chambre, en 1884, avait donné le même droit de proposition aux Chambres de commerce ; elles l'avaient d'ailleurs déjà dans le projet du Gouvernement, et c'est probablement par inadvertance que le Sénat ne le leur avait pas maintenu. Il semble bien que dans notre projet on devrait leur donner ce même pouvoir, et l'éten-

soient. De suite, le médecin est devenu avocat, soit de la défense, soit de l'accusation, et le résultat est si déplorable que les docteurs honorables ne veulent plus à aucun prix paraître aux débats. »

dre aussi aux tribunaux de commerce, qui, eux, n'avaient pas cessé de l'avoir dans le projet de 1879 et ceux qui l'ont suivi. On serait assuré d'avoir de cette façon, chez des experts d'origines un peu différentes, plus de garanties d'indépendance.

Ce mode de fixation semble bien être celui qui donne le plus de sécurité, les Cours d'appel étant l'autorité la plus éclairée, la plus indépendante et la plus impartiale à qui l'on puisse confier cette mission. Il est à remarquer que dans le texte adopté par la Chambre, les mots : *le procureur général entendu*, qui n'existaient pas dans le projet primitif, ont été ajoutés par la commission. Cette addition ne vient donc pas du tout d'une réapparition de l'esprit de l'ancien avocat général, suivant l'idée qui a été exprimée dans un ouvrage récent. Elle n'a pas, comme on l'a dit, été insérée dans le but de faire désigner par les Cours des experts « sur lesquels on peut compter », parce que leurs rapports sont en général très durs pour les inculpés, ou parce que leur idéal politique se trouve plus ou moins conforme à celui des hommes qui détiennent actuellement le pouvoir. Cette crainte paraît bien être chimérique. Au contraire, l'addition de ces mots semble, à notre avis, avoir une utilité toute différente. Il est souhaitable, par exemple, que les mêmes experts ne soient pas désignés par les Cours pendant de longues années ; car des relations trop suivies avec des magistrats, et en particulier avec les magistrats du parquet, pourraient leur faire acquérir,

à la longue, cet esprit que l'on a déjà reproché aux experts et aux magistrats eux-mêmes, et qui consiste à voir partout des coupables. Cette tendance, il est vrai, sera atténuée par la diversité des fonctions que la loi donnera aux experts, qui tantôt représentent l'accusation, tantôt seront chargés des intérêts contraires, mais elle ne disparaîtra pas complètement. Il est donc souhaitable que les listes subissent chaque année des changements au moins partiels, et il sera utile de rappeler cette précaution aux autorités chargées de les dresser. On y parviendra au moyen de fréquentes circulaires ministérielles adressées aux procureurs généraux, qui pourront, parmi d'autres remarques utiles, transmettre cette observation aux Cours d'appel.

Sans doute, dira-t-on, on aura ainsi chaque année des hommes nouveaux, au lieu des anciens qui étaient habitués à dresser des rapports. Mais cet inconvénient tendra à disparaître, tout au moins pour la branche la plus importante, la médecine légale, si, comme on le demande en ce moment, la médecine légale prend dans l'enseignement des Facultés une importance plus grande (1).

Il ne faut donc pas voir dans cette intervention du procureur général, une inégalité choquante en faveur de l'accusation dans la formation de la liste ; les procureurs généraux auront assez de souci de la dignité de

(1) Voir *J. O.*, Annexes de la Chambre, 1898, p. 448.

leurs fonctions pour intervenir plus utilement que pour « faire sauter tous les noms de ceux qui ne seront pas des experts sur lesquels on pourrait compter ».

Cette liste sera dressée pour tout le ressort de la Cour d'appel. Le juge et l'inculpé pourront exercer leur choix sur tous les noms retenus par la Cour et non pas seulement, comme le voulait le projet de la commission, sur les noms des seuls experts résidant dans le département, sauf une autorisation spécialement donnée par une intervention étrangère, par le président du tribunal par exemple. Cette limitation du choix avait pour but d'éviter une augmentation de frais, qui presque toujours retomberait à la charge du Trésor, si l'inculpé pouvait exercer son choix sur des experts éloignés. Cette crainte ne paraît pas fondée, et la Chambre a fort bien fait de ne s'en pas préoccuper. On ne peut supposer en effet que l'inculpé, pour la seule satisfaction de causer par son insolvabilité ou son acquittement, une augmentation de frais à l'État, choisirait un expert éloigné ; il a d'autres préoccupations plus sérieuses ; soit seul, soit le plus souvent conseillé par son avocat, il prendra plutôt sur la liste un nom qui lui sera connu, c'est-à-dire un nom de la région même ; s'il agit autrement, c'est qu'il aura de justes motifs de le faire. On peut même observer à ce sujet que les Cours d'appel devront tenir compte des propositions des divers tribunaux de façon à ce que chaque arrondissement soit, autant que possible, muni d'experts résidant sur les lieux.

La Chambre a donc agi sagement en donnant à chaque expert de la liste une compétence de droit commun s'étendant à tout le ressort ; l'inculpé et le juge d'instruction auront ainsi plus de liberté et de latitude pour exercer facilement leur choix, sans qu'il y ait lieu de craindre sérieusement que des abus se produisent.

Mais il est une question voisine que la Chambre a laissée complètement de côté et semble avoir oubliée, bien qu'elle ait déjà été étudiée au Sénat. Il peut arriver que, pour une affaire d'une gravité exceptionnelle, il paraîtrait désirable que l'opération fût confiée à des experts renommés, d'une compétence spéciale, et dont l'opinion eût une autorité particulière ; par exemple, disait en 1882 M. le sénateur Brunet, on veut envoyer des pièces à examiner à une sommité médicale qui exerce à Paris. De même, et cette circonstance se présentera beaucoup plus fréquemment encore, on peut avoir besoin de personnes dont la profession ne figure pas sur la liste ; car, si complète qu'on la suppose, il est impossible que cette liste soit universelle : et elle devrait l'être pour répondre à tous les besoins d'expertise qui peuvent se présenter. Dans ces deux cas, il est nécessaire de donner au juge et à l'inculpé le droit de désigner des personnes ne figurant pas sur la liste du ressort, en soumettant, bien entendu, cette désignation à une surveillance.

Le Sénat donnait en 1882 cette surveillance à la Chambre du conseil, que le projet reconstituait d'une façon

analogue à celle qui existait avant 1856. Ces deux cas, nous l'avons dit, n'ont pas été prévus par la Chambre ; mais il est à remarquer que dans d'autres circonstances où le Sénat et le Gouvernement faisaient intervenir la chambre du conseil, la Chambre des députés, en 1899, remplace son intervention par celle du président du tribunal. Il nous semble que cette substitution est très heureuse. Le président, seul, aura un plus grand souci de sa responsabilité que la chambre du conseil. Il est à présumer que celle-ci, considérant comme d'une importance minime ces petites questions relatives à des mesures d'instruction, et s'en remettant entièrement, comme cela arrivait déjà avant 1856, à l'opinion du magistrat instructeur, n'examinerait que d'une façon assez superficielle les points sur lesquels elle aurait à se prononcer.

De plus, il est un usage excellent pour l'instruction des jeunes magistrats, mais très mauvais pour leur indépendance, qui est très répandu en France : dans la plupart des tribunaux d'arrondissement (1), il est d'usage qu'un juge suppléant au moins vienne, suivant l'expression consacrée, travailler au Parquet. Par l'exclusion du juge d'instruction (article 1 de la loi de 1897), la chambre du conseil se trouve presque forcément

(1) Sur 375 Parquets attachés aux tribunaux de première instance, 151 ne comprennent qu'un procureur ; c'est un juge suppléant qui fait fonction de substitut. Mais dans la plupart des autres, qui comprennent un substitut au moins, il est d'usage qu'un juge suppléant vienne aussi travailler au Parquet.

comprendre ce ou ces juges suppléants, qui n'apportent dans les délibérations qu'un esprit prévenu par les tendances et les préoccupations du Parquet. Une simple ordonnance du président du tribunal revêtant d'un exequatur le choix du juge et celui de l'inculpé nous paraît donc ici, comme dans les autres cas que nous aurons à examiner, préférable à une délibération de la chambre du conseil ; elle donnera plus de garanties au point de vue de l'examen sérieux de la question soumise et de l'indépendance vis-à-vis des magistrats de la poursuite. Il y aurait donc lieu d'ajouter, après l'article 3 du projet adopté par la Chambre, un article ainsi conçu :

« Le choix d'un expert ne faisant pas partie de la liste dressée par la Cour d'appel devra être autorisé par l'ordonnance motivée du président du tribunal ou du président de la juridiction saisie. »

En ce qui concerne, en particulier, les opérations médicales et scientifiques, la commission a étendu le droit de proposition que l'article 1 conférait aux tribunaux d'arrondissement. Cette extension a lieu (1) en faveur des Facultés ou Ecoles de médecine, de pharmacie et de sciences. Cette mesure excellente, qui n'était pas ordonnée par le décret de 1893, donnera une grande valeur aux désignations que feront les Cours. De même, en effet, que ce sera un honneur et un brevet d'intégrité

(1) Article 2, § 1 du projet.

et de savoir professionnel, pour un serrurier ou un maçon, que d'être proposé par un tribunal de première instance ou de commerce, ou par la chambre de commerce, de même aussi l'honneur d'être présenté par une Faculté ou un corps savant sera recherché par le médecin ou le chimiste ; des hommes qui auraient hésité à se laisser désigner par les Cours pour éviter les ennuis ou les dérangements peu rétribués que leur causerait cette désignation, n'hésiteront plus dès qu'elle deviendra un honneur et une distinction ; le niveau des experts en sera ainsi relevé au double point de vue de la moralité et de l'intelligence.

Une autre modification inspirée par une défiance injuste des Cours d'appel, a été apportée au décret de 1893 par les articles 2, § 2, et 4 : c'est l'institution de membres de droit. Feraient partie de droit de la liste dressée par les Cours, les professeurs et chargés de cours des Facultés de médecine, de pharmacie et de sciences, les médecins, accoucheurs et pharmaciens des hôpitaux, les médecins d'hospices et d'asiles publics d'aliénés. Cette innovation a été introduite pour donner plus de garanties à l'inculpé, en lui accordant la faculté de choisir des hommes d'autant plus indépendants qu'ils ne seraient appelés à faire partie de la liste que par leur propre vocation scientifique ; cela revient à dire en somme que l'on se défie de l'impartialité des Cours d'appel elles-mêmes. On a peur que, même sur la proposition des corps savants, elles sacrifient parfois dans leurs dési-

gnations, le souci de rechercher la science et l'intégrité à d'autres préoccupations. Seulement, comme la commission a craint que ces membres de droit, à cause de leur notoriété, ne fussent trop fréquemment choisis par les parties, il a bien fallu décider qu'ils ne pourraient l'être qu'avec une autorisation spéciale du président du tribunal. C'est ici que le système devient illogique. La défiance vis-à-vis d'une Cour n'implique-t-elle pas, en effet, par un argument *a fortiori*, la défiance vis-à-vis du président isolé ?

Aussi nous paraît-il préférable de supprimer ces membres de droit comme inutiles, et d'adopter un système basé sur la confiance que doivent inspirer les Cours d'appel ; système auquel on est bien forcé de revenir, lorsqu'il s'agit de dresser la liste des experts autres que des médecins ou des pharmaciens. Il est d'ailleurs à remarquer que la plupart de ces membres de droit seront portés sur les listes de présentation des Facultés et que l'on pourra alors les choisir sans aucune autorisation préalable ; car, comme ils ne seront plus désignés spécialement à l'attention par leur qualité de membres de droit, on n'aura plus à se préoccuper de restreindre les désignations trop nombreuses qui pourraient être faites de leurs noms. En supposant que dans une expertise, on ait besoin de l'un d'entre ceux de ces membres qui ne seront pas inscrits sur la liste, il sera toujours possible de le désigner, en vertu de l'article que nous avons ajouté plus haut, au moyen de la

même ordonnance du président. Nous arrivons donc à une solution meilleure par un procédé plus simple et plus logique. Il y aurait lieu en conséquence de supprimer le paragraphe 2 de l'article 2 comme inutile, et de remplacer l'article 4 par l'article en question.

CHAPITRE IV

PROPOSITION CRUPPI (*suite*).

SECTION I. — Fonctionnement de l'expertise. — Frais.

SECTION II. — Exceptions.

Articles III, V, VI, VII, IX et X du projet adopté par la Chambre des députés.

SECTION I. — Fonctionnement de l'expertise. — Frais.

C'est, en général, sur la liste dressée en conformité des articles 1 et 2, que, d'après l'article 3, le juge devra choisir son expert. Il n'y a plus de raison, en effet, ces listes donnant toutes garanties de savoir et d'intégrité, pour qu'on laisse au juge le choix absolument libre qu'il a aujourd'hui à leur défaut. Il devra en général ne nommer qu'un seul expert, afin de ne pas augmenter inutilement les frais ; cependant, s'il y a lieu à des recherches scientifiques distinctes, il pourra en désigner le nombre qui lui paraîtra nécessaire.

Remarquons ici que la notification à la défense de l'ordonnance qui nomme les experts, dont la nécessité donne lieu aujourd'hui à une controverse, deviendra indispensable : elle sera le point de départ du délai accordé à l'inculpé pour choisir à son tour sur la liste un

nombre d'experts égal à celui des désignations opérées par le magistrat. Dans le projet primitif et dans celui de la commission, aucun délai n'était imposé à l'inculpé, qui pouvait exercer son choix à tout instant de la procédure. C'était une lacune ; il fallait fixer un délai, passé lequel le juge d'instruction prendrait les mesures nécessaires que devait également fixer la loi. Lors de la discussion, on s'est occupé, sur une observation de M^e Lagasse, de la fixation de ce délai. M^e Lagasse proposait un jour franc ; c'était le délai qui avait déjà été adopté par la Chambre en 1885 à la suite d'une observation du D^r Chevandier, qui en motivait la brièveté sur la nécessité d'agir très vite dans certaines expertises (1). On reconnut cependant (2) que vingt-quatre heures ne suffiraient pas à l'inculpé pour exercer son choix d'une façon suffisamment éclairée. La plupart du temps, en effet, celui-ci aura à consulter tout au moins son avocat. Aussi la Chambre prit-elle un moyen terme entre ce délai vraiment trop court, et le délai de huit jours que réclamaient d'autres députés ; elle adopta trois jours francs, sauf à prévoir, dans un article suivant, les cas où l'on ne pourrait pas attendre aussi longtemps, soit pour assurer la conservation des objets à expertiser, soit pour pratiquer l'expertise elle-même avant leur détérioration.

Ce délai de trois jours francs paraît un peu excessif ;

(1) Séance du 4 juin 1885.

(2) Séance du 29 juin 1899, *J. O.*, p. 1738.

la question tire son importance de ce que, plus le délai sera long, et plus nombreux aussi seront les cas où le juge d'instruction pourra, par une déclaration d'urgence, se permettre des mesures exceptionnelles où le principe de la contradiction sera forcément abandonné. Aussi semble-t-il qu'il faudrait le remplacer par le délai de deux jours francs, qui était le laps de temps accordé par le projet du gouvernement de 1879 ; ces deux jours paraissent d'ailleurs bien suffisants pour que l'inculpé, même prisonnier, puisse prévenir son défenseur et exercer son choix en pleine connaissance de cause.

Le délai accordé par l'article 3 s'appliquera aussi bien lorsque l'expertise aura été ordonnée pendant l'instruction, que si elle l'est par une Cour d'assises ou par un tribunal correctionnel. Cela exigera parfois, en cas de crime, le renvoi à une autre session ; il n'y a d'ailleurs là aucun inconvénient, car, dès aujourd'hui, lorsqu'une Cour d'assises ordonne, suivant l'expression employée lors de la discussion, une expertise à long terme, par exemple si elle charge un expert d'examiner l'état mental de l'accusé, le rapport n'est pas en général déposé immédiatement ; le délai accordé à l'accusé ne changera donc pas sensiblement les conditions actuelles ; sans doute il imposera souvent le renvoi à une autre session, mais ce renvoi est déjà nécessaire aujourd'hui.

Il en sera autrement, et le délai devra forcément être

considérablement abrégé et même réduit à néant lorsque le président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, fera appeler un expert pour donner immédiatement son avis sur un différend qui s'est élevé entre la défense et l'accusation. Bien que l'avis donné ne soit qu'un simple renseignement, l'expert ne prêtant pas serment, il n'en exerce pas moins fort souvent une impression profonde sur l'esprit alors hésitant des jurés, et il serait bien contraire aux intentions de l'auteur de la proposition, d'abandonner la contradiction dans ce cas. Mais il est impossible d'accorder un délai quelconque à l'accusé ; ce serait, dans la plupart des cas, le renvoi forcé à une autre session, à cause d'un simple avis qui pourrait être donné en quelques mots. Il n'existe qu'un moyen de surmonter la difficulté, et c'est celui qu'a proposé la commission, qui d'abord avait oublié ce cas important et à laquelle l'article 3 avait été renvoyé. C'est de permettre à l'accusé, sauf renonciation de sa part, d'exercer son choix immédiatement ; cette disposition sauvegarde bien suffisamment ses droits, puisque son avocat, présent à l'audience, trouvera souvent parmi les témoins cités et présents eux aussi, un expert à désigner ; à son défaut, une simple suspension d'audience suffira pour laisser à l'expert désigné le temps de se présenter à la barre.

S'il y a plusieurs inculpés, d'après l'article 3, § 6, ils devront se concerter pour faire la désignation d'un expert unique. Et, en effet, il n'est pas nécessaire que

chacun d'eux ait un représentant dans les opérations comme chacun a un défenseur. Car ils n'ont ici qu'un intérêt commun : que l'expertise soit faite avec toutes les garanties désirables. La contradiction simple se trouve donc bien suffisante.

C'est l'article 7 qui régit la façon dont les experts devront opérer : cet article est un exposé succinct du système de la contradiction dont nous connaissons les caractères. Les deux experts jouissent des mêmes droits et prérogatives. Il n'y a rien de choquant dans cette égalité, puisque tous deux sont pris sur la même liste et ont la même origine scientifique. Enfin ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun après avoir été discutées contradictoirement.

Pour que l'égalité règne entre les inculpés (1), pour que celui qui est pauvre ne soit pas retenu dans l'exercice de son choix par des considérations pécuniaires et ne renonce ainsi forcément à la contradiction, il est nécessaire que l'expert qu'il choisit n'ait pas la crainte de n'être pas payé, et que ses honoraires ne retombent pas à la charge de son client s'il est acquitté. Rien n'est plus juste d'ailleurs, car l'inculpé n'a fait qu'user jusqu'au bout de son droit de se défendre et ne doit pas subir les frais de l'expertise. « La contradiction étant une charge de l'instruction, a-t-on déclaré, les frais de

(1) Article 6 du projet adopté par la Chambre.

l'expertise doivent être entiers à la charge de l'instruction (1). »

Aussi est-il de toute nécessité que les frais d'expertise soient entièrement compris dans les frais de justice. C'est ce qu'avait déjà décidé le Sénat en 1882, bien que, avec le système du contrôle, cette solution parût moins logique, puisque le second homme de l'art, improprement appelé expert, ne prenait aucune part aux opérations, et n'était présent que comme surveillant, comme représentant des intérêts de la défense. Avec l'expertise contradictoire, au contraire, cette règle est tout à fait rationnelle ; il n'y a pas de raison pour que les honoraires de l'un des deux hommes par lesquels la loi ordonne que l'expertise sera faite, ne soient pas des frais de justice, alors que les honoraires de l'autre le sont. Cependant le projet primitif et celui de la commission ne parlaient pas de ces frais ; ce n'est que plus tard que l'article qui règle cette question fut introduit et soumis au vote de la Chambre, à la séance du 30 juin 1899. Cet article fut d'ailleurs voté sans observations (2).

SECTION II. — Exceptions.

Dans un certain nombre de cas exceptionnels, la

(1) M. le sénateur Bernard ; V. J. O., Sénat, séance du 28 juillet 1882, p. 926.

(2) Article 40.

contradiction devra forcément être abandonnée. Ces cas sont prévus par les articles 3, § 4, 5, 6 et 9.

L'article 3, § 4, prévoit le cas où l'inculpé n'a pas répondu dans le délai, soit de trois jours d'après le projet voté par la Chambre, soit réduit à deux jours. L'inculpé, soit par mauvaise volonté, soit par ignorance, n'a pas pu ou voulu exercer son choix ; il faut cependant que l'expertise soit faite et que l'inculpé ne soit pas privé de toute garantie. Il n'aura pas de représentant à l'expertise, mais celle-ci sera faite par deux hommes de l'art, tous deux nommés par le juge. Nous avons vu que ces conditions constituent déjà un grand progrès sur l'état actuel et nous savons même que pour certains esprits elles constitueraient une réforme suffisante. Aussi cette disposition du projet nous semble-t-elle donner en ce cas à l'inculpé toutes les garanties désirables (1).

Si l'auteur du crime est inconnu, ou si le prévenu est en fuite, l'article 5 donne, pour les mêmes raisons, et tout aussi rationnellement, la même solution que dans le cas précédent.

L'article 6 prévoit le cas où la contradiction est abandonnée par l'inculpé lui-même, parce qu'il considère qu'elle n'est pas nécessaire. Et, en effet, dans bien des circonstances où l'expertise est très simple et se réduit

(1) Il y a dans le texte voté par la Chambre une erreur matérielle. Ce n'est pas à l'article 6, mais à l'article 5, que doit renvoyer l'article 3, § 4.

presque à des constatations matérielles, il est bien inutile d'augmenter les frais et de compliquer les opérations par la présence d'un second expert. Ce sont ces circonstances qui sont visées par l'article 6. Seulement il serait désirable que, afin que l'inculpé fit cette renonciation en pleine connaissance de cause, il soit obligatoirement assisté d'un conseil à cet effet ; car la loi de 1897 peut déjà se trouver par erreur mal appliquée sur ce point ; il peut se faire qu'un inculpé, mis insuffisamment au courant de l'étendue de ses droits, renonce à se faire assister d'un avocat ; puis, cette première erreur devenant elle-même la cause d'erreurs successives, qu'il renonce ensuite à la contradiction dans une expertise sans bien connaître les conditions dans lesquelles cette garantie lui est accordée par la loi. Dans la plupart des affaires assez importantes pour qu'une expertise soit ordonnée, l'inculpé aura un conseil ; donc pas de difficulté dans ce premier cas ; s'il n'en a pas, il semble que l'expertise doit rester contradictoire. D'ailleurs les mots : *assisté de son défenseur* existaient dans le projet primitif et dans celui de la commission ; c'est par une omission peut-être involontaire qu'ils n'ont pas été insérés dans le texte soumis au vote de la Chambre ; il serait désirable qu'ils y fussent rétablis.

Le dernier cas exceptionnel prévu par le projet, est le plus important de tous, en ce sens que l'article 9 qui le prévoit pourrait, si on lui donnait abusivement une extension trop grande, devenir avec la plus grande

facilité la règle ordinaire et réduire à néant toute la réforme projetée. Cette exception doit donc être étudiée avec le plus grand soin, afin d'éviter si c'est possible que des abus ne se commettent. L'article 9 vise le cas d'extrême urgence, où il sera impossible, parce que le temps fera défaut, soit pour notifier l'ordonnance d'expertise, soit pour faire venir plusieurs experts, de pratiquer les opérations avec toutes les garanties nouvelles accordées par la loi. Cet article remplace en somme les articles 43, 44 et 59 du Code d'instruction criminelle.

« Nonobstant les termes des articles précédents, déclare-t-il, le procureur de la République et le juge d'instruction pourront, dans les cas d'extrême urgence, notamment s'ils se sont transportés sur les lieux pour constater un flagrant délit, ou si des indices sont sur le point de disparaître, commettre à titre provisoire un homme de l'art non inscrit sur la liste annuelle.

« L'expert provisoire procédera aux premières constatations, assurera, s'il y a lieu, la conservation des pièces à expertiser et dressera un procès-verbal sommaire qui, après avoir été visé par le juge d'instruction ou le procureur de la République, sera transmis avec tous autres documents aux experts qui seront immédiatement désignés, conformément aux dispositions ci-dessus. »

Ces dispositions constituent déjà un progrès sur les dispositions analogues qui étaient contenues dans les projets du Sénat et de la commission de la Chambre et

dans le projet originaire de M. Cruppi. Ce progrès consiste en ce que les mots : *si les circonstances l'exigent*, beaucoup trop vagues (1), ont été remplacés par ceux-ci : *dans les cas d'extrême urgence*, lesquels semblent devoir moins prêter aux abus. Elles sont loin d'être satisfaisantes cependant, et il semble possible d'arriver facilement à une solution meilleure. Cette imperfection vient de ce que le projet de la Chambre, suivant les errements antérieurs, confond deux situations bien distinctes et édicte pour les deux une règle identique. Ces deux situations sont : 1° le transport sur les lieux, en cas de flagrant délit ; 2° une extrême urgence au cours d'une instruction commencée.

Supposons que, dans un cas de flagrant délit, le procureur de la République et le juge d'instruction se sont transportés sur les lieux ; ils n'ont pu prévoir quelles constatations ils auraient à faire ; le coupable est inconnu ou n'est pas encore arrêté. Il y a bien là une impossibilité de faire une expertise contradictoire ; on comprend donc fort bien que le magistrat commette à titre provisoire un expert qui procédera aux premières constatations, assurera s'il y a lieu la conservation des pièces à expertiser et dressera un procès-verbal sommaire ; il y aurait même lieu alors de permettre au magistrat de choisir de sa propre autorité, et sans avoir besoin d'en référer au président du tribunal, un expert

(1) Article 66 des projets du Sénat de 1882 et de la commission de la Chambre.

en dehors de la liste annuelle. C'est ce qu'avait déjà décidé le Sénat en 1882, sur une observation de M. Brunet (1), qui avait par différents exemples montré l'utilité de cette latitude laissée au magistrat.

Mais il est bien nécessaire que cet expert provisoire ne sorte pas de son rôle, d'ailleurs fort bien limité par l'article 9. Sa mission n'est pas d'expertiser, mais de constater l'état actuel des objets qui seront ensuite expertisés, et d'assurer leur conservation ; il est à peine besoin de dire que pour cette dernière opération il ne doit en aucune façon se livrer à des opérations qui changeraient la nature ou l'aspect des objets, par exemple séparer la partie du cadavre qui a reçu la blessure, ou faire enlever une porte qui a été fracturée. Ces opérations, qui seraient peut-être nécessaires à la conservation des objets si l'expertise véritable avait lieu après un certain laps de temps, ne le sont pas, puisque, d'après l'article 9, elle sera pratiquée immédiatement.

Tout différent est le cas où une expertise urgente est ordonnée au cours d'une instruction régulière. Ici, même au cas d'extrême urgence, il sera presque toujours possible d'essayer au moins que l'expertise ait lieu contradictoirement, l'accusé exerçant son choix immédiatement ; il sera possible également de choisir un expert de la liste, ou, à son défaut, de demander au président l'autorisation de le désigner en dehors de la

(1) Séance du 28 juillet.

liste. Si l'inculpé n'a pas pu ou voulu faire sa désignation à l'instant même, il sera temps de recourir aux mesures exceptionnelles ; et il nous semble alors plus logique que le juge d'instruction fasse faire l'expertise elle-même par deux experts choisis sur la liste, comme il est dit à l'article 5 du projet de la Chambre. Remarquons d'ailleurs qu'en réduisant de trois à deux jours le délai accordé par l'article 3, le nombre des cas où le magistrat instructeur aura à appliquer ces mesures exceptionnelles relatives à l'urgence, sera notablement réduit. Ce résultat est désirable, car on évite ainsi que les magistrats ne déclarent l'urgence trop facilement et n'étendent ainsi l'exception en dehors des cas prévus.

Voici, en conséquence, la rédaction proposée pour les articles 9 et 10 du projet de la Chambre.

ART. 9. — Nonobstant les termes des articles précédents, le procureur de la République et le juge d'instruction peuvent, en cas de flagrant délit, commettre, à titre provisoire, un seul expert ou un homme de l'art, même en dehors de la liste annuelle.

L'expert provisoire procède aux premières constatations, assure s'il y a lieu la conservation des pièces à expertiser, et dresse du tout un procès-verbal sommaire qui est visé par le juge ou le procureur de la République.

Ce procès-verbal est transmis avec tous autres documents aux experts qui sont immédiatement désignés, conformément aux dispositions ci-dessus, à moins que

ces premières constatations ne soient jugées suffisantes par le magistrat instructeur et l'inculpé assisté de son défenseur.

ART. 10. — Au cours de l'instruction, et dans les cas d'extrême urgence, l'inculpé doit, sur une ordonnance motivée du juge d'instruction, exercer immédiatement son droit de choisir un expert.

Dans le cas où l'inculpé n'a pas répondu immédiatement, le juge nomme un second expert comme il est dit à l'article 5.

CHAPITRE V

PROPOSITION CRUPPI (*fin*). — ARTICLE VIII. —
ORGANISATION D'UN ARBITRAGE.

Il nous reste à examiner une question d'une grande importance, qui a soulevé de nombreuses discussions. Les deux experts ayant les mêmes pouvoirs pour constater et pour conclure, il peut arriver qu'ils seront d'avis différents, qu'ils tireront de leurs constatations communes des déductions opposées et contradictoires. La situation est embarrassante. Va-t-on soumettre aux juges du fond le rapport tel qu'il a été rédigé, avec ses conclusions contradictoires, en leur laissant le soin de juger selon leur conscience et leur appréciation, au risque de prolonger indéfiniment les discussions qui ont lieu aujourd'hui à la barre ? Ou conviendra-t-il plutôt de faire trancher le point en litige entre les deux experts, d'une manière définitive, par un tribunal scientifique jouissant d'une autorité suffisante pour que ses arrêts mettent un terme absolu à la discussion scientifique ?

Peut-être sera-t-il préférable, dans la plupart des cas où les deux experts ne s'entendront pas, de laisser planer un certain doute dans l'esprit des juges, et, sans

cependant adopter d'une façon trop absolue cette première solution du problème, de laisser à leur conscience le choix entre les deux partis qui se présentent à eux.

Observons d'abord que la situation sera assez rare, lorsque la contradiction aura été introduite dans l'expertise. Si à l'heure actuelle les discussions sont nombreuses, c'est que les premières constatations ont souvent été insuffisantes ; même en les supposant régulières et complètes, la défense, qui n'y a pas été représentée, peut toujours les contester dans la suite ; et si l'on ne s'entend pas sur les prémisses, à plus forte raison discutera-t-on sur les conclusions à en déduire.

Comment pourrait-il en être de même lorsque l'inculpé aura eu, du moins en général, un représentant qui aura coopéré à ces constatations ? Les deux experts, étant d'accord sur les opérations matérielles, s'entendront le plus souvent aussi sur les raisonnements qu'elles leur suggéreront. Pour qu'une discussion surgisse, il faudra que deux raisonnements inconciliables puissent être faits ; c'est-à-dire que la question donne lieu à une controverse scientifique.

La proposition votée par la Chambre a contenu successivement les trois principales solutions qui ont été proposées pour départager les experts.

Dans le projet rédigé par M. Cruppi, l'article 6 confiait cette mission à une commission de superarbitres, dont le fonctionnement devait être organisé par un règlement d'administration publique.

La proposition revue par la commission faisait choisir un arbitre aux deux experts en désaccord (1) ; s'ils ne pouvaient s'entendre sur le choix, ils désignaient chacun deux noms, et le président du tribunal tirait au sort parmi ces quatre noms.

Puis la commission modifia l'article le jour même du vote, et finalement le texte suivant fut adopté à la séance du 30 juin :

ART. 8. — Si les experts sont d'avis opposé, ils désignent un tiers expert chargé de les départager. A défaut d'entente, cette désignation est faite par le président du tribunal ou par le président de la juridiction saisie.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur le deuxième système, celui que la commission avait tout d'abord adopté, et qu'un député a plaisamment comparé, à la Chambre, au procédé employé par le juge Bridoye, qui jouait ses sentences aux dés, ce qui ne l'empêchait pas, paraît-il, de jouir de l'estime générale. Si les deux experts ne s'entendent pas, en effet, il est fort douteux qu'ils soient d'accord sur le choix de l'arbitre ; chacun d'eux voudra nommer un de ses amis, de ses professeurs, un collègue enfin dont l'avis sur la question scientifique posée sera le même que le sien propre. Deux des quatre personnes ainsi désignées concluraient d'une façon qui serait, par exemple, favo-

(1) Article 8.

nable à l'inculpé ; les deux autres seraient défavorables. Tant mieux pour l'inculpé si le président tire un bon numéro : les conclusions du tiers expert seront en sa faveur ; tant pis pour lui si le sort lui est contraire.

Il reste donc seulement deux systèmes à examiner ; ce sont le système du tiers arbitrage et celui du super-arbitrage.

Observons tout d'abord que ce dernier, qui a été emprunté à l'Allemagne, ne peut s'appliquer qu'aux expertises scientifiques, à celles de médecine légale principalement. Pour les autres, il faudra nécessairement recourir à l'autre système.

Le système du superarbitrage a été très préconisé, surtout il y a une vingtaine d'années, au moment où le Sénat et la Chambre organisaient l'expertise surveillée. Il l'est encore aujourd'hui, après le vote à la Chambre de la proposition de loi sur l'expertise contradictoire. Nous croyons qu'il ne doit pas être introduit en France, pour deux raisons : tout d'abord, il semble s'accorder très mal avec nos mœurs judiciaires, et de plus il nous paraît incompatible avec l'idée de contradiction dans l'expertise.

L'expertise contradictoire n'existe pas en Allemagne ; l'inculpé peut seulement demander que l'on fasse citer, pour assister aux constatations, des experts qu'il désigne ; et si le juge refuse, il peut les faire citer à ses frais. Toutefois ce droit n'est pas aussi absolu qu'il paraît l'être tout d'abord, car ceux-ci ne prennent part au

constat et aux actes d'instruction nécessaires que si leur présence ne gêne en rien l'instruction. Si les experts nommés par le juge sont en désaccord, ou si le cas lui paraît suffisamment grave (1), ou encore si l'avocat conteste le rapport des experts, leurs conclusions sont soumises à l'examen d'autorités qui sont officiellement constituées pour s'occuper de ces matières spéciales (Fachbehörde). Ce sont les tribunaux de superarbitres composés de professeurs de l'Université (2).

(1) Article 193.

(2) Ce sont en Prusse les collèges de médecins de cercle comme première et la délégation scientifique à Berlin comme deuxième instance. Ces autorités font partie de tout un corps de fonctionnaires médicaux, organisé hiérarchiquement et dont les attributions sont très variées.

L'autorité centrale est le ministre de l'instruction publique, des cultes et des affaires médicales, à Berlin ; au-dessous sont un directeur et des commissions consultatives, parmi lesquelles se trouve la députation scientifique pour les affaires médicales à Berlin. Outre des attributions variées, cette députation scientifique a une autorité administrative ; elle doit aussi donner son avis, quand le ministre le lui demande, dans tous les cas concernant l'administration de la médecine ou les affaires criminelles, pour reconnaître les causes de mort, de maladie ou d'autres dommages (Instruction du 23 janvier 1819).

En second lieu, les autorités provinciales comprennent les collèges médicaux, sous la direction d'un président supérieur. Ils n'ont pas d'autorité administrative ; ils ne font que donner des avis et faire des rapports. Dans leurs attributions rentrent aussi l'examen au premier degré des affaires médico-légales, et la critique des rapports d'experts.

On trouve en troisième lieu les autorités de circonscription (Regierungs Bezirk). La circonscription est une division de la province. A la tête de chaque circonscription est un conseiller médical qui a la surveillance et la police médicales (commerce des médicaments, exercice illégal de la médecine, etc...).

Enfin les dernières autorités de cette hiérarchie sont les autorités

Les conclusions des experts sont examinées et appréciées par les savants qui composent ces commissions, lesquelles prononcent en dernier ressort, en ce sens que lorsque l'affaire revient ensuite à l'audience, il n'est plus possible de contester les conclusions adoptées par la commission ; la défense ne peut plus ni les critiquer, ni les combattre ; on arrive ainsi à ce résultat qui peut paraître très séduisant : plus de vaines et obscures discussions à la barre, plus de trouble dans l'esprit des jurés ; on leur soumet toujours une solution bien nette.

Tel est le système que l'on voudrait voir fonctionner en France, soit tel qu'il existe en Allemagne, soit en donnant une autorité moins absolue aux conclusions des superarbitres.

« Une semblable organisation est indispensable en

médicales du cercle (Kreis) qui comprennent un médecin (Kreisphysicus), un chirurgien et un vétérinaire. Le Kreisphysicus est nommé par le ministre ; il doit être docteur, et avoir de plus passé un examen spécial devant la députation scientifique. Il a la surveillance du personnel médical et des établissements médicaux du cercle. Il est expert dans tous les cas criminels ou civils ; c'est lui qui fait les autopsies médico-légales.

Le chirurgien (Kreiswundarzt), outre des fonctions analogues de contrôle, participe aux autopsies médico-légales en présence et sous la direction du Kreisphysicus.

Les commissions supérieures existent aussi en Suisse (cantons de Bâle, Code de procédure pénale du 5 mai 1862, §§ 44 à 50, et de Vaud) et en Autriche, où l'on peut prendre l'avis des Facultés de médecine des pays représentés au Reichsrath. Le procédé n'est pas partout le même. Les Facultés délèguent tantôt un seul professeur, tantôt une commission.

France, écrivait en 1884 M. le docteur Brouardel (1) ; si deux experts opérant simultanément peuvent conclure différemment, sachant que leurs divergences seront soumises à ceux qui tiennent le premier rang dans la science, ils seront par cela même obligés à une réserve et une précision extrêmes. »

Ces commissions seraient organisées, soit dans chaque ville où existe une Faculté de médecine, comme le voulait M. Adolphe Guillot (2), soit même dans chaque siège de Cour d'appel (3) ; elles seraient composées, d'après un amendement déposé à la Chambre par M. Levraud, à la séance du 30 juin 1899, de sept membres au minimum comprenant les représentants les plus autorisés des différentes branches de la science dont relèvent les expertises médico-légales, c'est-à-dire : la médecine, la chirurgie, l'obstétrique, l'aliénation mentale, la chimie et les sciences naturelles.

Voici comment M. Adolphe Guillot conçoit le fonctionnement pratique de ces commissions :

« L'inculpé, interpellé au début de son interrogatoire, déclarerait s'il accepte ou non les constatations et les conclusions de l'expertise ; dans le cas où il dé-

(1) *De la réforme des expertises médico-légales*, précité.

(2) Principes du nouveau Code d'instruction criminelle.

(3) Opinion émise par M. le docteur Ladreit de la Charrière devant la Société de médecine légale de France. Séance du 18 février 1884. M. Brouardel repoussait cette opinion en se basant sur la difficulté qu'il y aurait à trouver dans les sièges des Cours d'appel un personnel suffisant. V. *Bull.*, t. VIII, p. 297.

clarerait les contester, il serait sursis jusqu'à ce que la commission supérieure eût prononcé ; ce serait devant elle qu'il produirait des consultations, et que son défenseur discuterait le rapport. *La question scientifique serait définitivement tranchée par la décision de la commission et ne pourrait être reprise à l'audience sous aucun prétexte.*

La création de ces commissions supérieures ne saurait rencontrer de difficultés sérieuses, elles élèveraient beaucoup le niveau de la médecine légale en créant des centres d'études où aboutiraient les recherches, où seraient examinées les questions les plus intéressantes *et où il se formerait un corps de doctrine*, qui, tout en se perfectionnant sans cesse, *s'imposerait avec la même autorité que les arrêts de la Cour de cassation en matière de jurisprudence.* »

Le premier reproche qui ait été fait à ce système des commissions superarbitrales, et qui a été développé par M. Cruppi à la séance du 30 juin, est qu'elles feraient naître de graves complications. Cette institution en effet est très complexe ; elle n'est pas d'une construction aisée, surtout si l'on établit ces commissions dans des Facultés de province, dont le personnel est peu nombreux, et si on les étend à toutes les Cours d'appel ; elle ne répond pas à ce besoin de simplicité, de brièveté qui semble indispensable à une organisation nouvelle comme celle que l'on veut créer.

Sans doute, la perspective est très séduisante, de

voir à jamais supprimées les discussions entre experts à l'audience, mais, en supposant que le superarbitrage fonctionne normalement et régulièrement en Allemagne, pays très hiérarchisé, très respectueux de toute autorité établie (1), ce fait serait-il une raison suffisante pour le faire adopter en France, nation qui possède précisément toutes les qualités contraires. Conçoit-on facilement qu'en France un avocat n'ait plus la libre faculté de critiquer à l'audience un rapport d'experts ? Ne serait-ce pas restreindre les droits de la défense d'une manière inusitée, et la solution ne serait-elle pas en désaccord complet avec nos mœurs oratoires, nos sentiments traditionnels, et le libre pouvoir de discussion qui est accordé à l'avocat ?

Mais il est une objection plus grave à faire contre l'introduction simultanée en France du superarbitrage et de l'expertise contradictoire. C'est que chacune des deux institutions est complète et forme à elle seule un ensemble distinct ; mais elles ne peuvent coexister, elles sont incompatibles. La contradiction n'existe pas en Allemagne ; aussi, les discussions entre experts étant assez rares, c'est principalement à la requête de l'accusé que la commission des superarbitres est saisie ; rien de plus juste alors que de lui donner cette garantie ; c'est un examen, fait par des hommes d'une autorité incon-

(1) Il paraîtrait cependant que le superarbitrage n'y a pas entièrement supprimé les discussions à la barre, qui sont fréquentes entre experts.

testable, des premières constatations et des premières conclusions. La grande autorité que l'on donne à la décision de la commission se comprend aussi en général (1) ; car, parmi ces objections que l'accusé fait aux conclusions des experts, il en est de sérieuses, mais il peut y en avoir aussi qui ne sont que de mauvaises querelles suscitées par un homme qui essaie de se sauver par tous les moyens qu'il a à sa disposition ; rien n'est donc plus juste que de soumettre ces objections à un tribunal spécial jouissant d'une grande autorité, afin que la question soumise aux jurés soit bien nette et ne laisse aucun doute dans leur esprit.

Il en sera tout autrement en France avec l'expertise contradictoire. Tout d'abord, les cas où la commission serait saisie seront infiniment plus rares, puisqu'ils seront seulement déterminés par le désaccord des deux experts. Si ceux-ci sont d'accord, en effet, l'inculpé n'aura aucune réclamation à faire, puisque l'un des deux est son représentant. Comme les constatations auront été faites en commun, elles ne pourront donner lieu à aucune discussion ; le désaccord ne pourra donc naître que sur la deuxième partie du rapport, sur les déductions et conclusions, c'est-à-dire sur un point qui fait l'objet d'une controverse scientifique : on voit donc bien que la commission serait saisie beaucoup plus rarement qu'en Allemagne.

(1) Sauf une restriction importante que nous examinerons.

En second lieu, elle ne le sera guère que lorsqu'il existera un doute sur une question non encore résolue par la science. Est-il souhaitable alors que ce doute soit tranché définitivement par une commission jouissant d'une autorité absolue ? Certes non ; car la science fait des progrès continus : ce qui est vérité aujourd'hui peut être une erreur dans quelques mois. La commission, si savante qu'on la conçoive, ne donnera que la solution imposée par l'avancement actuel de la science. Supposons (1) qu'un homme soit accusé d'avoir empoisonné sa femme avec du sulfate de cuivre, et que les deux experts soient partagés, l'un déclarant qu'il n'a pu y avoir empoisonnement, l'autre donnant des conclusions contraires. L'affaire est soumise au tribunal des superarbitres ; ceux-ci avec la sérénité et l'assurance que donnent le savoir et l'habitude de trancher en dernier ressort des questions scientifiques, concluent à l'empoisonnement. Les jurés, tranquilisés par l'autorité qui s'attache à la décision d'une commission de savants, condamnent à l'unanimité ; l'homme est décapité, et l'on découvre quelque temps après que, contrairement à une croyance universellement répandue, le sulfate de cuivre ne pouvait causer la mort dans les conditions et à la dose où l'on prétendait qu'il avait été absorbé. En aurait-il été de même si, au lieu d'être confiée à une commission de superarbitres, la question avait été sou-

(1) Affaire Moreau.

mise à un tiers arbitre ne jouissant que de l'autorité ordinaire qui s'attache à un avis isolé ? Sans doute, il eût pu se produire des discussions à la barre, le doute aurait peut-être subsisté ; mais cela n'aurait-il pas été préférable à la solution radicale qui a résulté de l'avis de la commission ?

On voit donc que le système qui existe en Allemagne confond deux cas, qui seront bien séparés en France : celui où, soit que la première expertise ait été mal faite, soit que l'inculpé conteste sans raison sérieuse le rapport des experts, le superarbitrage a une utilité ; il est bon que le conflit entre la défense et les experts soit tranché définitivement dans ces premiers cas ; et l'autre hypothèse, où une controverse s'élève entre experts sur un point scientifique douteux ; alors l'autorité qui s'attache à la décision des superarbitres est nuisible ; en France, avec l'expertise contradictoire, ces deux cas ne seront pas confondus ; ce ne sera guère que dans le deuxième, qu'un conflit pourra s'élever entre les deux experts ; le système de la contradiction étant préférable, il est bien inutile d'emprunter à l'Allemagne une institution qui ne fonctionnerait en France que dans les hypothèses où elle est nuisible.

Sans doute, avec le tiers arbitrage, nous laissons, volontairement, planer un certain doute sur la solution ; mais ce doute n'existera que dans les cas où il semble nécessaire de le faire subsister ; si l'on peut rêver que, dans une législation idéale, les cas douteux

disparaissent complètement, il n'en est pas moins vrai que l'on ne pourra jamais les supprimer d'une façon absolue ; on peut essayer de les restreindre le plus possible ; c'est ce que l'on fera en organisant l'expertise contradictoire, en rendant les constatations régulières et complètes ; on ne pourra empêcher l'existence de questions impossibles à résoudre dans l'état d'avancement actuel de la science. Ce seront précisément ces points qui seront mis en lumière par le désaccord presque forcé des deux experts ; il vaut donc mieux alors confier le soin de les départager à un tiers expert que faire trancher la question par une commission dont la décision exercera sur le jury une influence trop considérable.

Avec un tiers expert, même s'il se prononce dans un sens défavorable à l'inculpé, le jury conservera toujours un doute salutaire, et jugera selon sa conscience sans rejeter mentalement sur autrui la responsabilité de son verdict.

Le système du superarbitrage ne pourrait d'ailleurs s'appliquer qu'aux expertises médicales et scientifiques. Pour les autres, moins nombreuses évidemment, et surtout ne pouvant donner lieu qu'à un nombre de discussions moindre (1), il aurait bien fallu revenir au tiers-arbitrage.

(1) Sauf cependant pour les expertises d'écriture et de comptabilité, qui peuvent donner lieu à des discussions fort importantes ; et l'on ne conçoit guère comment on pourrait choisir des personnes pour composer les commissions dans ce genre d'expertises.

Comment sera nommé ce tiers-arbitre ? Pas de difficulté si les deux experts s'entendent pour le désigner ; il est alors très logique de leur laisser ce choix. Il n'en est plus ainsi s'ils ne peuvent s'entendre ; cette difficulté avait déjà arrêté la commission et avait fait naître le système étrange du tirage au sort exposé plus haut. La désignation par le président du tribunal ou par le président de la juridiction saisie, votée par la Chambre le 30 juin, nous paraît être en harmonie avec les diverses solutions que nous avons données plus haut et dans lesquelles nous avons déjà fait intervenir son autorité ; il y a tout lieu d'espérer, en effet, que les présidents seront assez soucieux de leur responsabilité et des devoirs que leur impose leur profession, pour que ce choix soit exercé avec un soin suffisamment scrupuleux et donne aux inculpés toutes garanties de savoir et d'impartialité chez le tiers expert.

Dans cette étude de l'expertise contradictoire, nous avons en somme laissé subsister dans ses grandes lignes la proposition votée par la Chambre des députés ; les quelques modifications que nous avons cru utile de lui faire subir portent principalement sur la suppression des membres de droit des articles 2 et 4, sur le délai laissé à l'inculpé pour exercer son choix, et sur les mesures exceptionnelles provoquées par l'extrême urgence.

La proposition ne règle d'ailleurs pas l'expertise d'une manière complète. Il y aurait lieu, dans une révi-

sion du Code d'instruction criminelle, de faire cette réglementation, et d'ajouter aux principes posés dans la proposition Cruppi des dispositions analogues à celles qui se trouvent au Code allemand, au Code autrichien et surtout au Code espagnol. C'est ainsi que l'on devrait introduire des règles se rapportant aux diverses matières étudiées dans notre première partie, sur la présence du magistrat aux opérations, sur la manière de conduire les opérations et la rédaction du rapport, sur le droit de récusation des experts.... Mais tel n'a pas été le but de la proposition en question : son but a été simplement de créer l'expertise contradictoire. Aussi nous contenterons-nous ici, pour résumer les observations que nous avons présentées en étudiant le projet, de reproduire, en regard du texte adopté par la Chambre, les articles tels qu'il nous semblerait désirable qu'ils fussent votés définitivement.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

APPENDICE

TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

ARTICLE 1^{er}.

La liste des experts admis à pratiquer les expertises en matière criminelle et correctionnelle est dressée chaque année pour l'année suivante par les Cours d'appel, le procureur général entendu, sur l'avis des tribunaux de première instance.

Les experts sont classés par catégories sur cette liste, qui ne comprend pas de membres de droit, à l'exception de ceux qui sont institués à l'article 2.

ARTICLE 2.

La liste des médecins et chimistes admis à pratiquer les expertises médico-légales devant les tribunaux est dressée chaque année, pour l'année suivante, par les Cours d'appel, le procureur général entendu, sur la proposition des tribunaux civils, des Facultés et Ecoles de médecine, de pharmacie et de sciences.

TEXTE PROPOSÉ.

ARTICLE 1^{er}.

La liste des experts admis à pratiquer les expertises en matière criminelle et correctionnelle est dressée chaque année pour l'année suivante par les Cours d'appel, le procureur général entendu, sur l'avis des tribunaux de première instance, des tribunaux et chambres de commerce.

Les experts sont classés par catégories sur cette liste, qui ne comprend pas de membres de droit.

ARTICLE 2.

La liste des médecins et chimistes admis à pratiquer les expertises médico-légales devant les tribunaux est dressée chaque année, pour l'année suivante, par les Cours d'appel, le procureur général entendu, sur la proposition des tribunaux civils, des Facultés et Ecoles de médecine, de pharmacie et de sciences.

Les professeurs et chargés de cours desdites Facultés, les médecins, chirurgiens, accoucheurs et pharmaciens des hôpitaux dans les villes où siègent des Facultés ou Ecoles de médecine de plein exercice, les médecins d'hospices et d'asiles publics d'aliénés, les membres de l'Académie de médecine feront partie de droit de cette liste; ils y seront autant que possible classés par catégories suivant leur spécialité.

ARTICLE 3.

Le juge ou la juridiction compétente désigne sur la liste annuelle, dressée en conformité des articles précédents, un expert ou plusieurs, s'il y a lieu à des recherches scientifiques distinctes.

La désignation dudit ou desdits experts est immédiatement notifiée à l'inculpé, qui a le droit de choisir sur la liste annuelle qui lui est communiquée un nombre égal d'experts.

Cette désignation doit être faite dans le délai de trois jours francs à dater de la notification.

Dans le cas où l'inculpé n'a pas répondu dans ce délai, le juge nomme un deuxième expert, comme il est dit à l'article 6 (1).

ARTICLE 3.

Le juge ou la juridiction compétente désigne sur la liste annuelle, dressée en conformité des articles précédents, un expert ou plusieurs, s'il y a lieu à des recherches scientifiques distinctes.

La désignation dudit ou desdits experts est immédiatement notifiée à l'inculpé, qui a le droit de choisir sur la liste annuelle qui lui est communiquée un nombre égal d'experts.

Cette désignation doit être faite dans le délai de deux jours francs à dater de la notification.

Dans le cas où l'inculpé n'a pas répondu dans ce délai, le juge nomme un deuxième expert, comme il est dit à l'article 5.

(1) *Erreur matérielle*, article 5.

Dans le cas où une opération urgente d'expertise est prescrite par le président de la Cour d'assises, l'accusé exerce séance tenante, s'il le juge utile, son droit de choisir un expert.

S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concerter pour faire cette désignation.

ARTICLE 4.

Les experts désignés au paragraphe 2 de l'article 2 ne peuvent être choisis que si cette mesure, qui doit être justifiée par la gravité de l'affaire, est autorisée par ordonnance motivée du président du tribunal ou du président de la juridiction saisie.

Lesdites ordonnances ne sont susceptibles d'aucun recours.

ARTICLE 5.

Si l'auteur du crime ou du délit est inconnu, ou si le prévenu est en fuite, l'expertise ordonnée par le juge devra être confiée à deux experts au moins, choisis sur la liste annuelle.

ARTICLE 6.

Il ne peut être procédé aux opérations par un seul expert que dans le cas où l'inculpé renonce formellement à l'expertise contradictoire et accepte l'expert désigné par le juge.

Dans le cas où une opération urgente d'expertise est prescrite par le président de la Cour d'assises, l'accusé exerce séance tenante, s'il le juge utile, son droit de choisir un expert.

S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concerter pour faire cette désignation.

ARTICLE 4.

Le choix d'un expert ne faisant pas partie de la liste dressée par la Cour d'appel, devra être autorisé par l'ordonnance motivée du président du tribunal ou de la juridiction saisie.

Lesdites ordonnances ne sont susceptibles d'aucun recours.

ARTICLE 5.

Si l'auteur du crime ou du délit est inconnu, ou si le prévenu est en fuite, l'expertise ordonnée par le juge devra être confiée à deux experts au moins, choisis sur la liste annuelle.

ARTICLE 6.

Il ne peut être procédé aux opérations par un seul expert que dans le cas où l'inculpé, assisté de son défenseur, renonce formellement à l'expertise contradictoire et accepte l'expert désigné par le juge.

ARTICLE 7.

Les experts désignés par le juge d'instruction et le prévenu jouissent des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun après avoir été discutées contradictoirement.

ARTICLE 8.

Si les experts sont d'avis opposé, ils désignent un tiers expert chargé de les départager.

A défaut d'entente cette désignation est faite par le président du tribunal ou par le président de la juridiction saisie.

ARTICLE 9.

Nonobstant les termes des articles précédents, le procureur de la République et le juge d'instruction pourront, dans les cas d'extrême urgence, notamment s'ils se sont transportés sur les lieux pour constater un flagrant délit, ou si des indices sont sur le point de disparaître, commettre à titre provisoire un homme de l'art non inscrit sur la liste annuelle.

L'expert provisoire procèdera aux premières constatations, assurera, s'il y a lieu, la conservation des pièces à expertiser et

ARTICLE 7.

Les experts désignés par le juge d'instruction et le prévenu jouissent des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun après avoir été discutées contradictoirement.

ARTICLE 8.

Si les experts sont d'avis opposé, ils désignent un tiers expert chargé de les départager.

A défaut d'entente, cette désignation est faite par le président du tribunal ou par le président de la juridiction saisie.

ARTICLE 9.

Nonobstant les termes des articles précédents, le procureur de la République et le juge d'instruction peuvent, en cas de flagrant délit, commettre, à titre provisoire, un seul expert ou un homme de l'art, même en dehors de la liste annuelle.

L'expert provisoire procède aux premières constatations, assure s'il y a lieu la conservation des pièces à expertiser, et

dressera un procès-verbal sommaire qui, après avoir été visé par le juge d'instruction ou le procureur de la République, sera transmis avec tous autres documents aux experts qui seront immédiatement désignés, conformément aux dispositions ci-dessus, à moins que ces premières constatations soient jugées suffisantes, d'un commun accord, par le magistrat instructeur et l'inculpé.

ARTICLE 10.

Les frais d'expertise résultant de la présente loi seront passés en frais de justice criminelle.

ARTICLE 11.

Les articles 43, 44 et 59 du Code d'instruction criminelle sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

dresse du tout un procès-verbal sommaire, qui est visé par le juge d'instruction ou le procureur de la République.

Ce procès-verbal est transmis avec tous autres documents aux experts qui sont immédiatement désignés conformément aux dispositions ci-dessus, à moins que ces premières constatations ne soient jugées suffisantes, par le magistrat instructeur et l'inculpé assisté de son défenseur.

ARTICLE 10.

Au cours de l'instruction, et dans les cas d'extrême urgence, l'inculpé doit, sur une ordonnance motivée du juge d'instruction, exercer immédiatement son droit de choisir un expert.

Dans le cas où l'inculpé n'a pas répondu immédiatement, le juge nomme un deuxième expert comme il est dit à l'article 5.

ARTICLE 11.

Les frais d'expertise résultant de la présente loi seront passés en frais de justice criminelle.

ARTICLE 12.

Les articles 43, 44 et 59 du Code d'instruction criminelle sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

BIBLIOGRAPHIE

- Boitard.** — Leçons de droit criminel.
- Boitard et Colmet d'Aage.** — Leçons de procédure civile. Revu par Glasson.
- Bonnier.** — Traité des preuves en matière civile et criminelle. Revu par Larnaude.
- Briand et Chaudé.** — Manuel complet de médecine légale.
- Brouardel.** — La réforme des expertises médico-légales (*Bulletin de la Société de médecine légale*, t. VIII, p. 251).
- Camoin de Vence.** — L'expertise dans les législations étrangères (*Revue pénitentiaire*, juillet-août 1897, p. 1186).
- Carnot.** — De l'instruction criminelle.
- Coutagne.** — Manuel des expertises médico-légales en matière criminelle.
- Desmaze.** — Histoire de la médecine légale.
- Drioux.** — Etude sur les expertises médico-légales et l'instruction criminelle, d'après les projets du Code d'instruction criminelle et les législations étrangères (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1886, p. 485).
- Duverger.** — Manuel des juges d'instruction.
- Garsonnet.** — Traité théorique et pratique de procédure.
- Guillot.** — Des principes du nouveau Code d'instruction criminelle, 1884.
- Faustin Hélie.** — Traité de l'instruction criminelle.
- Jousse.** — Traité de la justice criminelle.
- Lacassagne (Docteur).** — Les erreurs judiciaires et les médecins experts. Leçon d'ouverture au cours de médecine légale à la Faculté de médecine de Lyon, le 6 décembre 1896.
- Lechopié et Floquet.** — Code des médecins.
— La nouvelle législation médicale, 1894.
- Legraverend.** — Traité de la législation criminelle en France.
- Leloir.** — Etude sur le Code de Neuchâtel de 1893. Annuaire des législations étrangères, année 1893, p. 545.
- A. Le Poittevin.** — L'instruction préalable et la détention pré-

- ventive. Cours de droit pénal professé à la Faculté de droit de Paris, année 1899-1900.
- La loi du 8 décembre 1897 (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1899, p. 401).
- Rapport sur l'organisation de la défense dans l'instruction préparatoire (*Revue pénitentiaire*, juillet-août 1898).
- G. Le Poittevin.** — Dictionnaire-Formulaire des parquets.
- Leredu.** — La réforme des expertises médico-légales (*Revue pénitentiaire*, 1899, p. 585).
- Mittermaier.** — Traité de la preuve en matière criminelle.
- Muyart de Vouglans.** — Instruction criminelle.
- Nouguier.** — La Cour d'assises. Traité pratique.
- Orfila.** — Traité de médecine légale.
- Pinard** (Docteur). — Des rapports de l'obstétrique avec la médecine légale en 1897 (Leçon d'ouverture au cours de clinique obstétricale à la Faculté de médecine de Paris. *Bulletin médical*, numéro du lundi 8 novembre 1897).
- Pothier.** — Procédure criminelle.
- Prévot.** — Principes de jurisprudence sur les Rapports (1753).
- Procès-verbal** des conférences pour l'ordonnance de 1670.
- Sarraute.** — Manuel théorique et pratique du juge d'instruction.
- Varnier** (Docteur). — L'affaire Laporte (*Revue pratique d'obstétrique et de pédiatrie*, octobre 1897).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Historique. — Ordonnance de 1670 et droit intermédiaire.	9
CHAPITRE II. — Du droit d'ordonner une expertise.	18
CHAPITRE III. — Nombre et choix des experts. — Médecins.	40
CHAPITRE IV. — De l'ordonnance d'expertise et de sa communication à la défense.	55
CHAPITRE V. — L'expert est-il tenu d'obéir aux réquisitions de la justice. — Législations étrangères	68
CHAPITRE VI. — Du serment des experts pendant l'instruction et à l'audience.	80
CHAPITRE VII. — Marche des opérations et rédaction du rapport	100
CHAPITRE VIII. — Tarifs et mode de paiement des experts.	115
CHAPITRE IX. — Comparaison avec l'expertise civile et droits de l'inculpé	120

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Inconvénients de l'expertise actuelle. — Nécessité d'une réforme.	135
CHAPITRE II. — Historique des travaux en France de 1879 à 1899. — Législations étrangères	149
CHAPITRE III. — Proposition Cruppi. — Premier point : création d'une liste.	170
CHAPITRE IV. — Proposition Cruppi. — Deuxième point : fonctionnement de l'expertise	182
CHAPITRE V. — Proposition Cruppi. — Troisième point : organisation d'un arbitrage	194
APPENDICE.	211
BIBLIOGRAPHIE	217

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
